



Bimensuel - Numéro 77 du 15 mai 1980 - 7 ff - 4 fs - 50 fb -

INPRECOR

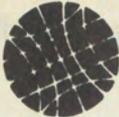
INTERCONTINENTAL PRESS



Nicaragua

**Une nouvelle étape
de la révolution**

Espagne : La «réforme» est achevée



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

SOMMAIRE

Numéro 77 du 15 mai 1980

Page 3	EDITORIAL L'avenir de l'Etat ouvrier yougoslave	
Page 4	IRAN Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale : «BAS LES PATTES DEVANT L'IRAN»	
Page 6	NICARAGUA Une nouvelle étape de la révolution	Livio MAITAN
Page 16	PEROU Succès de la campagne électorale du PRT et de Hugo Blanco	Jean-Pierre BEAUVAIS
Page 17	DOSSIER CUBA Cuba an XX : réalité et contradiction de la révolution	Anna ARMAND
Page 29	ANTILLES Crise du colonialisme tardif	
Page 32	EUROCOMMUNISME Le voyage d'Enrico Berlinguer en Chine	Anna LIBERA
Page 37	SUEDE La fin de la paix sociale	Benny ASMAN
Page 39	ESPAGNE * La «réforme» est achevée	Angel MUNOZ

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENTS - 1 AN - 25 numéros

Pour tous pays 130 francs français
 Par avion : Europe, 145 francs; Amérique, Afrique, Asie, 180 francs (ou 45 dollars US, 50 dollars canadiens) ; Afrique du Nord, 150 francs; Moyen-Orient, 150 francs
 Pli fermé : France, 200 francs; tous les autres pays, 230 francs; par avion, nous écrire

VERSEMENT :
 Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication)
 adressés à :
 PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL - France

Nom

Prénom

Adresse

Pays

ou
VIREMENT à :
 PEC - BNP Agence Robespierre
 153, rue de Paris
 93100 - MONTREUIL
 Compte no : 230 179/90

L'avenir de l'Etat ouvrier yougoslave

LA réaction des masses populaires yougoslaves à la mort de Tito confirme de toute façon un fait capital: l'identification consciente du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie avec le régime de ce pays, et avec l'Etat ouvrier, est qualitativement supérieure à ce qu'elle est dans n'importe quel pays d'Europe orientale. Les raisons de cet état de choses ne doivent pas être recherchées dans une quelconque «nature charismatique» de la personnalité de Tito. Elle a trois sources principales.

L'Etat ouvrier yougoslave est né d'une véritable révolution populaire, à laquelle des millions d'exploités ont participé consciemment, ce qui ne fut le cas dans aucune «démocratie populaire». La rupture entre Staline et Tito, en 1948, et la résistance victorieuse à Staline couronnée d'un succès spectaculaire en 1955 lorsque Krouchtchev dut aller sinon à Canossa, du moins à Belgrade, furent comprises par les masses populaires de Yougoslavie comme une affirmation du droit des peuples yougoslaves de construire leur destin politique indépendamment des diktats de la bureaucratie soviétique. L'instauration et le développement de l'autogestion ouvrière, malgré toutes ses faiblesses, ses imperfections, ses contradictions, est comprise par les masses yougoslaves comme une *conséquence supplémentaire essentielle*, en plus de la suppression de l'exploitation capitaliste et l'oppression nationale réalisées par la révolution en 1945.

Les contradictions et tensions croissantes résultant de la combinaison hybride entre l'autogestion au niveau de l'entreprise d'une part, et la prétendue «économie socialiste de marché» ainsi que le régime

politique du parti unique d'autre part — qui continue à contrôler étroitement les décisions économiques centrales et l'appareil d'Etat, sans aucune possibilité réelle des masses de faire valoir leurs intérêts et leurs opinions à ces niveaux-là — créent une situation politique difficile en Yougoslavie, au moment où vient de disparaître l'arbitre suprême (1).

Ces tensions risquent de s'accroître en ce qui concerne les rapports entre les nationalités, en ce qui concerne les rapports entre travailleurs et bureaucrates, en ce qui concerne les rapports entre la bureaucratie centrale du parti et de l'armée d'un côté et l'aile «technocratique» de cette même bureaucratie de l'autre, avec des interférences multiples de toutes ces contradictions au sein de la Ligue des Communistes, moins homogène que jamais, plus sujette que jamais aux pressions les plus diverses.

Que dans ces conditions tous ceux pour qui l'expérience particulière de l'Etat ouvrier yougoslave reste une source d'irritation, voire de troubles, — en premier lieu la bureaucratie soviétique et la bourgeoisie impérialiste en Europe méridionale, — ne manqueront pas une occasion pour pêcher en eau trouble et pour chercher à attiser les tensions, cela semble pour le moins vraisemblable.

Le rassemblement spectaculaire de tant de chefs d'Etat et de gouvernement aux funérailles de Tito constitue moins un hommage à l'ancien chef des partisans devenu le fondateur du «mouvement des non-alignés», et encore moins un geste de «bonne volonté» à l'égard d'un Etat ouvrier «indépendant des deux blocs» (formule vide de sens, s'il en est !).

Il reflète le début des grandes manœuvres des uns et des autres pour modifier la politique étrangère de la Yougoslavie, — le Kremlin cherchant à la ramener dans le giron de ceux qui appuient inconditionnellement toutes ses opérations diplomatiques, l'OTAN et la CEE cherchant à la lier d'une manière ou d'une autre à elles.

Nous avons toujours critiqué les pratiques de collaboration de classe qu'implique la politique des «non-alignement» de Tito, fondée sur l'illusion qu'à un moment de danger extrême pour l'Etat ouvrier yougoslave, ce prétendu «mouvement» viendra à son secours. Mais nous ne pouvons accorder aucun appui aux tentatives du Kremlin de subordonner la défense de l'Etat ouvrier yougoslave aux intérêts de la bureaucratie soviétique, et encore moins à ses manœuvres à l'intérieur de la Yougoslavie en vue d'arriver à ce but.

La IVe Internationale a eu, depuis 1948, une attitude particulière à l'égard de l'Etat ouvrier yougoslave. Nous ne sousestimons d'aucune manière le poids et le contrôle de la bureaucratie dans cet Etat ouvrier. Nous croyons que là, comme dans tous les autres Etats ouvriers d'Europe, une révolution politique est nécessaire pour dégager la voie vers un progrès en direction du socialisme. Mais nous croyons que la marge d'autonomie d'action de la classe ouvrière et des communistes critiques et oppositionnels est supérieure en Yougoslavie à ce qu'elle est dans les autres Etats ouvriers d'Europe, sans parler de l'Union

1) Voir le dossier «Yougoslavie», paru dans le numéro 75 d'«Inprecor».

soviétique. Nous croyons que l'autogestion, bien qu'introduite bureaucratiquement par en haut et extrêmement hybride, est vue par le prolétariat yougoslave comme une conquête décisive. Nous sommes pour la défense de cette conquête, comme nous sommes pour la défense de l'Etat ouvrier yougoslave contre tous les dangers et toutes les formes de «déstabilisation» de la Fédération qui peuvent le menacer de la part de forces sociales conser-

vatrices de par le monde.

C'est pourquoi nous croyons de notre devoir d'insister sur le fait que la cohésion de cet Etat et de la société post-capitaliste existant en Yougoslavie, une fois disparu le facteur de cohésion que représentait sans aucun doute Tito, ne peut être assurée à la longue que par l'extension du système d'autogestion à l'économie dans son ensemble, et son transfert sur le plan politique : un congrès des conseils

ouvriers et des communes comme instance suprême de la planification et de la centralisation économiques; un pouvoir politique réel exercé par ce même congrès; la démocratie socialiste permettant à la classe ouvrière et aux masses laborieuses d'élire ces conseils et de prendre des décisions politiques clés en pouvant choisir entre plusieurs alternatives: voilà ce qui rendra la Yougoslavie socialiste invincible face à tous ses ennemis ouverts et cachés. □

Iran

«Bas les pattes devant l'Iran»

Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Le président Carter a envoyé des commandos US en Iran avec un mépris total à l'égard des vies des otages ou des droits du peuple iranien. Cette aventure a coûté la vie à huit américains et aurait pu mener à un désastre — un conflit militaire plus large. Conformément à sa tradition de secret et de mensonges, l'administration Carter affirmait le jour précédent le raid qu'aucune décision, même provisoire, de recourir à l'action militaire n'avait été prise. Maintenant Carter admet que les préparatifs pour «la mission de sauvetage» avaient débuté en novembre 1979.

La décision de Carter de tenter cette aventure, c'est-à-dire l'utilisation des forces armées US, doit être située dans le contexte de sa position de faiblesse politique face à la révolution iranienne.

Quand les masses renversèrent le chah de son trône par leurs mobilisations au début de l'année 1979, l'impérialisme US perdit l'un de ses plus fidèles alliés dans cette partie du monde.

L'Iran n'est plus un pays de cocagne pour le profit des sociétés américaines, en par-

ticulier les monopoles pétroliers.

Il n'est plus un gendarme pour Washington dans le Golfe Persique, ou un proche allié d'Israël sioniste contre les peuples arabes.

Et la SAVAK, cet instrument de répression haï, dont la police secrète et les tortionnaires étaient formés par la CIA, a été démantelée.

Depuis le début de la révolution iranienne, l'administration Carter a cherché à renverser le processus en cours. Elle s'est efforcée de découvrir un moyen pour trouver une solution gouvernementale qui puisse arrêter la dynamique révolutionnaire et stabiliser la situation sur des bases favorables à l'impérialisme.

Pour arriver à contrer la lutte anti-impérialiste du peuple iranien et l'hostilité répandue aux Etats-Unis mêmes à l'égard d'une nouvelle guerre semblable à celle du Vietnam, Washington a lancé une campagne raciste contre les «fanatiques musulmans». Le chah, de son côté, fut présenté comme un réformateur progressif.

Puis, en novembre 1979, Carter a invité le chah aux

Etats-Unis en dépit des mises en garde des fonctionnaires américains à Téhéran sur le fait que ce despote était si profondément haï en Iran, que ce geste pourrait provoquer une occupation de l'ambassade.

Depuis lors, les actions de Carter n'ont pas eu pour but de libérer les otages ou de négocier une solution juste. En harcelant et en déportant des Iraniens, il a essayé d'exacerber un sentiment hystérique chauvin aux USA.

Il a refusé de négocier avec le gouvernement iranien. Il a rompu les relations diplomatiques avec l'Iran et expulsé sur le champ les diplomates iraniens.

Il a renforcé le blocus économique de l'Iran et intensifié la pression sur ses alliés impérialistes pour qu'ils adoptent à leur tour des sanctions économiques.

Une série de menaces militaires, comprenant le maintien de 27 bateaux stationnés dans la mer d'Oman, concourt à maintenir la tension à un niveau élevé.

Le 17 avril 1980, il a interdit les voyages partant

des USA pour l'Iran. Il essaie de restreindre l'accès du peuple américain aux informations en provenance de ce pays.

Mais toutes ces mesures n'ont pas atteint l'objectif souhaité. Le peuple américain n'a pas mordu à l'ameçon que leur tendait l'administration Carter. Après le choc initial et la colère qu'elles ont ressentie à l'annonce de l'occupation de l'ambassade, les masses américaines ont commencé à y voir plus clair quant aux crimes du chah, au rôle réactionnaire de Washington en Iran, et la politique à double face de Carter vis-à-vis du peuple américain. En plus de toutes ces difficultés, Washington a eu peu d'appui de la part de ses alliés impérialistes en Europe de l'Ouest et au Japon quant à des sanctions économiques sévères à prendre vis-à-vis de l'Iran et encore moins sur le plan de l'action militaire.

Finalement, les actions contre l'Iran ont approfondi et non pas atténué les sentiments anti-impérialistes de millions d'opprimés à travers le Moyen-Orient, dressant le spectre d'explosions imminentes dans d'autres pays de la région.

Chaque nouvelle attaque de Washington a servi à renforcer les sentiments anti-impérialistes des masses iraniennes et a suscité des mobilisations massives de la part des travailleurs, des paysans et d'autres couches opprimées. Quand la nouvelle du raid militaire avorté de Washington commença à se répandre, des meetings spontanés de victoire se sont tenus en Iran, pour célébrer ce nouvel échec de l'impérialisme. Mais le raid fut un avertissement très concret sur le fait que les USA essaieront de recourir à la force contre la révolution iranienne. Cela souligne très clairement l'importance de la revendication : armement général des ouvriers et des paysans. Cela renforce d'autant plus la popularité en Iran même de l'exigence que le chah soit renvoyé en Iran pour y être jugé pour ses crimes.

Au moment même où se déroulent ces mobilisations de masses anti-impérialistes, le gouvernement bourgeois continue cependant à refuser de reconnaître les droits nationaux du peuple kurde. Il continue à se livrer à de sauvages attaques militaires contre le Kurdistan, qui font des centaines de morts. Le régime Khomeini a prévenu les autres minorités opprimées qu'elles recevraient le même traitement si elles se battaient pour leurs droits. Le président Bani Sadr a ordonné que la population kurde soit désarmée.

Tout ceci, malgré le fait que les dirigeants kurdes aient appuyé l'occupation de l'ambassade américaine et que les Kurdes aient participé aux mobilisations anti-impérialistes. Mais les Kurdes n'estiment pas que se battre contre l'impérialisme implique qu'ils doivent mettre en sourdine ou abandonner la juste lutte pour leurs droits. C'est la politique du gouvernement qui constitue un obstacle à une mobilisation unitaire des masses iraniennes contre l'impérialisme.

Sur un autre front, l'ordre donné par le gouvernement à toutes les organisations politiques de quitter les campus universitaires a eu pour effet d'affaiblir les forces militantes anti-impérialistes et a encoura-

gé les organisations d'extrême-droite à entreprendre des attaques physiques contre plusieurs organisations de gauche, y compris les *Moujahedines* et les *Fedayines*.

La IVe Internationale réaffirme son soutien plein et entier au droit à l'auto-détermination du peuple kurde et de toutes les nationalités opprimées ainsi qu'à la défense de tous les droits démocratiques des ouvriers, des paysans, des étudiants.

L'échec de la «mission de sauvetage» a encore plus affaibli l'impérialisme US quant à son projet de renverser le processus révolutionnaire en Iran. Ce recul rend plus difficile la tâche qu'il s'est fixée de gagner à ses objectifs le peuple américain ou ses alliés impérialistes. Mais il est bien loin de renoncer à ce but. Il continue à chercher des occasions pour infliger des coups à la révolution iranienne.

La IVe Internationale réaffirme sa solidarité avec la lutte du peuple iranien pour se libérer totalement du joug de l'impérialisme. Nous condamnons toutes les mesures prises par l'impérialisme contre la révolution.

RENVOI EN IRAN DU CHAH ASSASSIN POUR QU'IL SOIT JUGE POUR SES CRIMES !

**NON AUX SANCTIONS ECONOMIQUES !
RENDEZ LES RICHESSES VOLEES AUX MASSES
LABORIEUSES D'IRAN !**

**BAS LES PATTES DEVANT L'IRAN ! RETRAIT DES
FLOTTES IMPERIALISTES DE LA MER D'OMAN**



Une nouvelle étape de la révolution

Livio MAITAN

3 mai 1980

gouvernementale, ouvre une nouvelle étape.

Les quatre premiers mois de l'année 1980 ont marqué une évolution importante de la situation au Nicaragua. Le départ de Robelo, précédé par celui de Violeta Chamorro, avec le changement qui en découle dans le rapport de forces politique et au niveau de la direction

Le but de notre article est de saisir et d'analyser les facteurs qui sont à l'origine de la crise du 22 avril 1980 et provoqueront inévitablement, même à des échéances rapprochées, de nouvelles confrontations et de nouvelles crises.

PERSPECTIVES ET TENSIONS ECONOMIQUES

Nous ne reviendrons pas sur la portée générale du plan économique que nous avons déjà analysé par ailleurs (1). Il suffit de rappeler que ce plan — pour la cause, caractérisé comme «plan de réactivation» — fixe des objectifs, somme toute, limités en projetant des niveaux de production sensiblement inférieurs aux niveaux moyens de la période «normale» d'avant l'insurrection. Des progrès spectaculaires ne sont pas non plus prévus pour l'année 1981. Ce n'est qu'en 1982 que devrait s'ouvrir la période de relance de l'accumulation en élargissant et rationalisant l'appareil productif (voir *Programa de reactivacion economica*, p. 113).

Il est difficile de dire dans quelle mesure les objectifs ont été atteints au cours des trois ou quatre premiers mois. Il n'existe pas encore de données officielles d'ensemble. Dans le dernier numéro d'*Inprecor*, nous avons reproduit les déclarations du vice-ministre de la planification, Cerda, sur les sérieuses difficultés rencontrées dans la remise en marche des entreprises industrielles, ainsi que celles d'Henri Ruiz sur les retards

de la production agricole. Dans un séminaire, le 21 avril, le même Ruiz a rendu compte de résultats, dans l'ensemble positifs, en précisant en même temps que les objectifs pourraient ne pas être atteints en ce qui concerne la construction. A cette occasion, un responsable de la planification a affirmé que l'emploi avait augmenté de 25 000 unités en l'espace de quatre mois, ce qui permettrait — si un tel rythme se maintenait jusqu'à la fin de l'année — de réaliser, sinon de dépasser, les objectifs. Des difficultés pourraient apparaître dans les secteurs des services, des transports et de la construction. En tout cas, la seule donnée précise était la création de 7 000 emplois supplémentaires dans l'industrie, sous contrôle de l'Etat. Une petite enquête menée dans un nombre réduit d'entreprises nationalisées, révélerait de sérieux retards. Mais toutes ces estimations doivent être faites sous bénéfice d'inventaire.

L'augmentation des rentrées fiscales ainsi que des dépôts bancaires représente un élément positif qui élargit les

marges de manœuvre du pouvoir central. L'opération du treizième mois (2), par contre, s'est jusqu'à présent soldée par un échec. Selon des rapports couvrant la période qui précède le 20 avril (l'échéance prévue était le 31 décembre 1979), le fonds pour l'emploi sous contrôle de l'Etat n'a reçu que 66 millions de cordobas, au lieu des 180 initialement prévus. Les retenues sur les salaires ont bien été faites, mais les patrons n'ont pas versé les sommes perçues.

Le texte du programme de 1980 indique dans ses conclusions les «points critiques suivants»:

1.— le maintien de la consommation populaire au niveau programmé par la planification des ravitaillements, le contrôle des salaires et la vigilance contre la spéculation; autrement, la défense du «salaire populaire» s'avèrera impossible;

1) Voir notre article dans «Rouge», numéro du 18 au 24 janvier 1980 et l'article de Charles-André Udry dans le numéro 72/73 d'*Inprecor*.

2) Au mois de novembre on avait décidé de retenir le treizième mois pour les travailleurs touchant plus de 1500 cordobas.

2.— le contrôle sur les importations sans lequel il sera impossible de limiter l'endettement extérieur et la consommation non essentielle;

3.— l'augmentation des rentrées fiscales sans laquelle il n'y aura pas d'équilibre monétaire;

4.— la rationalisation des échanges économiques entre le secteur public et le secteur privé;

5.— la correction à temps des déséquilibres par un réseau d'informations dont l'efficacité est subordonnée à une réorganisation du système des statistiques, liée à son tour à la «participation populaire».

L'Etat dispose incontestablement d'instruments qui peuvent faciliter le dépassement, ou du moins l'atténuation, de ces points critiques (le contrôle sur les banques, sur les exportations fondamentales par le monopole du commerce extérieur, la possibilité d'influencer le cours des prix à la consommation (3)). Mais l'action de ces instruments est limitée, d'après les déclarations de responsables de la planification eux-mêmes, à cause de l'absence d'un système de statistiques tant soit peu efficace et de l'insuffisance des moyens de contrôle financier et économique. Le nouveau régime paie, sur ce terrain aussi, un prix très lourd aux conditions d'arriération héritées du passé.

Ajoutons qu'en ce qui concerne le deuxième «point critique» une difficulté supplémentaire peut survenir du fait que les importations de céréales de base ont tendance à augmenter par rapport aux prévisions (officieusement on a parlé de 45 millions de dollars; certains prévoient qu'elles couvriront environ 20% du total des prêts venant de l'étranger). D'autre part, il est possible que les difficultés pour réaliser effectivement les investissements spécifiquement prévus dans les accords, soient un frein à l'utilisation des lignes de cré-

aits obtenues sur le plan international. D'après des sources du ministère de la Planification, des retards à ce niveau ont été constatés au cours des derniers mois dans le secteur des infrastructures.

Du point de vue international, la situation apparaît sensiblement plus favorable que dans la première période, après le 19 juillet. Nous l'avons souligné dans l'article de *Rouge* déjà cité (4). Nous ne minimisons pas la portée non seulement politique, mais aussi économique, de la suspension du prêt de 75 millions de dollars par les Etats-Unis. Cette suspension aura pour conséquence une réduction d'environ 30 millions de dollars pour les investissements d'infrastructure, auxquels 40% du prêt étaient destinés (quant aux autres 60% qui auraient été destinés au secteur privé, le gouvernement, semble-t-il, se serait engagé à les assurer de toute façon par d'autres ressources). Toutefois, l'annulation de cette opération a largement été compensée par des succès incontestables dans d'autres opérations internationales.

Ces succès ont été remportés surtout au mois de mars grâce à l'envoi d'une importante délégation en Europe orientale, d'une autre délégation dans des pays d'Europe capitaliste, et

plus tard, à l'élargissement d'accords avec des pays latino-américains dont le Mexique, le Venezuela, et même le Brésil. Les accords réalisés devraient permettre de faire face à des nécessités urgentes en matière d'investissement et de consommation; de financer des campagnes spécifiques comme celle d'alphabétisation; d'assurer des débouchés à des produits nationaux dans des échanges plus diversifiés; de financer des projets industriels à long terme (5). Globalement, d'après une déclaration du ministre du FIR, Alfredo Cesar, il s'agirait (en incluant des prêts négociés avant le 19 juillet et maintenant «réorientés») d'opérations à long termes, pour 400 millions de dollars environ, à un taux favorable.

Pour conclure, si on reprend en partie les indications sur les points critiques du programme de 1980, il est possible de saisir sur le plan économique les tensions suivantes:

— entre les objectifs fixés et les choix que feront effectivement les sujets économiques capitalistes qui prédominent aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture (notamment la décision des producteurs de coton sur le problème de l'ensemencement pèsera très lourd);

3) Par le truchement de l'ENABAS, dont le rayon d'action reste, toutefois, limité. D'après des informations officielles, la participation à cet organisme à la distribution serait de 8% pour le sucre, 14% pour l'huile, 17% pour les œufs, 15% pour le sel, 15% pour les haricots (plus 22% pour l'importation) (voir «La Prensa», 13 avril).

4) Voir aussi l'article déjà cité de Charles-André Udry.

5) Voici les prêts ou donations les plus importants (dans l'ordre chronologique): 10 millions de dollars par le Mexique pour un programme sanitaire, les transports urbains, les fertilisants, etc.; 75 000 par l'intermédiaire du FAO pour l'industrie du lait; 30 millions de dollars venant de l'Italie pour des études de pré-investissements pour la trans-

formation du coton, pour des denrées alimentaires et des médicaments; 11 millions venant de Hollande pour l'équilibre de la balance des paiements, pour une aide alimentaire et médicale et pour la campagne d'alphabétisation; 10 millions de l'AID; 14 millions de la RFA pour équilibrer la balance des paiements et des projets divers; 8 millions venant de la Suède pour la construction d'un hôpital et des projets forestiers; une somme non précisée par l'Autriche pour un projet de fabrique d'alcool et un autre pour la transformation du bois en cellulose; 11 millions venant de la CEE. Quant au Venezuela, il cédera le pétrole à 23,50 dollars le baril au lieu de 26, et la somme à verser restera à disposition du Nicaragua à titre de prêt. Des indications précises n'ont pas été données en ce qui concerne l'Europe de l'Est, sauf pour la Tchécoslovaquie qui a ouvert un crédit pour 20 millions de dollars.

LISTE DES ORGANISATIONS MEMBRES DU CONSEIL D'ETAT		(1)	Centrale des travailleurs du Nicaragua (CTN)
(6) *	Front sandiniste de libération nationale (FSLN)	(1)	Confédération d'unification syndicale
(1)	Parti libéral indépendant (PLI)	(1)	Centrale d'action d'unification syndicale
(1)	Parti socialiste du Nicaragua (PSN)	(1)	Fédération des travailleurs de la santé
(1)	Parti populaire social chrétien	(1)	Commission nationale intersyndicale (CNI)
(1)	Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN)	(1)	Front ouvrier (FO)
(1)	Parti conservateur démocrate	(1)	Mouvement ouvrier révolutionnaire (MORE)
(1)	Parti social chrétien	(1)	Syndicat de la construction (SCAAS)
(1)	Parti communiste du Nicaragua (PCN)		
(9)	Comités de défense sandinistes (CDS)		Six représentants dits «d'organisations professionnelles et sociales» : forces armées (1); clergé (1); conseil national de l'éducation supérieur (1); association nationale des éducateurs (1); association des journalistes (1); MISURASATA (1);
(1)	Jeunesse sandiniste		
(1)	Association des femmes nicaraguayennes «Luisa Amanda Espinosa»		
(3)	Centrale sandiniste des travailleurs (CST)		Six représentants de l'entreprise privée.
(2)	Confédération générale du travail (CGT)		* Entre parenthèses, le nombre de membres siégeant au conseil d'Etat

— entre les objectifs et la tolérance «sociale» de l'effort demandé à la classe ouvrière, aux paysans et aux couches moyennes;

— entre les projets et la capacité d'exploiter effectivement le potentiel productif inutilisé ou sous-utilisé, de même qu'entre ressources financières disponibles et utilisation pratique de ces ressources (dont les prêts extérieurs);

— entre les calculs prévisionnels et le cours des prix sur le marché mondial au cours des prochains mois.

Le dépassement ou le relâchement de ces tensions ne dépendent, en dernière analyse, pas tant de la dynamique économique en elle-même que de l'incidence de facteurs politiques.

des délégations de paysans des communautés de Posaltaga exigèrent de l'INRA l'assignation de terres qu'elles occupaient depuis un certain temps. D'autres occupations — malgré une intervention de l'armée — se produisirent un peu plus tard dans la zone de San Ramon. Il est difficile d'estimer l'ampleur réelle de tels mouvements. De toute façon, même s'ils ne se généralisaient pas, ils donnaient une indication claire de l'état d'esprit des paysans.

Quant au prolétariat agricole — qui surtout dans les *ingenios* du sucre était strictement lié à la classe ouvrière —, il était à son tour poussé à se mobiliser par l'insuffisance et l'inégalité des salaires (des différences sensibles existant parfois dans un même secteur) et des conditions de vie infrahumaines.

Les problèmes de salaire et certaines inégalités criantes étaient à l'origine aussi de luttes de secteurs importants de la classe ouvrière industrielle. Les salaires restaient très bas et étaient, en plus, érodés par l'inflation en l'absence de tout mécanisme automatique de réajustement.

LES OUVRIERS ET LES PAYSANS SE MOBILISENT

Au cours du premier trimestre de cette année, la classe ouvrière et la paysannerie se sont mobilisées dans des actions et des luttes importantes, dont le résultat fut la remise en question des équilibres établis auparavant. Elles voulaient exploiter les nouveaux rapports de forces créés par la victoire du 19 juillet et l'instauration du régime sandiniste pour commencer à changer les conditions misérables auxquelles les avaient condamnées la dictature somoziste et l'emprise de l'impérialisme.

Il ne faut pas oublier, tout d'abord, que la réforme agraire — qualitativement et quantitativement limitée — ne pouvait pas satisfaire la faim de terre de la majorité des paysans, ni améliorer tant soit peu à court terme les conditions d'existence, y compris des paysans et des ou-

vriers agricoles impliqués dans la réforme. D'où la tendance de secteurs de la paysannerie à se mobiliser pour arracher la terre aux anciens propriétaires sans se soucier outre mesure de la distinction entre somozistes et anti-somozistes.

De nouvelles occupations de terres avaient effectivement eu lieu au mois de février et mars, et, en même temps, des paysans refusaient de restituer des terres occupées auparavant, même après qu'il eut été statué, par la voie légale, que ces terres n'auraient pas dû être expropriées. Par exemples, le 24 février, la *finca San Luis* (168 manzanas) (6) fut occupée. Le 18 février, les paysans occupèrent de nouveau la hacienda *El Canon*, confisquée par l'INRA le 23 octobre, mais rendue à sa propriétaire par la suite. Début mars,

6) Il est intéressant de remarquer que, alors que des militants de l'ATC participaient à l'occupation, le CDS local se rangeait du côté du propriétaire.

Selon l'estimation d'un texte publié par la CAUS, présenté au ministère du Travail, et non réfuté, le coût de la vie aurait augmenté, depuis 1972, de 300 pour cent, alors que les salaires n'auraient augmenté que de 50 pour cent. Le salaire minimum dans la région de Managua aurait été de 29,50 cordobas (en février 1980) et 75 pour cent des ouvriers auraient reçu un salaire minimum, qui, par ailleurs, n'était pas toujours respecté.

D'après une collaboratrice du ministère du Plan, le salaire minimum oscillerait entre 20 cordobas pour un ouvrier qualifié et 31 cordobas pour un mineur. A l'échelle nationale, 30 pour cent des travailleurs percevraient le minimum, et même moins. Une enquête menée à Managua indiquerait que 29 pour cent des ouvriers de la ville n'atteindraient pas le minimum. Ajoutons à cela que le taux d'inflation, tout en ayant été sérieusement réduit, sera encore cette année, selon les prévisions, de l'ordre de 20 à 22 pour cent (7).

Autre raison de mécontentement et de conflits : beaucoup de patrons ne renonçaient pas à employer des méthodes autoritaires dans leurs entreprises, ni à licencier des ouvriers sous différents prétextes.

En troisième lieu, les ouvriers se mobilisèrent par des occupations d'usines lorsqu'ils estimaient que les patrons étaient en train de liquider leurs entreprises (de pratiquer ce qu'on appelle la «*descapitalización*») ou ne développaient pas la production selon les potentialités existantes. Assez souvent, les occupations continuaient même après que les organismes compétents aient statué qu'il n'y avait pas de «*descapitalización*».

Finalement, une série de conflits concernaient l'attribution de la «*personeria jurídica*» à telle ou telle organisation syndicale, ou le droit d'une organisation de participer à des négociations au nom des travailleurs intéressés ou en tant que conseiller.

Pour donner les exemples les plus significatifs, un premier conflit important éclata entre les travailleurs de la construction et des travailleurs publics et la *Junta Municipal* de Managua. Ces travailleurs étaient organisés dans leur grande majorité par le SCAAS, sous l'hégémonie de la CGT (i), alors que la CST avait organisé un syndicat concurrent, reconnu rapidement par le ministère du Travail (le secrétaire du SCAAS, membre du PSN, qui avait refusé ce verdict, avait été arrêté pendant quelques jours au mois d'octobre dernier).

Le 9 janvier, quelques milliers de travailleurs se rendaient au ministère du Travail pour exiger la reconnaissance du SCAAS. Tomas Borge et Dora Teller rejoignaient les manifestants en proposant des négociations et en promettant une assemblée pour la fin du mois. Le 14, les travailleurs du secteur, notamment ceux du Parque Velasquez, — 4000 environ — se mobilisaient de nouveau en revendiquant l'égalité de leur salaire avec ceux des autres travailleurs du secteur. Cette égalité avait été refusée grâce à l'argument que des salaires plus bas auraient permis d'embaucher dans les chantiers un certain nombre de chômeurs. Le 17, nouvelle manifestation de 1500 ouvriers environ, au cours de laquelle prennent la parole le dirigeant du SCAAS, Solorzano, et un dirigeant de FO, Isidro Tellez, et où le slogan le plus fréquemment repris est : «*Ouvriers et paysans au pouvoir ! A bas la bourgeoisie !*». Après quelques jours de grève, la *Junta Municipal* s'engageait à augmenter les salaires sur la base du contrat et à ouvrir une cantine et un magasin de vente de produits de base. Au même moment, le syndicat CST du secteur renonçait à sa qualification juridique, en ouvrant ainsi la porte à la reconnaissance du SCAAS réunifié, sous la direction de Solorzano.

A peu près à la même période, éclata une grève sur des «réajustements de salaire», touchant 400 ouvriers agricoles de l'*Ingenio Amalia*, qui recevaient

8 cordobas à la tonne, alors que d'autres en recevaient 10 (8). L'influence prépondérante appartenait à la CTN. Wheelock intervenait en reconnaissant le bien-fondé des revendications, mais en condamnant la grève. Un accord était réalisé. Dans un autre *Ingenio* — *Monterrosa* — où en décembre, il y avait eu une journée de grève pour l'égalité des salaires, un conflit surgissait au sujet de la participation ou non de FO à des négociations : 100 travailleurs voulaient se rendre à Managua, mais ils furent interpellés. Il y eut finalement un accord : une assemblée serait convoquée pour trancher. Certains travailleurs auraient voulu continuer la grève jusqu'à la libération des militants de FO qui avaient été arrêtés.

Des luttes sur des problèmes de salaire, avec des assemblées assez mouvementées, eurent lieu aussi à l'*Ingenio San Antonio*, privé, le plus important du pays, où, d'après Daniel Ortega, avant la révolution, on payait les salaires les plus élevés d'Amérique centrale (la situation avait changé après le 19 juillet) et où jouissaient d'une influence certaine aussi bien FO que la CUS. Malgré l'intervention d'Ortega, une grève de trois jours était déclenchée, notamment pour l'application du contrat et l'amélioration du système de pesage. Des incidents se produisirent pendant la grève. Ils furent attribués à des gens de FO qui dénonçaient l'arrestation de certains de leurs camarades et contestaient, à cause de ces arrestations, la validité d'une assemblée au

7) Quelques exemples de prix de denrées de base (prix officiels souvent non respectés) : haricots 2,85 cordobas la livre, maïs 1, riz 2,45, fromage 9 ou 10, sel 0,60, sucre 1,45, beurre 5,50 environ, huile 184,65 les cinq gallons, lait 2,85 le litre, œufs 9 la douzaine (au change officiel, il faut 10 cordobas pour un dollar, au marché parallèle — toléré — 15-17). Il faut préciser que les locataires ont été avantagés par une réduction des loyers allant jusqu'à 50 pour cent.

8) D'après les déclarations faites au cours d'une assemblée, chaque travailleur coupait en moyenne deux tonnes de cannes par jour.

cours de laquelle fut élu un nouveau comité directeur (9).

Enfin, une grève éclata début mars à l'*Ingenio Zeledon* où la CNT avait quelque influence. Les travailleurs exigeaient des augmentations allant jusqu'à 100 pour cent (50 pour cent pour les coupeurs de canne), des améliorations des conditions de travail et le remplacement de l'administrateur. La CTN, exclue des négociations, mobilisait des travailleurs de l'*Ingenio Amalia*, qui contestaient le secrétaire de la CST. Un accord était esquissé, sur la base d'un réajustement des salaires, d'augmentations dans une étape ultérieure, de la formation d'un conseil d'administration avec un représentant de l'INRA et des représentants des différentes sections de l'*Ingenio*.

Début février, c'était le tour des travailleurs de la santé dont les revendications principales étaient : nivellement des salaires, changement radical dans l'attitude des directions, améliorations des allocations sociales. Quelques jours plus tard, s'ouvrait le conflit dans une série d'entreprises de Managua. Le 7 février, 4500 à 5000 ouvriers défilaient devant le ministère du Travail pour soutenir les revendications avancées par la CAUS, au nom d'une quinzaine d'entreprises, et allant jusqu'à réclamer des augmentations de 100 pour cent. Vers la fin du mois, la grève éclate chez *Fabritex*, une usine textile à capital mixte, où travaillent un peu moins d'un millier d'ouvriers, et où, au mois d'août déjà, il y avait eu une mobilisation pour le renvoi immédiat d'un administrateur collabo, et à la suite de laquelle avait été envoyé un «*interventor*» gouvernemental. Les grévistes réclamaient des augmentations de salaires et une revalorisation des postes avec un réajustement. Une intervention de Carlos Nunez et d'une délégation de la CNI, dont des membres du PCN, semblait ouvrir le chemin à un accord : la grève était momentanément suspendue. Mais le ministre du Travail, le libéral Godoy, refusait

tout accord et la grève était relancée. Une vingtaine d'autres usines organisaient des grèves de solidarité. Le travail ne reprenait que le 3 mars, après des accords partiels. *Fabritex* obtint des augmentations de 10 pour cent (sans augmentation des salaires les plus élevés, qui, dans certains cas, furent même réduits), un engagement d'amélioration des conditions de travail et la concession de prêts aux travailleurs.

Un cas particulièrement intéressant est celui de *Caracol*, industrie alimentaire de 130 ouvriers, propriété de la famille Campos, partie dans sa majorité pour l'étranger après le 19 juillet. Les patrons voulaient apparemment provoquer une banqueroute, alors qu'ils avaient reçu un prêt de la part du gouvernement. Le 14 janvier, les ouvriers entamaient une grève illimitée en exigeant la destitution de «*soi-disant camarades négatifs pour le processus*», le respect du contrat, la réembauche de 28 ouvriers licenciés et la révision des commissions aux agents commerciaux et aux chauffeurs. Plus tard, ils faisaient leur autocritique pour avoir eu recours à la grève. Le 19 février, — à une majorité de 121 contre 10 — ils décidaient d'occuper l'usine pour provoquer sa réquisition, ce qui eut lieu effectivement quelques jours après. La production avait continué sans interruption et même augmenté : des ouvriers avaient été réembauchés.

L'ampleur des conflits ouvriers est confirmée par le fait qu'ils ont touché aussi la région la plus lointaine du pays, la côte atlantique. Le 23 février, les 283 ouvriers de *Bluefields Manufacturing* occupèrent leur usine, tout en continuant la production, pour obtenir le paiement du septième jour d'après la loi, le transport du personnel de la ville à l'usine et l'organisation d'une crèche pour les enfants des ouvrières. Les travailleurs des mines d'or, dont les conditions de travail sont littéralement épouvantables, se mobilisaient à leur tour. Immédiatement après la nationalisation, ils revendiquaient

des augmentations de salaires et des ravitaillements réguliers. Par la suite, la mine *Bonanza* entamait une grève et des mouvements analogues s'esquissaient dans les deux autres mines, *Rosita* et *Suna*. L'administration acceptait de procéder à des réajustements de salaires, avec la collaboration des travailleurs dans la détermination des barèmes.

En conclusion, on peut dresser le tableau suivant :

— les luttes ouvrières qui se développent sont assez généralisées; certaines luttes jouent un rôle clé du fait de l'importance de l'entreprise et de la coordination établie entre les différentes entreprises; souvent, les luttes sont dirigées par des syndicats d'entreprise en dehors de toute initiative politique, parfois, il y a des mouvements spontanés ou partiellement spontanés qui vont au-delà des intentions ou des projets des centrales syndicales (non seulement de la CST).

L'attitude du FSLN et des organisations sous son hégémonie dont la CST, n'est pas toujours la même, ni excessivement rigide. En principe, ils saluent les luttes et les occupations qui ne comportent pas de suspension du travail et visent à obtenir des «*intervenciones*» ou des expropriations. Par ailleurs, ils reconnaissent souvent que les revendications des travailleurs sont justifiées. Toutefois, face aux grèves, surtout les plus importantes, leur opposition est systématique et, en général, assez dure. Cela ne les empêche pas de rechercher le dialogue et la négociation et d'accepter, le plus souvent, une partie des revendications des travailleurs en lutte, y compris sur le plan des salaires. En d'autres termes, la direction sandiniste veut éviter des affrontements et des ruptures avec des secteurs des masses, même au prix de concessions organisationnelles importantes (comme dans le cas du syndicat des

9) Au moment des tensions les plus graves, Borge avait menacé d'envoyer 300 soldats («*Barricada*», 1er février).

travailleurs des travaux publics de Managua) (10).

Il ne faut pas cependant passer sous silence le fait qu'à plusieurs reprises des attaques assez violentes et la répression ont été déclenchées contre des organisations syndicales et politiques considérées, à tort ou à raison, comme responsables de certaines grèves et manifestations. Fin janvier, le feu fut concentré contre *Frente Obrero*, en liaison avec l'interdiction de *El Pueblo* (10). Des manifestations furent organisées deux fois à Managua, à Leon, à Jinotepe : des militants de FO furent arrêtés. Un mois plus tard, à la suite des grèves de *Fabritex* et d'autres usines de la capitale, ce fut le tour de la CAUS et du PCN, dont d'assez nombreux dirigeants et cadres furent emprisonnés (au tour de 60). Managua, Leon, Chinandega, etc., furent le théâtre de manifestations en-

core plus violentes que celles contre FO, aboutissant à des occupations de locaux, à l'expulsion des militants présents, à la destruction par le feu des meubles, journaux, livres, etc. La CAUS est éliminée de la CNI et le PCN du *Bloque Popular Patriótico* et tous deux sont attaqués dans la presse en tant qu'agents de la CIA, sans la moindre preuve factuelle. Le 22 mars, 300 personnes environ ont manifesté à Managua pour la libération des emprisonnés et des protestations des membres des familles de ceux-ci ont eu lieu par la suite. Le fait même que la CAUS ait été finalement admise au Conseil d'Etat indique en même temps que les accusations portées contre elle n'étaient pas sérieuses et que l'attitude de la direction sandiniste à l'égard des organisations s'efforçant de se placer sur sa gauche est soumise à de multiples oscillations (12).

sans doute sous l'effet aussi des libations, ne cachait pas son mécontentement).

Leitmotiv de toutes ces prises de position : nous acceptons le cadre socio-économique fixé par le plan, mais nous exigeons que les «règles du jeu» soient fixées sans ambiguïté et respectées sans être remise en question pendant le jeu lui-même. Cela devait impliquer le respect de la propriété privée dans les limites établies par le plan, la fin des «intervenciones» et des expropriations et des occupations de terres, l'adoption d'une *ley de amparo*, à savoir une espèce de *habeas corpus*. Les décrets du début mars contre la «descapitalizacion» et sur l'expropriation de terres auparavant confisquées à titre provisoire, étaient considérés comme une violation des «règles du jeu». Au mois d'avril, une vague de polémique sur le même thème était lancée à la suite de

LES CAHIERS DE DOLEANCE ET LA BOURGEOISIE ET DES CLASSES MOYENNES

Il serait erroné de croire que les anciennes classes dominantes ont adopté, dans la période qui nous occupe, une attitude homogène et nettement définie. Il est clair que les couches qui ont été jusqu'ici les plus touchées — notamment, à part les anciens somozistes expropriés qui se sont enfuis à l'étranger, les propriétaires fonciers et les propriétaires d'immeubles, dont les rentes ont été drastiquement réduites — n'acceptent pas le cadre du nouveau régime. Une partie de la bourgeoisie industrielle et de la bourgeoisie terrienne n'est pas non plus disposée à s'engager dans la reconstruction du pays, a pris le chemin de l'obstruction, sinon du sabotage caractérisé et elle pratique la «descapitalizacion» en cherchant par tous les moyens à faire sortir ses capitaux. Par ailleurs, il y a un exode presque constant qui est révélé, entre autres, par des annonces économiques de *La Prensa*.

Il est difficile de dire dans quelle mesure de telles attitudes impliquent un choix définitif

et dans quelle mesure elles représentent un moyen de pression. Il est clair en tout cas que, surtout à partir du mois de mars, même les couches bourgeoises les plus disposées à la collaboration ont commencé à avancer leurs exigences d'une façon de plus en plus nette en multipliant les prises de position publiques. Il y a eu, en fait, un véritable mouvement dont ont été protagonistes les différentes organisations patronales (association des producteurs de coton, association des producteurs de café, fédération des éleveurs de bétail, chambre d'industrie) qui, en l'espace de quelques jours, se sont manifestés dans des colloques et des assemblées, et par des déclarations payantes publiées dans la presse. Le COSEP a organisé, pour sa part, une réception du président du Venezuela, Herrera Campins, au cours de laquelle celui-ci a précisé sa conception des garanties du maintien du «pluralisme» (sans toutefois réussir à rassurer entièrement les assistants dont une partie,

10) En ce qui concerne les occupations de terres, l'attitude de l'ATC a été assez différenciée selon les cas. En général, elle est favorable lorsqu'il s'agit de terres non cultivées. «Barricada» du 21 avril a publié une entrevue avec le secrétaire d'organisation de l'ATC où on lit, entre autres : «L'ATC ne stimule pas de manière démagogique l'occupation de terres... Si les occupations de terres se font sous une forme indiscriminée, il y aura un moment où nous ne pourrions pas les contrôler et cela est justement ce que s'efforcent de faire des organismes comme la CNT, la CUS et le MORE, qui s'orientent vers des occupations de terres dans des lieux où on est en train de produire, de façon à sérier les cas».

11) Le courant représenté aussi bien par «El Pueblo» que par FO mériterait une analyse plus précise que celles qui ont été esquissées jusqu'ici. Nous nous efforcerons de la faire à une autre occasion.

12) Le compte rendu des manifestations contre FO et la CAUS a été donné en principe par la presse sandiniste, qui ne conteste aucunement les faits. Précisons que la manifestation du 5 mars à Managua avait été convoquée comme démonstration contre la CIA et aurait dû marcher vers l'ambassade américaine. En route, l'objectif changeait et le cortège se dirigeait vers le local de la CAUS. L'organe de la CST, «El Trabajador», consacrait son numéro 4 au thème «CAUS, agent de la CIA».

l'expropriation d'une partie des actions de la *Cerveceria Victoria* de Managua, détenues par José Ignacio Gonzales, et de la confiscation de la ferme *Toro Blanco* dans la région de Leon (13).

En ce qui concerne les couches petites-bourgeoises, la situation apparaît sensiblement plus différenciée et incertaine. Dans les campagnes, les petits propriétaires ou producteurs des secteurs fondamentaux restent, en général, sous l'hégémonie des grands cultivateurs. Ils ne cachent pas leur mécontentement provoqué notamment par une discrimination dont ils s'estiment victimes, à savoir la concession d'un taux de crédit privilégié aux coopératives sandinistes par rapport à leurs coopératives (qui en réalité ne sont que des consortiums pour les crédits, les achats et les ventes). La différence est minime (7 pour cent contre 8 pour cent), et d'autant plus si l'on tient compte du taux d'inflation, mais on lui attribue une signification symbolique. L'attitude des paysans pauvres — parmi lesquels l'ATC jouit d'une influence incontestable — et notamment des fermiers qui bénéficient de la réduction des fermages (14), est tout à fait différente; favorable fondamentalement à la révolution. L'évolution de ces couches et les différenciations ultérieures parmi elles dépendent de toute façon de la capacité du nouveau régime d'aider concrètement les paysans à surmonter leurs conditions d'arriération et de détresse. Le problème de leur accession à la terre reste sur le tapis et il ne pourra être résolu que par une réforme agraire beaucoup plus large et plus profonde que celle réalisée jusqu'à présent, dans le cadre d'une réorganisation de l'agriculture, à son tour liée au développement économique global. Aussi longtemps que ce problème subsistera, de larges couches de paysans, de la petite-bourgeoisie rurale seront susceptibles d'oscillations, même brusques, mais pas nécessairement dans le sens du processus révolutionnaire (15).

Dans l'économie urbaine, la couche la plus importante de la petite-bourgeoisie est représentée par les petits et moyens commerçants qui seraient environ 150000. Ceux-ci sont conditionnés par les manœuvres sur les prix, effectuées par la grande bourgeoisie et les grossistes, mais ils risquent d'apparaître aux yeux des masses comme les responsables de la vie chère. Par ailleurs, ils se considèrent menacés par l'ENABAS, qui, pourtant, en principe devrait les favoriser, par son action de blocage des prix de gros. En effet, l'extension des points de vente de l'ENABAS et des magasins d'entreprise peut ne pas impliquer une restriction de la sphère d'activité du commerce, petit et moyen. Le mécontentement de ces couches s'est déjà exprimé à plusieurs reprises, notamment lors d'une manifestation critique envers l'ENABAS, et qui a réuni le 9 mars des milliers de personnes à Managua.

Toujours au mois de mars, la bourgeoisie «anti-somoziste» a commencé à battre le rappel sur le terrain politique. Elle estimait qu'il lui était nécessaire de disposer d'une force politique organisée, capable d'intervenir et de peser, surtout au moment des décisions importantes. Cela devait se traduire par un effort de

réanimation des partis bourgeois qui, jusqu'alors, avaient vivoté dans l'ombre; par la revendication de la mise en fonction d'un Conseil d'Etat, avec une composition permettant aux forces non sandinistes de se faire valoir; dans le renforcement d'instruments d'agitation et de propagande politique et idéologique (*La Prensa*, radios privées, etc.).

Des manifestations significatives se sont succédées. La plus importante fut celle du 16 mars, organisée par le MDN d'Alfonso Robelo, pour annoncer sa transformation en parti et lancer son programme qui incluait l'objectif stratégique de la «conquête du pouvoir par voie populaire». Encore plus éloquente est la leçon de la manifestation du 29 mars, lors de la visite de Herrera Campins. Pour la première fois après le 19 juillet, les partis bourgeois se présentaient sur la place de la Révolution avec leurs propres drapeaux et leurs propres mots d'ordre. Le MDN, qui comptait le contingent de loin le plus nombreux, occupait le devant de la place, une heure à l'avance. La CNT — liée à des courants politiques sociaux-chrétiens — mobilisait pour sa part des forces non inférieures à celles mobilisées pour l'occasion par la CST.

La version de la CAUS, présentée dans des déclarations à «*La Prensa*» et dans une déclaration du CC du PCN, est que chez «*Fabritex*» un accord impliquant des augmentations jusqu'à 40 pour cent avait été conclu et que la rupture fut provoquée par l'attitude du ministère du Travail. Même après, CAUS et PCN auraient cherché à convaincre les ouvriers de «*Fabritex*» de suspendre la grève, mais ils auraient refusé de mettre fin aux grèves de solidarité. Début avril, 6 membres du PCN ont été condamnés à Leon à un an de travaux publics pour infraction à la loi sur l'ordre public et détention illégale d'armes.

13) Il est possible que la polémique se soit concentrée sur «*Toro Blanco*», car une partie des paysans, craignant des conséquences négatives pour eux d'une gestion INRA, ont pris parti pour le propriétaire.

14) Le maximum est fixé maintenant à 100 cordobas par man-

zana pour les terres ensemencées de céréales, à 300 pour celles en coton.

Pour d'autres détails sur la campagne économique et politique de la bourgeoisie, voir nos articles dans «*Rouge*», des 11/17 avril et 18/24 avril.

15) D'après Wheelock, les petits producteurs agricoles sont environ 100000, à savoir un peu moins du tiers de la population active dans l'agriculture (Sont considérés comme petits producteurs les paysans ayant un revenu annuel jusqu'à 18000 cordobas). Du point de vue de la production, ils ne représentent qu'une fraction réduite dans la culture du coton ou du café, alors qu'ils sont en majorité dans les céréales de base («*La Prensa*» du 6 mars). Le président du BND, probablement sur la base d'autres critères de classifications, avait parlé un mois plus tôt de 55000 petits producteurs environ.

Le FLSN réussissait à «reconquérir» les premiers rangs avec quelques bousculades. Toute la manifestation était marquée par des slogans opposés, le plus souvent peu en rapport avec ce que disaient les orateurs (16).

Au fur et à mesure que l'échéance de la convocation du Conseil d'Etat approchait et que s'esquissait la décision concernant sa composition, par-

tis bourgeois, organisations patronales, presse et radios privées orchestraient une campagne de plus en plus résolue pour le «respect des accords de *Puntarenas*», plus précisément pour le maintien du nombre de 33 membres et d'une composition pas trop différente de celle prévue au départ (on acceptait, par exemple, l'exclusion de FO et l'inclusion d'un représentant de la CST).

souligner que certains événements ont eu des conséquences sur cette situation en contribuant à la radicaliser et à pousser à des confrontations.

Nous ne savons pas si le voyage d'une importante délégation en Union Soviétique ainsi que dans d'autres pays d'Europe de l'Est avaient été envisagés avant que les USA ne suspendent leur prêt de 75 millions de dollars: il est probable que ce soit le cas. En tout cas, il est certain que cette décision, plus par sa signification politique que par sa portée intrinsèque, donnait au voyage de Borge et de ses camarades une importance beaucoup plus grande. Par ailleurs on constate que l'URSS a résolument mis fin à son attitude de détachement face aux événements au Nicaragua par un engagement dont il est impossible d'apprécier dès maintenant toutes les implications, mais qui indique une volonté de présence active dans ce pays-clé d'Amérique Centrale. Il va de soi que de tels développements ne pouvaient pas ne pas peser sur l'attitude de la bourgeoisie nicaraguayenne, déjà engagée dans une campagne anti-cubaine, plus ou moins ouverte (l'affaire de l'ambassade péruvienne à La Havane a été, au mois d'avril, l'un des axes centraux de la propagande aussi bien dans *La Prensa* que sur les radios privées).

L'aggravation de la crise au Salvador jouait un rôle non moins important. Pendant des mois la direction sandiniste et le gouvernement avaient adopté une position modérée, voire d'ouverture partielle, à l'égard de la *Junta* du 15 octobre. Mais au fur et à mesure que la véritable portée de la politique de celle-ci devenait absolument claire, la sympathie aux orga-

L'ATTITUDE DU FSLN

Nous avons déjà analysé l'attitude de la direction sandiniste face aux luttes ouvrières et aux conflits syndicaux. Sur le terrain économique, au début de mars, étaient adoptés les décrets sur la «*descapitalización*» qui prévoient non seulement des sanctions fiscales et pénales, mais aussi la confiscation par l'Etat. La menace d'expropriation était esquissée, y compris à l'égard des producteurs agricoles qui n'ensemenceraient pas le coton. En même temps, il y avait un autre décret qui ratifiait la confiscation définitive de biens mobiliers et immobiliers déjà saisis ou sous contrôle de l'INRA.

Sur le terrain politique, le FLSN qui avait accru son emprise grâce aux changements dans le gouvernement réalisés fin décembre, réaffirmait sa volonté de se maintenir sur le terrain de l'unité nationale. Vers la mi-février, surgissait le *Bloque Popular Patriótico*, caractérisé par Carlos Nunez comme un front «démocratique et anti-impérialiste», et qui incluait, outre le FSLN, qui y jouait un rôle hégémonique, le MDN, le PLI, le PPSC, le PSN (tendance Luis Sanchez) et le PCN (Altamirano). Le *Bloque* avait connu une première crise lors de la rupture avec le PCN, pratiquement mis hors-la-loi. Quelques semaines après, la nouvelle attitude du MDN et

de Robelo avait pour effet de l'affaiblir davantage.

La manifestation et le discours du 16 mars furent un test important. Le FSLN lança dans sa presse et surtout à la radio et à la télévision, une campagne très dure contre Robelo. L'essentiel de la campagne consistait en une réaffirmation de l'hégémonie du FSLN dans le processus révolutionnaire. Sur ce terrain, il n'était disposé à aucune concession. Cela étant clarifié, il adopta ensuite une attitude relativement modérée faisant, entre autres, appel au sens des responsabilités de Robelo. Pour sa part, celui-ci n'était pas encore prêt à franchir le Rubicon, ne cachait pas ses hésitations et exprimait même des préoccupations sur la nature réactionnaire des forces susceptibles de se rallier à son parti (déclaration à des journalistes étrangers). La rupture était donc, pour l'instant, évitée. La démission de Violeta Chamorro ne semblait pas la précipiter non plus. Violeta expliquait sa décision pour des raisons de santé — qui n'étaient d'ailleurs pas imaginaires — et confirmait son attachement à la politique d'unité nationale. Les dirigeants du FSLN se rendirent à grands bruits chez elle avaliser la version qu'elle avait donnée.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL

Le but de cet article n'est pas d'analyser le contexte international dans lequel la si-

tuation s'est développée au Nicaragua au cours des derniers mois. Toutefois, il faut

16) Les contingents du MDN quittaient la place après le discours de Herrare sans attendre les autres discours. Le PSC publiait plus tard un communiqué de protestation contre les violences qu'auraient exercées des membres du FSLN. Nous pouvons témoigner qu'il y eu quelques coups de poings, mais les incidents ont été d'une portée très modeste.

nisations révolutionnaires et ouvrières du Salvador était exprimée de plus en plus nettement. L'assassinat de Oscar Romero provoquait définitivement un tournant: la *Junta* était attaquée vigoureusement et la lutte des organisations de la *Coordinadora* soutenue sans ambiguïté aucune. Encore plus : face aux manœuvres et aux menaces impérialistes en Amérique centrale et aux Caraïbes, Tomas Borge déclarait à plusieurs reprises qu'une intervention éventuelle des Etats-Unis au Salvador serait considérée comme une intervention contre le Nicaragua.

Le tournant dans l'attitude sur le Salvador provoquait, par ailleurs, une crise pendant la vi-

site de Herrera Campins qui ne cessait de soutenir la *Junta* (dans le texte signé le 31 mars par le Venezuela et le Nicaragua il n'y avait pas un seul mot sur le Salvador!). Si l'on tient compte du fait que la bourgeoisie nicaraguayenne considère le régime vénézuélien comme l'un de ses principaux points d'appui à l'échelle internationale et que dans une réunion tenue justement à Managua à la mi-avril les partis démocrates chrétiens d'Amérique Latine ont réaffirmé leur confiance dans la ligne de Duarte, on comprend aisément à quel point la situation au Salvador fut une raison supplémentaire de tensions et de conflits, même si les porte-parole bourgeois n'ont pas exprimé des critiques ouvertes ni des jugements explicitement différenciés.

s'est saisi du prétexte pour faire émerger un pôle d'opposition à la direction sandiniste (dans quelle mesure il réussira dans son entreprise, c'est une autre question). En d'autres termes, il choisissait de rompre sur le terrain politique, en considérant, non sans fondement de son point de vue, qu'une rupture sur la composition du Conseil d'Etat et au moment où éclatait l'affaire de *La Prensa* était tactiquement préférable, y compris pour la propagande sur le plan international, à une rupture à la suite de mesures d'expropriation éventuelles contre des industriels saboteurs de l'économie ou des cotonniers qui n'auraient pas ensemencé.

En tout cas, au-delà des projets et des intentions subjectives, la crise de la *Junta* et, en dernière analyse de l'unité nationale avec la bourgeoisie anti-somoziste, a été l'aboutissement d'une dynamique sociale et politique qui ne pouvait pas être contenue et cristallisée dans des schémas esquissés dès le lendemain de la victoire et précisés par l'adoption du plan de réactivation.

Nous avons vu quelles tensions avaient opéré et continuent toujours d'opérer sur le terrain économique. Nous avons indiqué, en gros, les tensions qui se sont produites sur le plan social, entre la volonté des masses d'exploiter le nouveau rapport de forces créé après le 19 juillet pour améliorer leurs conditions de vie, et d'autre part les limites des transformations structurelles

LA RUPTURE DU 22 AVRIL

Le 22 avril, Robelo démissionnait de la *Junta* en invitant ses partisans à se retirer eux aussi de toute responsabilité de direction. Il expliquait que «des parties essentielles des bases de l'unité» avaient été rompues et que «sans le consensus indispensable on avait imposé des changements essentiels au plan du gouvernement et fait des pas qui se détournent des objectifs de la révolution» (lettre publiée par *Barricada*, le 23 avril). Plus concrètement, c'est la décision sur la composition du Conseil d'Etat que les organisations bourgeoises considéraient, comme nous l'avons vu, comme un test crucial, qui provoquait le retrait du leader du MDN. D'après lui le FSLN avait voulu imposer son hégémonie à un tel point que la collaboration avec d'autres forces était devenue impossible.

Le conflit de *La Prensa* contribuait à augmenter davantage la tension et provoquait aussi une prise de position critique ouverte de la part de Violeta Chamorro. Ce conflit était le résultat combiné de la décision des propriétaires du journal

— rendue publique le 20 avril — de remplacer le directeur, Xavier Chamorro, par un autre membre de la famille Chamorro, plus critique envers le FSLN, et d'autre part de la présentation, le 19 avril, par les travailleurs d'une série de revendications (notamment à propos du réajustement des salaires et d'une représentation des travailleurs dans l'administration). L'entreprise était occupée et le journal ne pouvait plus sortir depuis le 21 avril. Dès que la destitution de Xavier Chamorro fut annoncée, le syndicat de l'entreprise mit l'accent sur la défense de celui-ci et le refus du changement décidé par la direction. (17)

On peut discuter sur l'importance intrinsèque de deux problèmes qui ont contribué à faire précipiter la crise, notamment du plus important, celui du Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat n'aura pas de pouvoirs décisifs et, après tout, la représentation des partis bourgeois et des organisations patronales et la présence d'organisations syndicales autres que la CST ne sont pas si négligeables que ça (18). Mais de toute évidence, Robelo

17) Après avoir terminé notre article, nous apprenons que l'affaire «*La Prensa*» s'est terminée par la solution suivante : Xavier Chamorro avec une grande partie des travailleurs et des rédacteurs, va créer un nouveau journal, sous forme de coopérative. «*La Prensa*» reste aux mains des propriétaires qui devront rembourser Xavier à l'aide d'une somme équivalente à la valeur des actions qu'il possédait.

18) En fait, ce n'est que FO qui a été exclu.

réalisées jusqu'ici et le blocage des salaires qu'impliquent les options du plan. Nous avons mentionné aussi les difficultés des rapports du gouvernement avec certaines couches de la petite bourgeoisie aussi bien urbaine que rurale. Sur le plan politique, il existait et il existe toujours une contradiction entre l'affirmation d'une conception «pluraliste» et de la collaboration avec des formations bourgeoises et la volonté du FSLN d'exercer pleinement son hégémonie, de réaffirmer son rôle d'avant-garde conquis par sa longue lutte victorieuse contre le régime somoziste.

Toutes ces tensions ne pouvaient manquer d'amener à des déchirements. Cela n'aurait pu, à la limite, être évité qu'à condition que le FSLN ne fût pas sensible à la dynamique sociale et aux mouvements de masses et eût accepté de s'accrocher sans faille au statu quo, comme la bourgeoisie le lui demandait. Sa nature, ses rapports avec les masses et aussi ses conceptions idéologiques, ne l'amenaient pas à faire un tel choix.

Surtout, il n'était et il n'est disposé à faire aucune concession sur le terrain politique fondamental de la gestion du pouvoir et du contrôle de l'appareil militaire. Ce n'est pas par hasard que, pendant toute cette période, en rapport aussi avec la situation internationale, la direction sandiniste s'est préoccupée de renforcer davantage l'armée, née de la guerre révolutionnaire, et a commencé à construire les milices. Si le choix fait par Robelo du terrain de la confrontation lui permettait d'espérer créer des conditions plus favorables à une propagande anti-sandiniste, surtout au niveau international, la conséquence en était, d'autre part, que le conflit éclatait justement sur ce terrain politique où le FSLN n'avait aucune intention de reculer.

Cela ne relève pas du domaine purement tactique. Il faut saisir une contradiction qui subsiste. Le FSLN a des

liens encore relativement faibles, surtout du point de vue organisationnel, avec les forces sociales qu'il veut représenter, tout d'abord avec la classe ouvrière. Mais, par contre, il s'identifie avec l'armée révolutionnaire et il jouit d'un prestige énorme comme guide de la lutte anti-somoziste et comme direction à laquelle n'existe sur le plan politique d'ensemble, aucune alternative possible.

Il était donc absurde de s'attendre à ce qu'il fasse des concessions tant soit peu importantes sur le terrain, pour lui, essentiel, de l'exercice de l'hégémonie politique.

Dans leurs déclarations, après le retrait de Robelo, — du moins à notre connaissance, — les dirigeants du FSLN ont réaffirmé leur volonté de maintenir le cadre de l'économie mixte et de l'unité nationale. Mais il est incontestable que le départ des deux représentants bourgeois dans la *Junta* implique un changement qualitatif, qui ouvre le chemin, même à des échéances rapprochées, à de nouvelles confrontations et à de nouvelles crises. Bien qu'elle ait pris l'initiative de la rupture, la bourgeoisie est sur la défensive, perd du terrain et pourrait connaître des déchirements en son sein. En faisant ici abstraction des facteurs internationaux, elle sera poussée à entreprendre des actions, à esquisser quelques opérations dans le but de compliquer la tâche du FSLN, sinon de lui créer des difficultés majeures. Au-delà des choix que pourront faire les groupes les plus lucides des anciennes classes possédantes, des capitalistes individuels ou des groupes de capitalistes ou d'entrepreneurs agricoles pourront prendre le chemin de l'obstruction, du sabotage, de la «descapitalización» sur une grande échelle (19). Les confrontations futures se développeront donc sur le terrain socio-économique aussi. Par ailleurs, la possibilité de développer effectivement une économie même partiellement planifiée est subordonnée à une restriction de la sphère de décision privée.

Le contexte, les problèmes et les motifs idéologiques de

cette phase de la révolution nicaraguayenne ne peuvent manquer de rappeler trois expériences : la cubaine, l'algérienne et la chilienne. Nous disons même celle du Chili, dans la mesure où il y a des analogies évidentes entre les conceptions de l'économie mixte et de son évolution graduelle qu'avancent les dirigeants sandinistes et leurs conseillers et les idées exprimées par les partisans d'Allende et de l'*Unidad Popular* et où des couches petites-bourgeoises pourraient connaître une évolution similaire à celle des mêmes couches au Chili, à partir de 1972. Mais l'analogie serait très partielle, donc trompeuse : pour la simple raison, qu'au Nicaragua, il y a eu une insurrection victorieuse qui a ébranlé profondément l'appareil d'Etat et qu'il existe une armée de nature qualitativement différente de l'armée chilienne. Il y a, incontestablement, des analogies avec les problèmes et les débats de l'ère benbelliste de la révolution en Algérie. Dans l'hypothèse, purement théorique, que la dynamique sociale et politique permette une cristallisation de la situation au palier actuel — et en faisant abstraction des facteurs internationaux — le Nicaragua pourrait effectivement parcourir le chemin de l'Algérie.

Mais l'analogie la plus pertinente reste, à notre sens, celle de la révolution cubaine, y compris au niveau de l'attitude du groupe dirigeant. Par rapport à il y a quelques mois, la perspective que la «voie cubaine» mène au renversement du capitalisme s'est incontestablement précisée. □

19) Au moment où nous écrivons, on ne peut encore répondre à la question de savoir si les cotonniers vont ensemercer leurs terres. Sous l'angle strictement économique, ils seraient poussés à le faire aussi bien en raison de l'impossibilité de procéder à une «descapitalización» qu'en raison des avantages qu'ils peuvent tirer de la réduction considérable des fermages (la plupart des terres cultivées en coton sont louées), de conditions fiscales qu'ils déclarent eux-mêmes acceptables, de la tenue des prix sur le marché mondial. Mais les raisons politiques pourraient avoir le dessus, surtout dans le nouveau contexte.

Succès de la campagne électorale du PRT et de Hugo Blanco

Jean Pierre Beauvais.

La campagne électorale menée par le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT section péruvienne de la Quatrième Internationale) qui présente notamment Hugo Blanco comme candidat à la présidence de la République, connaît une ampleur et un impact considérables.

Selon des estimations reprises par la presse bourgeoise, après un mois de campagne et à quinze jours des élections générales du 18 mai, deux cent mille personnes ont déjà participé aux meetings de Hugo Blanco.

Le meeting d'ouverture de la campagne, le 28 mars à Lima, avait regroupé de 8000 à 10000 participants qu'il faut comparer aux quelque 2000 à 3000 participants du meeting de lancement, la veille, de la campagne de l'U.I., le front regroupant le PC péruvien et le Parti Socialiste Révolutionnaire (PSR), des généraux dits «progressistes».

La première moitié de la tournée en province de notre camarade a été un succès qui a bouleversé toutes les prévisions faites notamment après la rupture de l'ARI (Alliance de la Gauche Révolutionnaire) en février dernier: 6000 participants à Cajamarca, 10-12000 à Chiclayo, 6-7000 à Trujillo, 10000 à Chimbote, 8000 à Iquitos, 15-17000 à Arequipa, 20000 à Tacna pour ne citer que quelques exemples. Dans certaines localités toutes les formations politiques reconnaissent que les meetings de Hugo

Blanco sont ceux qui ont connu la plus grande affluence de toute la campagne...

De nombreux meetings locaux ont également été tenus dans les quartiers pauvres de la banlieue de Lima. Tous ont regroupé comme à Comas et à Rimac entre 2000 et 3000 personnes.

La campagne se terminera par une nouvelle tournée dans le Sud du pays, en particulier au Cuzco, dans la région de Puno et par un meeting final sur la place centrale de Lima où l'objectif de nos camarades est de regrouper de 30 à 40000 participants.

La tournée de meetings n'est qu'un des aspects de la campagne électorale.

La campagne télévisée, elle aussi, a eu un gros impact. De nombreux militants et dirigeants du PRT y ont participé dans le cadre d'émissions organisées chacune autour d'un thème spécifique. C'est cet impact que tentent de réduire les militaires en infligeant des amendes à nos camarades pour, en particulier dans une émission sur le bilan de 12 ans de dictature, avoir soi-disant violé le règlement électoral. Prétexte préparant le terrain à une éventuelle interdiction d'antenne pour la partie finale de la campagne.

L'activité électorale est systématiquement utilisée par le PRT pour développer et renforcer son influence et son organi-

sation. De nombreux comités de soutien ont été créés ou sont en voie de création à Lima et en province. Ces comités regroupent les sympathisants actifs du PRT qui participent de façon militante à la campagne. Ils ont des réunions et une activité régulière et sont le cadre d'un effort systématique d'éducation politique de base.

A Lima seulement ce sont plusieurs centaines de sympathisants actifs qui sont déjà organisés dans ces comités de soutien.

Si les polémiques nées de la rupture de l'ARI ont totalement cessé, le sentiment unitaire est toujours aussi vivace au sein des masses, dont certains secteurs restent désorientés face aux cinq candidatures de la gauche.

C'est dans ce cadre, et alors que Hugo Blanco apparaît chaque jour plus clairement comme le principal candidat de la gauche, que nos camarades du PRT proposent aux autres candidats et partis ouvriers des accords de désistement locaux, et un désistement au niveau des candidats à la présidence pour Hugo Blanco sur la base d'un accord pour un «gouvernement des travailleurs».

Ceci dans la ligne de leur campagne pour l'unité et l'indépendance du mouvement ouvrier.

Cuba an XX

L'EXODE massif de personnes désireuses de quitter Cuba a fait l'objet d'une campagne d'intoxication caractérisée dans la presse bourgeoise, campagne devant laquelle la «gauche respectueuse» (y compris la pseudo-ultra-gauche) s'est montrée une fois de plus nettement désarmée.

En premier lieu, il est impossible de juger de la situation objective, matérielle à Cuba, sans se rappeler les agressions continuelles que la révolution cubaine a subies de la part de l'impérialisme américain depuis vingt ans, et dont nous publions une liste (qui n'est guère exhaustive, loin s'en faut) ci-dessous. Le blocus économique fait partie de cette agression. Il a imposé et continue à imposer des sacrifices à la population cubaine, ce que les dirigeants de la révolution n'avaient d'ailleurs jamais caché aux masses.

En deuxième lieu, Cuba a été et reste un pays sous-développé, caractérisé par un grave problème de sous-emploi, comme tous les pays sous-développés. Ce problème ne peut être résolu dans un cadre purement national, encore moins que la construction du socialisme ne peut être parachevée dans un seul pays. Le Mexique, pays bien plus industrialisé que Cuba, et profitant d'énormes investissements et crédits impérialistes — sans commune mesure avec l'aide que l'URSS accorde à Cuba — voit chaque année *plus d'un million de personnes* chercher un emploi aux Etats-Unis. L'émi-

gration massive est un produit du sous-développement et non du socialisme (plus exactement, du renversement du capitalisme).

En troisième lieu, les dirigeants de la révolution cubaine ont opté délibérément en faveur d'une priorité accordée à la consommation collective par rapport à la consommation privée. Même l'organe représentatif du grand capital yankee, *Business Week*, est obligé de reconnaître, dans son numéro du 5 mai 1980, qu'à Cuba, personne ne songe à réduire les dépenses pour la santé et l'enseignement gratuits, ni les subsides pour la construction des logements. Qu'il y ait une minorité de Cubains — y compris dans la classe ouvrière — qui n'accepte pas cette priorité, c'est inévitable. Mais qu'il s'agisse d'une priorité qui est acceptée par la majorité du peuple cubain, et qu'elle corresponde à ses intérêts, il est difficile d'en douter.

Finalement, la conjoncture économique internationale a été fort mauvaise pour Cuba au cours de la dernière année. Son commerce extérieur est fondé sur l'échange du sucre (et accessoirement du tabac et des produits de la pêche), contre du pétrole et des matières premières de base. Le prix du sucre a baissé; le prix du pétrole a fortement augmenté. Même si Cuba reçoit à ce propos un traitement de faveur de la part de l'URSS, la détérioration sérieuse des termes d'échanges se traduit par une aggravation de la situation économique des masses.

Ceci dit, il faut rejeter l'idée que ceux qui veulent quitter le pays ne sont que des délinquants ou des a-sociaux. Il s'agit d'un mécontentement réel d'un secteur de la population. Et il faut souligner que les méthodes de gestion bureaucratique en vigueur dans le pays (et que le tournant en cours risque encore d'aggraver — voir l'article de la camarade Armand) ne facilitent guère la solution des problèmes économiques, ni l'élévation de la conscience des masses dans ce domaine, qui continue à baisser, en contraste flagrant avec le niveau de conscience remarquable sur le plan politique, dont les ripostes et mobilisations massives en face de la vague d'émigration sont une confirmation supplémentaire. □



Vingt ans d'attaques impérialiste contre Cuba

Nous publions ici une liste tout à fait partielle des mesures de blocus, de sabotage et d'attentats décidés et lancés par l'impérialisme depuis 20 ans contre Cuba.

1959

8 août : Stanley F. Wesson, un diplomate US à Cuba, est arrêté alors qu'il préside une réunion de contre-révolutionnaires en train de planifier une série de sabotages.

11 octobre : Un avion jette deux bombes incendiaires sur la raffinerie de sucre de Niagara, dans la province de Pinar del Rio.

19 octobre : Un avion jette deux bombes sur la raffinerie de sucre de Punta Alegre, dans la région de Camagüey.

1960

21 janvier : Un avion jette quatre bombes de 100 livres sur Cojimar et sur Regla, à La Havane.

4 mars : Le navire français *La Coubre* explose au moment où il décharge des armes dans le port de La Havane. Il fut prouvé que des agents du gouvernement américain avaient pris part au sabotage.

17 mars : Le président Eisenhower charge le directeur de la CIA, Allen Dulles, de préparer des troupes armées à une invasion de Cuba.

4 juillet : Le président Eisenhower décide d'une baisse substantielle des importations de sucre cubain.

19 octobre : Les Etats-Unis interdisent toute exportation en direction de Cuba, «sauf les médicaments et la nourriture».

1961

3 janvier : Les Etats-Unis rompent les relations diplomatiques avec Cuba.

13 mars : Un navire pirate attaque la raffinerie de pétrole de Santiago de Cuba.

31 mars : Le président Kennedy annule toute importation de sucre cubain pour l'année 1961.

15 avril : Des bombardiers B-26 venant du Guatemala lancent des bombes sur Ciudad Libertad et l'aéroport de San Antonio de los Baños à La Havane, et sur l'aéroport de Santiago de Cuba, à l'est.

17 avril : Plus de 1500 mercenaires atterrissent à Playa Giron. Il fallut 72 heures pour balayer l'invasion.

24 avril : Le président Kennedy reconnaît son entière responsabilité dans l'attaque des mercenaires contre Cuba.

24 septembre : Luis Torroella, agent de la CIA, qui s'était infiltré à Cuba, avec la mission de tuer Fidel Castro, est capturé.

7 novembre : Le ministère de l'Intérieur donne des informations sur un plan contre-révolutionnaire, incluant des actes de sabotage et un attentat contre la vie du Premier ministre, Fidel Castro, au moment où il devait accueillir le président cubain, Osvaldo Dorticos, de retour d'un voyage dans les Etats ouvriers.

1962

3 février : La Maison-Blanche annonce un embargo total sur le commerce entre Cuba et les USA.

19 août : Au sommet, dans le gouvernement américain, on discute ouvertement d'un plan pour attenter à la vie du Commandant Fidel Castro.

22 octobre : Le président Kennedy ordonne le blocus naval et économique contre Cuba, ce qui engendre la crise d'octobre.

1963

26 avril : Un avion bi-moteur jette des bombes et des matières incendiaires sur la raffinerie de pétrole de *Nico Lopez* à La Havane.

18 août : Des cuves de pétrole à Puerto Casilda, sur la côte sud de Cuba, sont bombardées par un avion mercenaire.

19 août : A Santa Lucia, dans la province de Pinar del Rio, des embarcations attaquent une centrale électrique et une usine d'acide sulfurique, avec des fusées anti-char et des mitrailleuses.

1964

19 mai : Le ministère américain du Commerce interdit l'envoi de médicaments à Cuba.

29 mai : Des ballons de tailles diverses transportent des agents bactériologiques sont lancés au-dessus de la région de Las Villas.

1966

5 mars : Un complot pour assassiner Fidel Castro est découvert. La participation au complot de la CIA est prouvée.

29 septembre : Un avion pirate léger lance trois bombes sur le chantier d'une centrale thermo-électrique et sur d'autres chantiers de la côte nord de la province de Camagüey.

13 novembre : Un avion US jette trois bombes sur l'usine *Raul Cepero Bonilla* (ex-CUBANITRO) à Matanzas.

1967

3 mai : Une bombe à fragmentation explose à l'intérieur de la voiture de l'ambassadeur cubain au Mexique. Le détournement de bateaux cubains continue.

1969

4 septembre : Le spécialiste de la FAO, R.S.

Vasudevo, est arrêté après qu'il eut été prouvé qu'il avait introduit un virus dangereux pour le café à Cuba. La rouille cause d'énormes dégâts.

En 1968, il y eut de nombreux incendies : onze dans des magasins, 5 dans des hangars agricoles et 46 dans des écoles.

1970

Entre 1969 et 1979, les Etats-Unis ont injecté des produits chimiques dans les nuages pour essayer de détruire les récoltes sucrières cubaines. Entre mars et avril, on a capturé un certain nombre de saboteurs dans les raffineries de sucre *Ciro Redondo* et *10 de Octubre*.

1971

24 février : Le garde côte américain *Cape York* kidnappe plusieurs bateaux de pêches cubains dans la zone des eaux internationales.

1973

11 septembre : Le cargo cubain *Playa Larga* est bombardé par des bateaux de la marine chilienne dans les eaux internationales.

4 octobre : Des bateaux de pêche cubains sont bombardés dans les eaux internationales.

1974

1er août : Trois agents secrets de la CIA sont découverts. Des fusils, des grenades, des munitions et du matériel d'espionnage sont saisis.

1976

6 juin : Dans la délégation cubaine aux Nations Unies, une bombe éclate. *Omega 7* en revendique la responsabilité. (Ceci s'inscrit dans le cadre

de nombreux attentats contre des missions diplomatiques depuis 1971).

6 octobre : Un sabotage de l'avion *Cubana de Aviacion CUT-1201* provoque son explosion en plein vol, au large de la côte de Barbados. Les 73 passagers sont tous tués.

1977

9 janvier : Le quotidien new-yorkais *Newsday* révèle que la CIA a participé à l'introduction d'un virus en 1971, à Cuba, qui a causé une épidémie d'une dermatose dite du «rouget».

15 janvier : Un sénateur américain demande que le directeur de la CIA, George Bush, fournisse des informations sur le sabotage bactériologique perpétré contre Cuba.

1979

28 avril : Carlos Muniz Varel, un des dirigeants cubains à l'étranger qui exigent la normalisation des relations et la fin du blocus américain contre Cuba, est assassiné par des gangsters contre-révolutionnaires dans la ville de San Juan à Puerto Rico.

Septembre : L'administration Carter lance le mythe de la soi-disant misère dans les Caraïbes («la brigade soviétique» à Cuba).

25 novembre : Eulalio José Negrin, un adversaire du blocus américain contre Cuba et partie prenante du dialogue entre le gouvernement cubain et les Cubains en exil, est assassiné par des fascistes à Union City, dans le New Jersey. *Omega 7* en revendique la responsabilité.

7 décembre : La mission cubaine aux Nations Unies est bombardée. *Omega 7* en revendique la responsabilité.

Cuba

Réalité et contradiction de la révolution

Anna ARMAND

«*CONTRAIREMENT* aux années soixante où l'éthique de la politique économique et sociale de Cuba se donnait pour but la suppression de la monnaie et postulait la création de l'homme nuevo (homme nouveau), l'argent

joue à nouveau son rôle (inné) aujourd'hui à Cuba». Voilà ce que proclamait, en jubilant, la *Neue Zürcher Zeitung* du 12 janvier 1978. Mais même ce journal, si soucieux du rôle «inné» de l'argent, doit reconnaître : même à l'époque où la révolution passait par une phase particulièrement critique, «tous les Cubains ont pu jouir des services élémentaires, de la sécurité sociale et des biens de con-

sommation, qui ont contribué à faire disparaître à Cuba les inégalités typiques du reste de l'Amérique latine, à savoir les contradictions gigantesques entre les pauvres et les riches, ainsi que les inégalités entre ville et campagne».

1) Cet article est une version revue d'un reportage publié par l'auteur dans l'hebdomadaire du GIM (Groupe International Marxiste).

PÂS DE BIDONVILLE, MAIS UNE CAPITALE TRISTE

Il faut noter que même les «services de presse étrangers» du trust Springer en Allemagne ont dû vanter, dans le journal *Die Welt* du 3 septembre 1979, le «révolutionnaire barbu», Fidel Castro : «Il a obtenu des succès sociaux comme jamais jusqu'à présent aucun pays du monde occidental n'en a connu. Chaque Cubain sait lire et écrire. Chaque Cubain travaille. Chaque Cubain reçoit des soins médicaux. La pire des misères a été supprimée... Il n'y a pas de bidonvilles avec des baraques en planches, des chiens galeux et des gosses tout nus. Pas d'invalides en haillons, ni de mendiants accroupis au bord des rues». Mais la presse de Springer fait de sévères restrictions : «L'atmosphère ressemble à celle des pays de l'Est. Fidel Castro a créé la société de l'ennui, celle qui tourne le plus à vide de toute l'Amérique latine. La Havane, cette capitale de deux millions d'habitants, est la métropole la plus désolée de toutes les villes d'Amérique latine...».

Pour les Européens qui viennent des pays capitalistes développés, il est important de savoir, pour pouvoir évaluer les acquis de la révolution cubaine, ce qu'était la situation avant la révolution. Castro lui-même, assis au banc des accusés en 1953 sous le régime de Batista, a décrit la situation de son pays de la manière suivante :

«85 pour cent des paysans cubains payent un fermage et vivent sous l'atroce menace d'être chassés de leurs parcelles. Plus de la moitié des meilleurs sols cultivés sont aux mains d'étrangers. Dans la plus grande province, celle d'Oriente, les champs de l'United Fruit Company et de la West Indian s'étendent de la côte sud jusqu'à la côte nord. Il y a 200000 familles de paysans qui ne possèdent pas une miette de terre pour y semer quelque chose à manger et nourrir leurs enfants affamés. En revanche, quelque 300000 caballerias (2)

de terres cultivables aux mains de groupes d'intérêts puissants sont en jachère...».

Environ un Cubain sur cinq ne savait ni lire ni écrire. Dans la population paysanne, on comptait plus de 40 pour cent d'analphabètes. Les trois quarts de la population vivaient dans des huttes en planches recouvertes de palmes sèches, sans eau.

Au cours des vingt premières années qui ont suivi la révolution, le nombre des habitants a augmenté de plus de 40 pour cent et la longévité moyenne de la population paysanne est passée de 53 à 70 ans. Les surfaces cultivées ont doublé. 14573 gros propriétaires fonciers et entreprises étrangères ont été dépossédés, eux qui disposaient de 76 pour cent du sol. Plus de 200000 paysans ont obtenu des terres et des crédits. Les grands domaines fonciers ont été transformés en biens d'Etat.

Alors qu'en 1969, 160000 hectares seulement de terres étaient irrigués, on en trouve aujourd'hui presque un million. Il n'y a pas un seul domaine de l'économie où les progrès ne peuvent être étayés par des chiffres spectaculaires. Les plus pertinents sont ceux qui expriment les gigantesques investissements dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Marcel Niedergang écrivait dans *Le Monde* du 11 mai 1978 : «C'est un pays où les gens qui ont moins de 20 ans sont réellement favorisés... Les crédits consacrés à l'éducation ne peuvent que difficilement révéler les efforts gigantesques qui sont entrepris dans ce domaine avec un très haut niveau de qualification : des jardins d'enfants, des camps de jeunesse sur les bords de mer ou à la montagne (pour le moment réservés aux garçons et aux filles d'une élite sélectionnée, comme dans les centres de production, selon les critères de l'émulation socialiste), des écoles secondaires dans lesquelles tout a été installé pour le confort des

élèves d'origine paysanne, à savoir les dortoirs, la nourriture, les salles de classe, les équipements de sport et de jeu ; des écoles mixtes qui préparent à l'université, comme le lycée Lénine à La Havane ou le lycée Che Guevara, qui peuvent recevoir en moyenne 5000 élèves ; les bâtiments sont clairs et modernes, équipés d'ateliers (dans le lycée Lénine, par exemple, on fabrique de petits ordinateurs et des antennes de télévision) ; et finalement, des universités qui, en 1980, pourront accueillir environ 140000 étudiants».

Aujourd'hui déjà, on compte, avec près de trois millions de gens qui suivent des cours de formation ou des écoles sous les formes les plus diverses, un tiers de la population cubaine, «scolarisée» d'une manière ou d'une autre. Le principe de la «combinaison des études et du travail», déclare Fidel Castro, domine aujourd'hui l'ensemble du système d'éducation nationale.

LES MENAGERES NE FONT PAS DE COMPARAISON

Qu'en est-il maintenant des biens matériels, de l'alimentation de la population ?

A considérer aujourd'hui les queues devant les magasins mal approvisionnés des villes, on peut à peine imaginer que toutes ces boutiques regorgeaient il y a vingt ans de marchandises alléchantes que, bien entendu, seule une minorité pouvait s'offrir.

Le rationnement (car il y a toujours des coupons à Cuba) garantit l'approvisionnement en denrées de base indispensables, mais pas toujours le nécessaire ; c'est ce qu'on dit à Cuba. Où passe alors la limite entre l'indispensable et le nécessaire, et où commence ce que les bureaucrates planificateurs considèrent comme «superflu» ? C'est ce que Marcel Niedergang se demande. Sa réponse est la

2) 1 caballeria : 13,43 ha.

suyvante : «Cela dépend bien sûr des besoins, des habitudes et des nouvelles orientations. Tout porte à croire que les besoins augmentent au fil de l'amélioration moyenne générale et des promesses gouvernementales».

Comment les gens étaient-ils nourris avant la révolution ? «En 1959, déclarait un membre du gouvernement à Marcel Niedergang, il y avait moins de 5 pour cent de la population agricole et une infime proportion de la population citadine qui mangeaient de la viande ou des œufs; bien entendu, ils s'approvisionnaient dans les magasins de La Havane. Aujourd'hui, tous les Cubains sans exception mangent de la viande, des œufs, boivent du lait. Ils portent tous des habits et des chaussures. Tous sans exception. Nous sommes passés d'une économie au pouvoir de consommation limité à une économie où le pouvoir d'achat des masses est nettement plus élevé».

Mais comme les ménagères qui font aujourd'hui la queue devant les magasins n'établissent pas de comparaison historique avec ce qui existait auparavant, elles s'impatientent et s'irritent, par exemple, des pannes d'électricité et d'eau qui se produisent fréquemment à cause des surcharges du réseau. Or, ces mêmes femmes ne disposaient, il y a vingt ans, ni d'électricité ni d'eau courante. Etant donné, par exemple, aussi, que certains criti-

quent l'absence de réparations dans les maisons précisément qui ont été arrachées aux riches pour être offertes aux habitants des bidonvilles, de nouvelles tensions sociales surgissent à Cuba. Dès lors, Niedergang se pose la question suivante : «Quel est le poids réel de l'avant-garde ? Quelle est la proportion des Cubains qui se contentent de 'suivre', sans prendre réellement part aux choses ? Autant de questions délicates. Les dirigeants ne sont-ils pas précisément revenus à un socialisme plus raisonnable, en ayant constaté que la conscience du peuple dans son ensemble ne pouvait pas s'élever aussi rapidement et qu'ils ne pouvaient pas créer aussi vite 'l'homme nouveau', alors que Che Guevara jugeait ces processus indispensables pour la création d'une société communiste ?».

Nous voilà revenus à la question de «l'homme nouveau». Mais cette fois, ce n'est plus la *Neue Zürcher Zeitung* qui la pose avec une joie mal dissimulée, en prétendant triomphalement qu'en fin de compte, c'est l'homme capitaliste au fond de lui-même qui s'impose et court après l'argent, alors que tout le reste n'est qu'utopie idéaliste. Ici, Niedergang pose la question en tant qu'homme, qui rend, à regret, les conditions objectives responsables de ce que «l'homme nouveau» n'ait pas pu naître aussi vite que le Che l'aurait souhaité.

tion de l'homme devait être entreprise sans délai. Ils croyaient cela parce qu'ils pensaient qu'une société socialiste ne pourrait s'édifier sur des bases économiques que lorsque ses constructeurs seraient conscients du but à atteindre et qu'ils le porteraient déjà en eux-mêmes» (3). C'était, à n'en pas douter, une sorte de cercle vicieux : seuls des hommes nouveaux étaient capables de construire une société socialiste, de transformer un pays agricole arriéré en une puissance industrielle d'avant-garde, mais ces hommes ne pouvaient pas surgir du néant.

Voudrait-on dès lors que l'on choisisse ce par quoi on doit commencer ? Eriger les bases industrielles pour le socialisme, ou créer l'homme conscient du but grandiose et capable de s'y consacrer ?

Les premiers dirigeants de la Russie post-révolutionnaire pensaient qu'il fallait faire les deux en même temps : tirer l'économie de ses ruines, mais aussi tout entreprendre pour que surgissent ces hommes sans lesquels le socialisme ne pourrait pas naître et dégénérerait, dans le meilleur des cas, en une forme de technocratie.

L'Union soviétique, contrairement aux intentions de ses dirigeants, Lénine et Trotsky, n'est pas parvenue à créer «l'homme nouveau» ou la «ville nouvelle» et «juste» dont on discutait si vivement, ni d'autres formes alternatives de vie dont on faisait l'expérience. Tel est le poids des conditions objectives de la guerre civile et de la disette. Anatole Kopp écrit avec pertinence, à propos de la notion de «ville nouvelle» : «Avant 1925, alors qu'un clou se payait à prix d'or, il ne pouvait être question d'architecture». A n'en pas douter, il devait en être ainsi pour «l'homme nouveau» en période de famine permanente. Et, après 1925, commença l'ère de Staline qui devait préférer une «nouvelle technocratie» aux «hom-

UNE AUTRE VOIE AURAIT-ELLE ETE POSSIBLE ?

C'est précisément parce que la question de «l'homme nouveau» est centrale pour la construction d'une société socialiste, que nous sommes confrontés à cette problématique. Nous devons répondre à la double question de savoir, d'une part, pourquoi la société cubaine s'est écartée de cette voie et, d'autre part, si d'autres cheminements étaient possibles à la place de celui que la direction de Fidel Castro a choisi.

Il faut tout d'abord se souvenir que «l'homme nouveau»

est une problématique qui fut centrale dans les discussions au lendemain de la révolution d'Octobre. Anatole Kopp, urbaniste français d'origine russe, a tiré des archives de Léninograd des documents relatant ces discussions d'après 1917, et les a reproduits dans son ouvrage «Changer la vie, changer la ville». Il note : «Il y eut beaucoup de gens immédiatement après la révolution, et non pas seulement quelques années plus tard, qui croyaient que la transforma-

3) Editions 10/18, p. 31.

mes nouveaux», actifs et d'esprit indépendant, pour mieux asseoir son pouvoir bureaucratique.

A Cuba néanmoins, les conditions étaient nettement plus favorables. Certes le boycottage des Etats-Unis donnait du fil à retordre au nouvel Etat et le forçait surtout à s'assurer l'ap-

pui de l'Union soviétique, qui, à en croire les calculs de la *Neue Zürcher Zeitung* du 22 mars 1979, s'élève à plus de deux milliards de dollars par an. Il n'en reste pas moins vrai qu'il aurait été possible de s'engager sur les deux voies à la fois, celle de «l'homme nouveau» et celle du développement économique.

sont pas les ouvriers. Ce sont les chefs et les fonctionnaires des entreprises qui, comme nous le savons fort bien, falsifient parfois les statistiques en notant avoir labouré ou ensemen-
cé tant et tant d'hectares, alors que ce n'est pas vrai, en prétendant avoir produit tant et tant de marchandises, alors que les chiffres réels sont tout autres .

LA CRITIQUE DE RAUL CASTRO

Sans doute suffit-il de lire la critique amère de Raoul Castro, frère de Fidel, du 30 septembre 1979 (publiée dans l'édition française de *Granma* le 9 décembre 1979) pour constater combien on s'est écarté de cet «homme nouveau» et combien les idées des «Etats socialistes existant réellement» commentent à pénétrer aussi à Cuba.

Partant des difficultés objectives de la montée des prix sur le marché mondial, de la crise économique dans les Etats capitalistes et des dégâts subis par les récoltes (la rouille bleue du tabac et la rouille de la canne à sucre), Raoul Castro analyse également les difficultés subjectives. Pour lui, il s'agit «d'indiscipline, d'absence de contrôle, de manque de responsabilité, de négligence, de laisser-aller, de copinage, qui accentuent beaucoup de problèmes et en créent d'autres. Tout cela suscite une indignation bien justifiée dans de larges couches de la population et forme la cause essentielle du manque d'efficacité qui ravage de nombreux domaines de notre économie».

Raoul Castro réclame le «rétablissement de la discipline à tout prix et dans tous les secteurs». Dans son discours public, il déclare «qu'il faut pour cela commencer chacun par soi-même et, plus précisément, par en haut (applaudissements). Ce ne sont pas les ouvriers si l'on y regarde de près qui doivent être rendus responsables» Et l'orateur de citer une série d'exemples qui montrent combien l'ardeur au travail a baissé : «Certes, on peut citer des cas innombrables d'indiscipline au travail :

des absences injustifiées, des lenteurs volontaires pour ne pas dépasser les normes qui sont déjà très basses et mal exécutées et tout cela, par peur de voir ces normes augmenter si on les dépasse. Il y a surtout dans l'agriculture des cas où, aujourd'hui, à l'inverse de l'époque capitaliste lorsque l'on se levait avec le soleil et travaillait jusqu'à la tombée de la nuit, à savoir 12 heures ou plus, l'on se met à tricher, où l'on triche avec soi-même et se fait du tort à soi-même. Sauf dans les plantations de canne à sucre, et peut-être aussi, dans d'autres secteurs, il n'est pas rare de voir des travailleurs agricoles faire des journées de 6, voire 4 heures, au plus. Nous savons que, très souvent, des chefs de brigade décident avec les ouvriers : ils s'entendent pour liquider la norme en une demi-journée et pouvoir ainsi travailler le reste du temps dans la ferme d'un petit paysan des environs. Ou bien ils travaillent avec lenteur de manière à exécuter la norme en sept ou huit heures. Ou encore, ils font le travail de deux ou trois jours en une seule journée, se faisant payer deux ou trois jours de salaire pendant lesquels ils ne font rien ou vaquent à d'autres occupations qui leur procurent un gain supplémentaire. Ou enfin ils liquident la norme en 8 heures, prétendant qu'ils ont dû travailler 10 ou 12 heures, pour que la norme ne soit pas augmentée...».

Raoul Castro poursuit : «Mais les vrais responsables de tous ces défauts et de tous ces cas d'indiscipline au travail ne

Ils usent et abusent de leurs privilèges et des instruments de l'entreprise pour résoudre leurs problèmes personnels et ceux de leurs amis. C'est pourquoi ils ne peuvent pas exiger quelque chose des autres, la sévérité, par exemple, envers qui que ce soit (applaudissements).

Il ne s'agit pas ici de faire de la démagogie petite-bourgeoise. Car si les chefs n'étaient pas rémunérés en fonction des charges qu'ils acceptent et de la qualification qu'exigent leur travail, il y aurait contradiction avec l'efficacité de ce dernier. Notre peuple tout entier comprend très bien que les fonctionnaires et les cadres aient besoin d'un niveau de vie minimal, absolument nécessaire pour l'accomplissement de leur tâche, ce qui, bien souvent, comprend la nécessité de disposer d'une voiture. Il est néanmoins nécessaire qu'ils n'abusent pas des droits qui leur sont conférés grâce à leur charge et à leur place dans la hiérarchie, il est nécessaire qu'ils ne s'en servent pas comme s'ils étaient propriétaires des biens que le peuple crée et paie avec son travail et sa sueur (applaudissements). Si ces biens sont placés sous la sauvegarde de leur direction et sous leurs soins, c'est pour qu'ils les utilisent en fonction de leur travail et pour le bien social et non pas pour leur bien-être personnel ou celui de leur famille (applaudissements)».

La sincérité avec laquelle Raoul Castro décrit les faits tels qu'ils sont apparus vingt ans après la révolution n'a qu'un seul défaut, mais il est de taille : mises à part les exhortations morales, son discours ne contient aucun élément pour montrer comment on peut échapper au dilemme

de l'indiscipline, de l'irresponsabilité et de l'abus de conscience collective.

Son analyse soulève en outre de nombreuses questions. Les «managers» économiques, les directeurs et autres responsables **membres du parti**, ne pourraient-ils pas exercer leur activité avec suffisamment d'efficacité sans la séduction de gros salaires ? Lénine faisait-il donc de la «démagogie petite-bourgeoise» quand il instaura le fameux «maximum de traitement» pour les membres du parti, y compris les plus haut placés, au moment même où il acceptait des traitements élevés pour les **spécialistes bourgeois** ? Faisait-il de la démagogie quand il mettait l'accent sur l'effet de démoralisation que ces hauts traitements exerceraient sur l'ensemble de la classe ouvrière ?

Comment se fait-il que les «chefs» **peuvent** se comporter «comme s'ils étaient propriétaires des biens du peuple ?» Ne serait-ce pas parce que les «droits» qui leur ont été conférés sont absolument excessifs et sans contre-partie suffisante ? Pourquoi les travailleurs n'ont-ils pas un **pouvoir de contrôle** et un droit de gestion qui pourraient effectivement empêcher les chefs d'abuser de leurs pouvoirs ? N'est-ce pas dans cette direction qu'il faut chercher le

remède au mal dénoncé par Raul Castro, direction qui est d'ailleurs la seule conforme à la marche vers le socialisme, qui est la marche vers un régime de **producteurs associés**, comme le dit Marx ?

Et comment se fait-il que les travailleurs cubains, qui continuent à se mobiliser par centaines de milliers dans la rue pour manifester leur solidarité avec les combattants anti-impérialistes de par le monde, ou pour exprimer leur identification avec la révolution cubaine contre la minorité des candidats à l'émigration se soient montrés si indifférents à l'égard de ce qui se passe dans la production, qu'ils aient toléré tous les abus mentionnés par Fidel Castro ?

Auraient-ils eu peur de protester, de s'opposer aux abus des directeurs et des chefs ? Auraient-ils le sentiment qu'un effort supplémentaire ne sert à rien, vu la gabegie et le désordre que la bureaucratie a introduits dans la gestion et la planification ? N'est-ce pas de nouveau une question de **pouvoir réel des travailleurs** pour que ceux-ci acquièrent la conviction qu'ils peuvent contrôler l'emploi des ressources supplémentaires qu'ils créent ? N'est-ce pas le moyen le plus sûr pour surmonter cette indifférence ?

avaient parfaitement compris la conjonction nécessaire entre l'élévation progressive des forces productives et du niveau de vie des producteurs d'une part, et la modification de leur comportement et de leur motivation d'autre part. Il avait surtout compris que la seconde ne résulte pas automatiquement de la première, mais réclame, en outre, un changement de toute l'atmosphère sociale, un changement des rapports de production et tous les rapports sociaux, pour lesquels l'éducation et le comportement du parti, de l'avant-garde, des «instances du pouvoir» à tous les niveaux et l'insertion des producteurs eux-mêmes dans ces instances est un élément décisif.

Parlant du «Léninisme et des clubs ouvriers», le 17 juillet 1924, Trotsky disait :

«A partir du moment où le pouvoir a été conquis, la 'culturisation' (la 'révolution culturelle', la modification du comportement, NDT) devient la partie la plus importante de l'œuvre de construction du socialisme. Nous ne pouvons pas adopter une attitude de rejet à l'égard de ce concept à présent. Aujourd'hui, le mot 'culturisation' a complètement perdu la nuance (condamnable, NDT) qu'il avait avant (la conquête du pouvoir, NDT).

LE CHE DISAIT : «L'APPAT MATERIEL MEURT AVEC LE SOCIALISME»

Ernesto Cardenal écrit dans son «Journal cubain» : «Le Che disait... la séduction matérielle est condamnée à périr sous le socialisme. Et comment donc ? La croissance régulière des biens de consommation devait, selon l'avis des Russes, rendre superflu l'attrait qu'exercent ces biens. Le Che n'était pas d'accord avec cela. Il ne comprenait pas comment une abondance de biens matériels pourrait jamais éveiller une conscience socialiste. La séduction matérielle et la conscience socialiste sont, à notre avis, une contradiction».

Le Che n'était certes pas un rêveur. Il avait les pieds sur ter-

re. Quand il gérait l'industrie cubaine, il s'efforça de faire marcher les choses efficacement. Il était fier des entreprises qui fabriquaient des produits de qualité, il exerça une pression constante contre l'indifférence à l'égard de la production courante. S'il était personnellement d'une indifférence totale à l'égard des biens matériels, il avait une formation marxiste solide qui lui fit comprendre que sans une infrastructure matérielle suffisante, «l'homme socialiste» qu'il voulait créer ne verrait jamais le jour.

Il suivait en cela l'exemple de Lénine et de Trotsky, qui

Sur la base de la nationalisation de l'industrie, sous la dictature du prolétariat, dans un pays protégé par le monopole du commerce extérieur et défendu par l'Armée rouge, la tâche principale pour construire le socialisme équivaut à remplir, pas à pas, cette forme nouvelle d'un contenu culturel. Le travail de 'culturisation' est pour nous une tâche révolutionnaire fondamentale».

Et dans un article paru dans la Pravda du 11 juillet 1923, Trotsky précisa de manière encore plus nette l'interaction nécessaire entre le développement économique et la transformation des mœurs et des habitudes des masses populaires sur le chemin de la construction du socialisme :

«La morale ne peut être rationalisée... sans que la production soit simultanément rationalisée, car les racines de la morale se trouvent dans la production... Les succès que nous obtenons dans cette direction dépendent de nos succès dans la sphère de l'économie. Mais même dans notre situation économique actuelle, nous pourrions introduire beaucoup plus de critique, beaucoup plus d'initiative et de rationalité dans notre morale que nous ne faisons en fait. Voilà une des tâches de notre époque...»

(...) La transformation critique de la morale (et des habitudes) est indispensable pour que les formes de vie traditionnelles ne continuent pas à survivre malgré les possibilités de progrès qui nous sont déjà offertes par nos ressources économiques ou, qui, du moins, nous seront offertes dès demain. Par ailleurs, même le plus

petit succès dans la sphère de la morale (et des habitudes) accroît notre capacité de rationaliser la production et de promouvoir l'accumulation socialiste, en élevant le niveau culturel des travailleurs et des travailleuses. Cela nous offre à son tour la possibilité de réaliser de nouvelles conquêtes dans la sphère de la morale. Il y a ainsi une inter-dépendance dialectique entre les deux sphères.»

Pour le Che, l'appât matériel n'était que la séquelle du passé qui persisterait pendant une certaine période, mais qui devait dépérir sur la voie de la construction du socialisme : l'appât matériel meurt avec le socialisme. Mais il ne meurt pas automatiquement. Il ne meurt que, si l'avant-garde, si la classe ouvrière, s'éduquent constamment dans ce sens.

commettait à son égard. Il devait s'opposer à toute forme de contrainte autoritaire, être toujours prêt à la discussion, à critiquer les autres comme soi-même. Mais un révolutionnaire devait être avant tout très humain. Aimer les hommes. Pour le Che, il était plus important de susciter une nouvelle conscience que de produire. Il disait souvent que le socialisme au sens économique du terme ne l'intéressait pas sans cette nouvelle conscience.»

Quelle ne serait pas aujourd'hui l'irritation du Che s'il voyait que Cuba importe des milliers de voitures privées pour les distribuer à «l'élite», c'est-à-dire la bureaucratie qui ne les utilise pas seulement pour des tâches qu'on lui a confiées, s'il voyait aussi que l'on manque simultanément d'autobus pour résoudre les problèmes de transport des masses. Cette pénurie rallonge les temps de déplacement et, par conséquent, le temps de travail, de manière insupportable. Des jeunes s'agrippent aux carrosseries des bus en marche pour économiser du temps au péril même de leur vie. Quelle ne serait pas son dépit s'il voyait les privilèges matériels que la bureaucratie s'est déjà octroyés, s'il voyait combien cette bureaucratie est prompte à user de la contrainte autoritaire et combien elle est peu prête à discuter, peu portée à éveiller l'esprit critique qu'elle craint déjà aujourd'hui.

Ernesto Cardenal s'est déjà heurté, il y a dix ans, aux débuts de ce processus. Il rapporte une conversation qu'il a eue avec un jeune révolutionnaire dans sa chambre et qui disait : «Lorsqu'on critique quelque chose, on nous regarde de travers — on devient des 'conflituels'. Et soudain, c'est Fidel qui vient et qui critique exactement la même chose, et tous alors reconnaissent tout à coup qu'ils faisaient mal et louent Fidel d'avoir amélioré la situation... Voulez-vous que Fidel soit le seul à faire cela ? Est-ce que chaque Cubain ne devrait pas être un petit Fidel, capable de voir lui-même ce qu'il y a à faire ? Nous n'avons ici aucune liberté de pensée.»

UN CHEF D'ETAT COMME MANOEUVRE

Ernesto Cardenal écrit qu'il a découvert sur un bâtiment de Cuba, en lettres gigantesques, l'inscription suivante : **LA REVOLUTION, C'EST QUAND L'EXTRAORDINAIRE SE TRANSFORME EN QUOTIDIEN**. Et n'était-ce pas effectivement extraordinaire de voir Fidel Castro, pendant la *zafra*, la récolte de sucre, couper pendant quatre heures par jour les cannes à sucre. «Ça, on ne le voit dans aucun pays du monde — un homme d'Etat qui travaille comme manoeuvre, la serpe à la main», s'exclamait Cardenal, avec admiration.

Jose Luis, le pilote qui a accompagné quatre mois durant Che Guevara lors de son voyage en Afrique, décrivait ainsi ce qu'il faut entendre par «rétribution» pour les «prestations» des vrais révolutionnaires : «Au moment de partir, le Che n'avait pas de chaussettes. D'après sa carte de coupons, il n'y aurait pas droit avant quelques mois. Il ne lui serait jamais venu à l'idée de demander quelque chose à laquelle il n'avait pas droit, c'est pourquoi il marchait sans chaus-

settes. Il portait des chaussures montantes pour qu'on ne le remarque pas. C'est ainsi qu'il voulait aller en Afrique comme chef d'une délégation officielle... ».

Ernesto Cardenal reproduit sur le sujet qui nous occupe ici d'importantes remarques de Che Guevara, lors de discussions avec son pilote : «Le socialisme, répétait-il sans cesse, c'est une révolution des idées et des habitudes. Une révolution de l'esprit. Un révolutionnaire, c'était pour lui un homme qui vivait pour les autres, qui ne pensait qu'aux autres, un homme qui se sacrifiait pour la communauté. Et les chefs devaient être les premiers à se sacrifier. Qui brigait une place de chef, devait être prêt à mener une vie mal aisée. Il n'avait pas le droit de lorgner du coin de l'œil vers des avantages et des privilèges. Cela aurait été reproduire un mode de pensée de la vieille société. Chaque révolutionnaire devait ressentir les souffrances de son prochain comme les siennes propres ; les injustices comme si on les

Fidel, lui, oui, il pense. Les autres sont des perroquets qui ne font que répéter tout ce qu'on leur dit... On veut nous interdire de nous développer. On nous traite de rebelles ; or cette révolution a été faite par des rebelles, pas par des gens soumis... Les chefs du parti nous prennent pour moins révolutionnaires parce que nous sommes différents d'eux. Mais nous n'en sommes pas moins révolutionnaires, nous appartenons seulement à une autre génération. Ils pourraient m'arrêter à cause de ce que je dis ici et pourtant je le jure : je suis à cent pour cent du côté de la révolution. Ou bien, quand je sortirai d'ici, ils pourraient m'arrêter parce que je porte des cheveux longs. Et pourtant, je le dis : je sacrifierais ma vie pour la révolution !».

Justement, le droit à la critique pour tous les travailleurs et pour tous les jeunes, la possibilité de pouvoir déterminer leur propre sort, la conscience fondée sur l'expérience

que c'est vraiment la classe ouvrière dans son ensemble qui exerce le pouvoir — et non seulement ceux auxquels elle a délégué celui-ci — tout cela ne peut devenir une réalité, ne peut être garanti effectivement, sans que ce pouvoir des travailleurs, sans que cette dictature du prolétariat ne s'institutionnalisent dans des conseils des travailleurs, des conseils démocratiquement élus et démocratiquement centralisés, avec le droit à la multiplicité des tendances et des partis, c'est-à-dire d'après le modèle élaboré par Marx dans ses commentaires sur la Commune de Paris et par Lénine, dans *l'Etat et la révolution*. Si cette institutionnalisation ne se réalise pas, tôt ou tard, seuls les «chefs» auront le droit de dire tout haut ce qu'ils pensent, toute critique vient d'en haut et non d'en bas, et alors le résultat est inévitable : dépolitisation et indifférence de la masse, même si les conquêtes matérielles s'étendent.

pétrole du pays et du reste de la terre, tout en empestant l'air et en créant des problèmes de circulation.

Une voiture par personne ? Une folie ! En revanche, le socialisme, c'est de la nourriture pour tous, une habitation pour chacun, des habits, la santé, la culture pour tous».

Passons sur le fait que contrairement à ce qu'affirme Fidel, le capitalisme ne correspond nullement à «tous les instincts de l'être humain», mais plutôt aux habitudes prises au cours de quelques milliers d'années de primauté de la propriété privée, de la concurrence et de la lutte de classe, c'est-à-dire aux résultats du déchirement de la société humaine en groupes sociaux antagonistes. Car la solidarité et l'altruisme sont tout aussi enracinés dans «les instincts humains», mais systématiquement refoulés aussi longtemps que la lutte de «tous contre tous» se substitue à la coopération de tous et de toutes.

COMMENT LES «HOMMES ANCIENS» PEUVENT-ILS CREER «L'HOMME NOUVEAU» ?

Un jeune poète lyrique demande à Ernesto Cardenal : «On dit qu'à Cuba, on crée l'homme nouveau, et je le crois, mais comment des hommes anciens peuvent-ils bien créer l'homme nouveau ? Le stalinisme est toujours aux aguets pour tenter de détruire la révolution... ». Ernesto Cardenal rapporte le contenu d'un discours improvisé que Fidel Castro a tenu en sa présence devant des étudiants et où ses idées ne se distinguent pas beaucoup de celles de Che Guevara. Il développait face aux étudiants une conception de la formation : «La formation va main dans la main avec le travail et le travail va main dans la main avec la formation. L'université devrait descendre dans les fabriques et les fabriques aller à l'université. Les étudiants devraient aussi être des ouvriers et les ouvriers des étudiants. Il n'est pas juste qu'un homme soit intellectuellement actif toute une vie, alors que l'on condamne

l'autre pour toute son existence à un travail d'esclave».

Il répétait que chaque être humain devait accomplir des tâches intellectuelles et manuelles, sinon on en reviendrait à une nouvelle société de classes. «Si l'on abandonnait ce point, toute la révolution pourrait s'effondrer. Le capitalisme est très dangereux dans la mesure où il est très séduisant. Il répond à tous les instincts de l'être humain : son égoïsme, sa cupidité, sa paresse, ses mille façons de se prostituer, son goût de l'usure. Le socialisme est face au capitalisme dans une situation très défavorable, car le socialisme signifie sacrifice. Son idéal ne doit pas être une société de consommation — et à la place de 'consommation', il faudrait dire société de 'gaspillage'. Sous le capitalisme, on fabrique des marchandises pour les jeter peu après. Cent à cent cinquante millions de voitures épuisent aux Etats-Unis les réserves en

Mais la question se pose : comment cette conception de Fidel a-t-elle cédé la place aux pratiques, inspirées de la bureaucratie soviétique, de «l'intéressement matériel» en tant que moteur principal, sinon unique, dans la construction du «socialisme» ?

Le numéro trois du régime cubain, Carlos Rafael Rodrigues, répond assez franchement à cette question, dans une interview accordée au journal *Le Monde* (numéro du 29 avril 1980) : «Nous avions tendance à considérer, dans le passé, que la conscience suffisait à résoudre les problèmes et nous avons exagéré dans ce sens. Pour y remédier, nous avons entrepris de mettre en place un ensemble de mécanismes économiques dont le principe de base est que 'chacun doit recevoir en fonction de la quantité et de la qualité de son travail'. Mais nous courons ces derniers temps le risque d'exagérer le rôle des automatismes écono-

miques, sans prendre en compte de problème de la conscience. La direction de la révolution est alors intervenue d'une façon tranchante, claire et précise, pour poser le problème.»

A notre avis, ce balancement entre les «stimulants matériels» et les «stimulants moraux — c'est-à-dire l'exhortation morale — ne résoud pas, ne peut pas résoudre le problème. Ce dont il s'agit, c'est

la possibilité des masses de contrôler et de gérer toute l'organisation de la production. Sinon, les «stimulants matériels» risquent d'être des «stimulants» pour la seule bureaucratie, — et le stimulant moral» devient du prêchi-prêcha vide de sens, qui laisse la masse indifférente, parce que s'opposant à l'expérience qu'elle accumule au cours de la vie quotidienne.

«SANS LA REVOLUTION, JE NE SERAIS RIEN»

Lors d'une discussion à laquelle participent une secrétaire syndicale allemande, le chef de la commission ouvrière d'une grande entreprise de RFA, ainsi que, du côté cubain, une jeune professeur d'allemand et une secrétaire, je pose la question suivante au président d'un CDR (*Comité de Défense de la Révolution* — une organisation de base dont font partie le plus souvent la totalité des adultes d'un quartier ou d'un bloc d'habitation) : «*Qu'est-ce que la révolution t'a apporté à toi, personnellement?*» Le président, un communiste de 43 ans, me répond sans hésitation : «*La révolution m'a donné une nouvelle vie*». Un peu sceptique, j'en aimerais savoir davantage. Il se met alors à raconter :

«*Je travaillais dans une plantation de tabac dans la province Oriente. Je gagnais entre 50 et 60 pesos par année (1 peso égale environ FF50). Mais nous ne les touchions pas toujours, parce que nous devions acheter dans le magasin du propriétaire de la plantation les vivres indispensables et nous y faisons constamment des dettes. Une femme gagnait 80 pesos l'an. Mais elle devait faire tous les travaux ménagers, faire la cuisine, nettoyer, faire la lessive, s'occuper des enfants et, si elle était jolie, coucher avec le patron.*

«*Je me suis aussitôt lié aux hommes de Castro et j'ai combattu avec eux. Aujourd'hui, je sais lire et écrire. Je suis chauffeur au service de la ville ou du gouverne-*

ment. J'habite ici dans cette construction récente. J'ai une famille, mes enfants vont à l'école, je gagne 208 pesos par mois.»

Les deux jeunes cubaines qui appartiennent au même CDR ne s'étonnent nullement des déclarations du «vétérane» de la révolution. Elles rient même lorsqu'il raconte comment les ouvriers vivaient auparavant. C'était un peu comme si un Allemand qui a fait la guerre, parlait des années de disette après 1945 à un jeune qui lui dirait incroyablement : «*Vieille baderne!*»

J'aimerais savoir en fait quelle est la tâche des CDR. «*Nous continuons de monter la garde, pas tant par peur d'une invasion américaine que pour des raisons de sécurité dans le quartier. Notre CDR compte 89 volontaires. Presque tous les adultes en font partie. Nous donnons des indications sur l'attitude morale ou sur la situation sociale des*

familles chaque fois que les autorités le demandent. Nous faisons en sorte que les femmes fassent des contrôles médicaux, que les enfants aillent à l'école, que les jeunes dès 17 ans remplissent leurs tâches, soit au travail, soit aux études. Nous n'avons aucune compétence policière. Lorsqu'il y a des vols, nous faisons intervenir la police. Nous nous occupons aussi de savoir si quelqu'un a des problèmes dans son entreprise ou à l'éco-

le. Une fois par mois, tous les membres du CDR se réunissent et discutent ensemble les questions politiques les plus importantes.»

Je demande alors qui intervient, lorsque, par exemple, un homme bat sa femme ou qu'une femme bat son mari — cette dernière question déclenche l'hilarité générale, car cette idée, à elle seule, semble impensable dans une société où règne encore le «machisme». «*Non, ce n'est pas la tâche des CDR, mais celle des conseils de famille (consejo familiar)*».

La plupart du temps, on élit le président des CDR, mais parfois aussi on le désigne. Cela fait un peu penser aux hommes de confiance dans les syndicats allemands.

Nous ne cessons de rencontrer des gens de la génération qui a fait elle-même la révolution et dont les réponses sont semblables à celles du président du CDR. L'un de nos interprètes, un noir, raconte que son père était un travailleur dans une fabrique de sucre et qu'il avait du travail pour à peine la moitié de l'année. Ses trois enfants mendiaient dans les habitations des riches pour arriver à vivre pendant toute l'année. L'un même a eu la possibilité, grâce à la révolution, d'étudier la météorologie en RDA; l'un de ses frères est devenu enseignant, l'autre ingénieur.

Manfred Cotta écrit dans son reportage sur Cuba, paru dans l'hebdomadaire *Der Stern* (sept. 80), qu'il a demandé un jour à un homme chauve, au visage énergique qui faisait la queue devant un magasin et s'impatientait. «*Companero, que pensez-vous de la révolution?*» Après avoir hésité, il lui aurait répondu : «*En 1958, j'étais au chômage, j'avais 17 ans et aucun espoir. Et puis Fidel est venu. Je suis allé à l'école, à l'université. Aujourd'hui, je suis ingénieur pour les installations frigorifiques et mon fils étudie la médecine, sans la révolution, je ne serais rien*». Mais à la question de

savoir ce que son fils étudiant pensait de la révolution, il a répondu: « *Qu'est-ce que vous voulez, pour lui tout va de soi. Il ne voit que ce qu'il ne peut pas avoir* ».

Nous faisons la même expérience en questionnant une jeune Cubaine, professeur d'allemand. Nous voulions savoir comment elle avait pu se procurer une petite villa. Elle nous raconte qu'avant la révolution, lorsqu'elle était encore enfant, elle avait «habité» avec ses parents et ses deux frères exactement vis-à-vis, dans un garage au milieu des autos. Son père était ouvrier. Après la révolution, on avait donné cette maison à la famille. Elle appartenait auparavant aux *gusanos* (les «vers de terre», — c'est ainsi que l'on appelle les émigrants vers les USA). Bien qu'elle gagne environ 200 pesos par mois, elle dit qu'elle ne s'en tire pas (et elle vit seule!) Elle aussi ne voit que ce

qu'elle n'a pas et elle s'irrite de la tutelle qu'elle subit. Elle avait environ 6 ans lors de la victoire. Pour elle, c'est un événement ancien qui ne la touche presque plus.

Dans l'ascenseur d'un hôtel de la petite ville de Santa Clara, la liftière est plongée dans une lettre. Je lui demande en riant : « *C'est sans doute une lettre d'amour?* » « *Oh, non,* » répond-elle, « *c'est une lettre de mon fils. Il est instituteur et s'est engagé volontairement pour deux ans au Nicaragua. Mon fils est internationaliste!* » Elle dit cela avec fierté et me montre une photo qu'il lui a envoyée.

Pendant quelques secondes, je me mets à rêver de l'ouvrier ou de l'ouvrière allemande qui seraient fiers de leurs enfants internationalistes! Nous sommes à mille lieues de ce rêve. A Cuba, il est, qu'on le veuille ou non, possible!

domadaires) ont été construits - c'est d'ailleurs aussi là que les quelque 1200 habitants organisent leurs fêtes. Il y a un «centre d'achat» avec un coiffeur, des infirmières, une pharmacie, une cafétaria et une «station sociale» où des retraités jouent aux dames. Le «supermarché» n'est que très peu semblable à ce que l'on connaît sous ce nom dans nos pays: quelques rayons avec quelques vivres, des textiles et des produits de nettoyage.

Nous rendons visite à une famille dans un des nouveaux blocs locatifs. Tous les appartements sont agencés de la même façon. Six personnes dorment dans 3 chambres à coucher et disposent d'une pièce de séjour, qui fait penser au «baroque» d'une ville industrielle. La cuisine est équipée d'un frigo et d'un fourneau électrique. Il y a des toilettes, une douche et un appareil de télé. Tout cela a été imaginé par le gouvernement pour rendre attrayante la vie nouvelle et autonome de la classe paysanne.

La famille compte 6 personnes dont trois gagnent de l'argent pour le ménage, ce qui fait ensemble 398 pesos par mois (160, 138, et 100 pesos). Ils ne déduisent de cette somme ni impôts, ni assurance sociale — c'est leur salaire net.

Pour rappeler la vie antérieure des paysans, on a construit une sorte de musée, une de ces misérables huttes avec un toit de palme, des entourages de lit métalliques et des couvertures minables, sans eau, ni toilettes, ni douche. Dans la cuisine, il y a un four en brique avec quelques casseroles, une table branlante et des chaises.

L'école à 6 niveaux de La Yaya est un «semi-internat» où l'enseignement va de 8 heures du matin à 16 heures. Deux cent cinquante élèves la fréquentent, dont 118 qui y mangent à midi (les autres rentrant à la maison). Après la sixième année, les élèves quittent l'école et poursuivent leur formation dans une autre école où, jusqu'à la neuvième année comprise, le travail et l'enseignement sont liés. Il y a

LES JARDINS D'ENFANTS ET LA FERME COLLECTIVE

Dans le jardin d'enfants «petit Lénine» (*Circulo Infantil «pequeno Lenin»* de Santa Clara), il y a 191 enfants âgés de deux mois à six ans. Quarante femmes y travaillent: 25 comme éducatrices, 3 à la direction, 2 comme infirmières. Les employés travaillent 8 heures par jour, mais, dans le jardin d'enfants, l'horaire est de 6 heures du matin à 6 heures du soir.

Une fois par semaine un médecin et un psychologue viennent faire un contrôle. Les activités sont adaptées à l'âge des enfants.

Pour les enfants de 6 ans, il y a une sorte d'école enfantine avec un enseignement préscolaire.

Les assistantes n'ont aucune formation pédagogique. Souvent, ce sont des femmes d'un certain âge, des mères de famille. Les éducatrices ont fréquenté pendant 4 ans un institut pédagogique. Pendant les 6 derniers mois, elles ont fait un stage.

Il y a une association des parents d'élèves avec des réunions 4 fois par an. On y débat de questions pédagogiques et aussi des problèmes de nourriture. Dans la ville de Santa Clara, il y a 21 jardins d'enfants. Cela ne suffit pas, et de loin! C'est pourquoi l'on y accepte seulement les enfants des femmes qui travaillent. Huit femmes parmi les 43 font partie du PC et neuf de son organisation de jeunesse. Mais le parti n'est compétent que pour l'éducation des employés, et non pas pour celle des enfants.

Notre visite de la gigantesque ferme La Yaya laisse des souvenirs ineffaçables. On y compte 50000 bœufs et vaches qui donnent un million de litres de lait par jour. Les ouvriers agricoles cultivent une surface de 20000 ha: autrefois, ils étaient eux-mêmes des paysans indépendants. Ils ont vendu leur terre à l'Etat et ont aussitôt reçu un appartement complètement aménagé. Une école et un théâtre en plein air (avec des représentations heb-

ensuite «l'internat» pour les 10e, 11e, et 12e années. Là, les élèves ont droit à une visite chez leurs parents toutes les deux semaines ou peuvent recevoir leurs parents à l'école.

Bien que tout l'enseignement repose sur le principe de la réussite individuelle, il est rare de voir quelqu'un échouer. Pour les enfants caractériels, il y a dans chaque province un centre de diagnostic. Les enfants peuvent y être mis en observation, pour qu'ensuite l'on puisse prendre les mesures appropriées avec les parents.

OU DONC LA CHATTE A-T-ELLE MAL AU PIED ?

On pourrait allonger à l'en-
vi la liste des exemples positifs.
Et pourtant, il reste une ques-
tion : qu'en est-il advenu de
l'objectif de «l'homme nou-
veau» ?

N'y a-t-il vraiment plus de
délinquance juvénile ? Si elle
existe ! et plus encore
depuis un certain temps. La
«société de consommation» qui
se développe, influencée par les
flots croissants de touristes et
par les visites en masse des émi-
grés cubains vivant aux Etats-
Unis et qui ont la permission
depuis peu de rendre visite à
leur parenté, gonflés et arro-
gants comme des Allemands
de l'Ouest en RDA, tout cela
rend encore plus attrayant tout
ce que l'on ne peut pas acheter
à Cuba, ou ne trouver qu'à
des prix exorbitants.

La prostitution ? Les prosti-
tuées surgies de la misère,
qui étaient 100 000 à La Ha-
vane seulement, ont toutes dis-
parues après la révolution. Ces
prostituées — qui se donnèrent
le nom de «filles de Fidel» —
ont toutes été recyclées. Mais
il y a aujourd'hui de nouveau
une prostitution de luxe. Elle
n'a pas un poids énorme, mais
elle apparaît partout où il y a
des touristes. Ce sont des jeunes
filles, parfois des femmes ma-
riées ou même des femmes en-
voyées «sur le trottoir» par des
maquereaux. Ces femmes es-
pèrent toutes acquérir par leur
corps un morceau de la «société
de consommation».

Est-il possible d'exercer ou-
vertement la critique ? On n'ar-

rêtera personne parce qu'il
roupspète. Mais le cadre institu-
tionnel pour une critique fon-
dée serait une presse libre, des
partis politiques diversifiés re-
connus par la Constitution cu-
baine, des syndicats libres. Il
n'y a rien de tout cela. La
presse est ennuyeuse, mono-
tone, monocouleur et ne se dis-
tingue que sur un point de celle
des pays du «socialisme existant
réellement» : elle rappelle pres-
que chaque jour des événements
de la révolution. Mais la jeun-
esse, assoiffée d'action, cette
jeunesse rebelle, ne peut pas
s'échauffer aux actes héroïques
du passé...

Certes, il y a des milliers de
jeunes qui s'engagent volonta-
irement pour des tâches dans
d'autres pays d'Amérique latine
ou d'Afrique. Là aussi, Cuba se
distingue de la plupart des
Etats «socialistes», où la jeun-
esse, rendue cynique par l'atti-
tude de la bureaucratie, a tour-
né le dos au socialisme et à la
révolution. Mais à Cuba aussi,
de larges couches de jeunes
sont démoralisées.

Les exemples négatifs («d'en-
haut», au faite de l'administra-
tion, les privilèges, l'égoïsme,
l'indifférence, tout ce que Ru-
dolf Bahro appelle «l'irrespon-
sabilité organisée», se propage
aussi vers le bas.

Une révolution peut être
forcée, pour des raisons ob-
jectives, à battre en retraite.
Elle peut, par exemple, être
contrainte à instaurer un
salaire lié au poste et le met-
tre à la place de «l'appât mor-
al», et cela pour toutes sortes
de catégories, comme les spécia-
listes par exemple, que l'on
ne peut former en masse du
jour au lendemain avec une
conscience nouvelle. Mais une
société qui se trouve sur le
chemin du socialisme, ne doit
jamais idéaliser et normaliser
«ces concessions inévitables»,
ne doit jamais perdre de vue
ses objectifs réels. Elle se doit
d'appeler les choses par leur
nom, expliquer le pourquoi
d'une retraite, au lieu de faire
coller chaque fois l'idéologie
officielle aux besoins quoti-
diens et de déclarer que le
salaire, lié au poste, ou même
le salaire aux pièces, c'est le
fondement du socialisme !

Mais ce qui est plus impor-
tant encore : il ne faut pas ap-
pliquer les mêmes mesures aux
communistes qu'aux «spécialis-
tes» entâchés de préjugés bour-
geois. Leur position même au
plus haut échelon de la hiéran-
chie politique et économique
ne doit pas être liée à des
privilèges. Sans quoi, le parti
révolutionnaire va se détour-
ner de ses buts à cause des
«grimpions». Sans quoi, beau-
coup de gens vont succomber
à la tentation d'utiliser le
parti pour obtenir un poste
bien payé. Il faut revenir au
principe léniniste qu'aucun
communiste dans une société
de transition au socialisme ne
doit gagner davantage qu'un
ouvrier spécialisé, que les com-
munistes doivent donner l'exem-
ple, par leur propre comporte-
ment, de la société future.

Il faut aussi que toutes les
formes de vie alternatives, celles
surtout de la jeunesse et des
mouvements de la jeunesse so-
cialiste ou communiste, retrou-
vent un espace nouveau. Ne
serait-ce pas une aventure gri-
sante pour un jeune qui quitte
l'internat que d'aller dans une
commune et d'y organiser sa
vie, libre et sans être tracassé
par la bureaucratie ? Les jeun-
es pourraient par exemple
construire ensemble des entre-
prises, les diriger, lier des sec-
teurs industriels à des coopé-
ratives agricoles et y développer la
solidarité.

Ça ne serait plus alors les
cheveux longs, les jeans ou les
formes nouvelles de la musique
qui seraient la principale expres-
sion de leur rébellion (on peut
penser cependant qu'ils resté-
raient sans doute une partie de
leur forme de vie), mais le mé-
pris infini de la «société de con-
sommation» !

«L'homme nouveau» de
Che Guevara n'est pas un mira-
ge. Il peut être la source vivante
d'une marche progressive vers le
socialisme. Cuba pourrait rega-
gner sa jeunesse, en lui rendant
la possibilité d'un épanouisse-
ment libre, au sens du Che. En
revanche, Cuba peut perdre sa
jeunesse, en cheminant sur les
sentiers glissants du «socialisme
existant réellement», c'est-à-
dire de la société de transition
bureaucratiquement dégénérée.

La crise du colonialisme tardif

J.L.D

TROIS-MILLE travailleurs dans les rues de Fort de France criant leur colère, exigeant une politique contre le chômage, l'amélioration de leur pouvoir d'achat, le départ des troupes de répression... Deux jours (17 et 18 avril) de grève générale : dockers, ouvriers municipaux, ouvriers agricoles, travailleurs de l'électricité, de la petite métallurgie, du bâtiment, du commerce, de la petite industrie, enseignants, etc. se retrouvèrent au coude à coude à l'appel du «Comité de Coordination» des syndicats et des différents courants du mouvement ouvrier: Dijoud, ministre français des colonies, peut mesurer à l'aune de cette mobilisation le «succès» de sa politique aux Antilles!

Rarement pourtant l'appareil de propagande anti-populaire a été aussi largement mis à contribution contre une grève.

L'enjeu était de taille. Les yeux de beaucoup étaient en effet tournés vers les Antilles, à la suite d'une formidable campagne d'intoxication menée par la presse bourgeoise française. Annoncée en novembre 1979 par un article du journal *Le Point* traitant du «complot castriste» dans les Antilles française elle répondait clairement aux ordres du ministre giscardien des DOM.

Cette campagne, les déclarations fracassantes auxquelles elle a donné lieu («*Les Antilles resteront française, que cela plaise ou non*»... «*L'ordre sera maintenu et on s'en rendra compte sous peu*» Dijoud), l'envoi de deux escadrons de gardes mobiles, visaient un but précis : prévenir les explosions

sociales qui structurent l'horizon antillais, intimider au maximum le mouvement ouvrier et anti-colonialiste, placer ouvertement la France comme gardienne sûre de l'ordre impérialiste dans toute la région.

LE COLONIALISME TARDIF...

Car la politique française dans ses colonies d'Amérique comporte des impératifs qui prennent en compte l'ensemble du champ de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Dans le cadre de la concurrence inter-impérialiste, aggravée par la crise, l'impérialisme français prétend utiliser les Antilles comme plateforme pour l'agression économique, diplomatique, voire militaire de la zone.

Cette stratégie suppose, compte tenu de l'incertitude de la solution néo-coloniale dans un pays à tradition ouvrière non négligeable, une consolidation de la présence française, une modernisation capitaliste des archaïsmes économiques et pour cela, une mise au pas du mouvement ouvrier. Mais il y a loin du projet à la réalisation.

Le gouvernement français a vécu le score électoral positif de la droite en mars 78 comme un encouragement à mettre les bouchées doubles dans l'exécution de sa politique.

Dans une résolution de son Comité Central en mars 78, le Groupe Révolution Socialiste pronostiquait: «*Pris du vertige du succès, le pouvoir colonial créera peu à peu les conditions d'une contestation violente de ses exactions*».

De fait, avec la lente reprise ultérieure des luttes ouvrières, inaugurée en Guadeloupe par

une grève combative des travailleurs de la SIG (société immobilière), on vit ressurgir le casque colonial ! Les CRS furent lancés contre les grévistes de la SIG. Peu de temps après, un déploiement impressionnant de gendarmes s'abat- tit sur les dockers en grève à Fort de France. Par la suite, ouvriers du bâtiment et ouvriers des garages en Martinique subirent les mêmes interventions. Dans la même période, l'appareil policier et judiciaire fut mobilisé contre la jeunesse, contre les militants, contre la presse d'opposition.

On décida d'inculper des enseignants, lycéens, parents d'élèves d'un lycée de Martinique, à la suite de la «séquestration» du proviseur, afin d'obtenir la réouverture du lycée fermé après une mobilisation des élèves contre deux professeurs français. Un autre enseignant fut lourdement condamné après un affrontement avec le chef d'établissement français, qui lui, fut muté, mais nullement inquiété.

De même, un «coup de filet», opéré contre une dizaine de jeunes Martiniquais a permis de lever le voile sur les brutalités policières dans les gendarmeries, sur les protections dont jouissent les militaires français dans les colonies, sur le parti pris de l'administration judiciaire. Le crime des jeunes emprisonnés, dont l'un a trouvé la mort en prison, dans des conditions plus que suspectes, est d'avoir riposté aux violences et aux agressions des militaires français sur une plage.

A Basse-Terre (en Guadeloupe), une manifestation visant à imposer la publicité des débats du Conseil général fut réprimée, tandis qu'à Fort de France, une manifestation anti-

colonialiste, le 14 Juillet 1979, violemment agressée par la police, se soldait par un mort dans la foule.

LA RESISTANCE DES MASSES

Le tableau dépeint ci-dessus est révélateur : la politique du pouvoir se heurte à une vive résistance de masse qui se manifeste selon deux axes : les luttes sociales et la lutte contre la répression.

Sur le plan revendicatif, outre les grèves signalées plus haut, et portant sur la défense du pouvoir d'achat, plusieurs actions firent monter la tension : blocage des rues de Fort de France pendant une matinée entière par des centaines de chauffeurs de taxi mécontents; en novembre 79, grève générale de la fonction publique (quatre jours à la Martinique, deux jours en Guadeloupe) et grandes manifestations contre le projet gouvernemental de porter te à « l'indemnité de vie chère », journée ville morte au Lamentin en Martinique, comme point culminant d'une mobilisation contre la fermeture d'une usine sucrière (Lareinty), grève et grande manifestation en Guadeloupe contre la fermeture d'une autre usine sucrière (Blanchet).

L'année 1980 débuta par la mobilisation des travailleurs de l'usine Antilles-Plastiques en lutte contre la fermeture, celle des ouvriers agricoles de Martinique (manifestation contre les licenciements et pour un dédommagement réel après le cyclone David), celle des travailleurs des assurances pour défendre leur pouvoir d'achat, celle des travailleurs de l'enfance inadaptée contre un licenciement, etc.

Contre la répression, la grève de la faim d'un enseignant frappé permit une sensibilisation de l'opinion (il y eut deux manifestations). Un meeting unitaire répondit à l'inculpation des enseignants, élèves et parents d'élèves du lycée de Trinité en Martinique: Mais surtout une large mobilisation aux mois

de juin et juillet 1979 à Fort de France, a arraché (après une dizaine de meetings de quartiers, tenus à Fort de France, au Lamentin, trois manifestations et l'occupation des locaux de la télévision) la mise en liberté des jeunes emprisonnés, leur condamnation par la suite étant jugée insuffisante par l'administration.

C'est donc le développement de cette radicalisation que le colonialisme a voulu stopper. Mal lui en prit. Le bruit des bottes coloniales ne provoqua pas la protestation espérée. Il souleva une indignation telle que même une partie de la droite exprima ouvertement son scepticisme sur la méthode. Un meeting unitaire combatif et les deux jours de grève générale des 17 et 18 avril traduisent la tendance ascendante du mouvement de masse.

LA POLITIQUE DES ANTICOLONIALISTES

Après des décennies de luttes où la revendication de la démocratie (libertés politiques, défense de la dignité, antiracisme) était le seul complément apporté aux dures luttes syndicalistes-économistes, la question nationale antillaise a surgi à sa véritable place: celle de question centrale de la période.

Les circonstances historiques originales ont une part importante dans l'explication de cette tardive émergence:

* inexistence d'une nation antérieurement à la colonisation, ou plutôt rupture totale avec les peuples caraïbes existant et qui ont été totalement exterminés;

* violence des antagonismes de classes interdisant toute «unité nationale» entre esclaves et esclavagistes;

* assimilationisme «spontané» de la petite bourgeoisie plus confiante dans la démocratie bourgeoisie française que dans «l'exclusivisme» des colons racistes;

* assimilationisme forcené de la politique française dans les

files par rapport au pragmatisme britannique; etc...

Mais la politique stalinienne (économisme syndical dont la traduction politique ne pouvait être que l'assimilationisme — jusqu'aux années cinquante — incompréhension de la question nationale, sectarisme...) a une part de responsabilité décisive dans l'évolution des rapports de force au sein du mouvement anti-colonialiste.

Le quatrième Congrès du GRS en décembre 1979 a clairement défini une tâche politique centrale: conquérir avec le mouvement ouvrier et sur la base de ses intérêts propres, la direction de la lutte de libération nationale.

La réalisation de cette tâche est loin d'être aisée. D'abord parce que la combinaison de l'aggravation de la crise coloniale d'une part, et le retard du mouvement ouvrier sur la question nationale d'autre part, crée un créneau propice au développement de toutes sortes de populismes (populisme économique, culturel, raciaolide), plus favorables à la récupération nationaliste qu'à la transcroissance socialiste.

Ensuite parce que les PC, responsables en partie de leur relative perte de terrain face aux nationalistes, sont eux-mêmes tentés par un alignement sur le langage nationaliste petit-bourgeois au lieu d'une politique hardie pour lier la question nationale et la question sociale. Le rôle des marxistes-révolutionnaires, et en particulier du GRS, sera déterminant pour établir cette liaison.

Nos axes de lutte, qui combinent notamment la bataille concrète pour l'unité et l'indépendance de classe du prolétariat, la lutte permanente pour les libertés démocratiques et la mise en avant de solutions politiques (constituante) s'inscrivent dans cette perspective.

Le problème central aujourd'hui est de provoquer la fusion de la combativité sociale encore fortement écono-

miste avec la radicalisation politique qui s'exprime dans les appareils pour aboutir à un puissant mouvement anti-colonialiste des masses dans la perspective de la lutte pour l'indépendance.

Cette marche vers l'indépendance, nous la voulons liée étroitement aux luttes de nos frères dans l'ensemble du bassin caraïbe. L'idée d'une Fédération des Etats socialistes de la Caraïbe, adoptée à notre premier congrès en décembre 1973, ne peut plus provoquer le scepticisme. Tous les courants anti-colonialistes ont dû, à des degrés divers et suivant leur propre idéologie, installer la dimension caraïbe dans leurs préoccupations.

Nos efforts actuels pour mettre en place, en Martinique et en Guadeloupe, des comités unitaires de solidarité avec les peuples de la Caraïbe (Grenade, Nicaragua, Haïti...) sont notre façon à ce niveau de mettre nos actes en accord avec nos paroles. □

20 avril 1980

LES FORCES ANTI-COLONIALISTES

LES PARTIS COMMUNISTES ANTILLAIS

Les partis communistes de Martinique et de Guadeloupe ont longtemps bénéficié d'une absence complète de forces organisées sur leur gauche. Ces partis résultent d'une greffe stalinienne (via le Parti communiste français) sur un mouvement ouvrier d'origine syndicaliste, influencé par la version coloniale du socialisme jaussien. Leur transcroissance en partis de masse se fit à la Libération où ils contrôlaient de fait la majorité de l'électorat.

Au cours des années, ils s'adaptaient à l'économisme syndical ambiant et ils réussirent par leur dynamisme à faire triompher le vieux rêve assimilationniste et vaguement égalitaire de la petite-bourgeoisie locale. Les contradictions de l'assimilationnisme conduisirent chez eux à une crise de conscience qui aboutit à un tournant en catastrophe vers l'autonomisme.

La montée de la révolution coloniale (Vietnam, Algérie, Cuba), puis la «révolution culturelle» chinoise, combinée avec les pulsions spontanées du mouvement de masse (émeutes de décembre 1959 en Martinique, grèves et luttes sanglantes de mai 1967 en Guadeloupe...) allaient créer les bases du surgissement des forces de gauche au sein et au dehors de ces partis.

Des facteurs objectifs (diminution sociologique de la classe ouvrière agricole et sucrière) ajoutés à leurs faillites politiques (hésitation devant le problème national, sectarisme «anti-gauchiste»...) expliquent la perte d'influence contre laquelle ils se battent aujourd'hui.

LE PARTI PROGRESSISTE MARTINQUAIS (PPM)

Le PPM, dirigé de — très — loin par le prestigieux poète Aimé Césaire, n'a pas d'équivalent en Guadeloupe. Produit d'une scission dans le PCM (sous la pression à la fois du problème national et de la politique de l'URSS — intervention en Hongrie de 1956), il fut au départ prisonnier d'une pléiade de politiciens bourgeois qui ne tardèrent pas à faire, par leur désertion, la preuve des difficultés d'un anti-colonialisme bourgeois aux Antilles.

Parti d'influence plébéenne mais d'idéologie nationaliste petite bourgeoise, le PPM réussit à combiner, pour se hisser au niveau d'influence du PC, le prestige de Césaire, le contrôle de la mairie de Fort de France, le phénomène populiste et les lacunes du mouvement ouvrier.

LES NATIONALISTES RADICAUX

Ils apparaissent, soit comme une évolution discrète et honteuse du maoïsme des années 1960, soit comme un durcissement des courants national-réformistes.

En Guadeloupe, ils se structurent autour d'une réalité syndicale (l'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens), fruit d'une exploitation par des ex-maoïstes des lacunes de la CGTG dans le secteur agricole. Leur expression politique (Union Populaire de Libération de la Guadeloupe) se heurte à l'obstacle de leur conception syndicale-économiste. Leur position indépendantiste ne suffit pas à en faire une alternative réelle aux autonomistes du PCG. Leur mensuel cherche à protéger une hégémonie problématique sur les divers projets nationalistes-radicaux.

En Martinique, le nationalisme radical, s'organise aujourd'hui autour de deux pôles: le mouvement «La Parole au Peuple» et «sa» mairie ((Rivière Pilote), le syndicat «Centrale Syndicale des Travailleurs Martiniquais» dirigé par un Frantz AGASTA qui ne parvient pas, dans le mouvement ouvrier, à faire oublier un passé peu reluisant de collaboration de classe avancée (sous étiquette Force Ouvrière de Bergeron).

Ces deux pôles, non fusionnés parce que nés de pratiques trop différentes, n'arrivent pas à attirer tous les francs-tireurs du nationalisme radical.

LES MOUVEMENTS MARXISTES-REVOLUTIONNAIRES

Le groupe «Combat Ouvrier» est une création, dans l'émigration antillaise en France, de l'organisation trotskyste française «Lutte Ouvrière». Organisés dans les deux îles, ils disposent d'une influence dans certains syndicats et publient depuis un an un hebdomadaire.

Leur économisme, s'il a facilité un développement initial, ne peut résister aux exigences politiques de la question nationale antillaise.

La section antillaise de la IVe Internationale (le GRS) résulte de la rencontre de forces issues du PCM avec des militants venus des mouvements lycéens et étudiants aux Antilles et dans l'émigration antillaise en France. L'adhésion à la IVe Internationale au premier congrès de décembre 1973 concrétisait les bases du regroupement originel (révolution permanente, internationalisme).

L'organisation travaille en liaison avec les jeunes révolutionnaires de «Jeunesse d'Avant-garde», publie un hebdomadaire, possède une présence non négligeable dans les syndicats en Guadeloupe et en Martinique; un de ses militants est à la tête d'une municipalité d'unité anticolonialiste en Martinique. Elle édite une «revue politique et culturelle» (Tranchées), et de fréquentes brochures:

Son quatrième congrès tout en revenant sur les appréciations trop optimistes des premières années, a redéfini les moyens d'une orientation résolue vers les masses, dans la perspective de construction du parti ouvrier révolutionnaire dont les Antilles ont besoin.

Le voyage d'Enrico Berlinguer en Chine

Anna LIBERA

«*Les rapports entre le Parti communiste chinois et le Parti communiste italien sont pleinement rétablis*». C'est par ces mots que Hu Yaofang, secrétaire du PCC, a accueilli le 15 avril à Pékin la délégation du PCI dirigée par Giancarlo Pajetta et Enrico Berlinguer; par l'homme-Pajetta - qui a présidé, du côté italien, à la rupture en 1965 et par celui - Berlinguer - qui, depuis, a le plus œuvré à les rétablir.

Ce voyage représente à l'évidence un grand succès de la diplomatie internationale du PCI. Mais son importance ne réside pas seulement dans la rencontre entre les deux partis les plus hérétiques — chacun à sa manière — de «mouvement communiste international». Ce voyage survient à un moment précis de l'évolution de la politique de ces deux partis et il permet à la fois de marquer l'importance de cette évolution et ses limites intrinsèques.

Pour le parti communiste chinois, cette rencontre se produit alors qu'il s'est engagé depuis plusieurs années dans une «ouverture sur le monde». Celle-ci correspond autant à des nécessités de politique interne: obtenir l'aide de la science et de la technologie occidentale pour mener à bien les «quatre modernisations», qu'à sa volonté de rechercher des alliés pour faire pression sur l'URSS — toujours considérée comme l'ennemi principal — et arriver, avec cette dernière, à un *modus vivendi* à la manière des Yougoslaves, qui lui permettrait de tourner tous ses efforts vers son développement économique. C'est la raison pour laquelle cette ouverture ne se fait pas seule-

ment en direction des gouvernements impérialistes (USA, Japon, Europe), mais également vers des secteurs du «mouvement communiste international».

Il y a d'abord eu le rétablissement des contacts avec le PC roumain dès 1970 (Ceaucescu se rend officiellement à Pékin en 1971), puis avec les Yougoslaves (voyage de Tito à Pékin en 1977 et de Hua Kuofeng en 1978 à Belgrade); c'est maintenant le tour du PCI, et on ne peut douter que la direction du PC chinois voit en celui-ci un pont vers les autres partis «eurocommunistes» et d'autres forces du mouvement ouvrier occidental. Ceci semble d'ailleurs confirmé non seulement par la publicité faite autour du voyage de Berlinguer dans la presse et à la télévision chinoises, mais par les explications données aux cadres et aux membres du PCC: «*A l'intérieur du parti on explique que, dorénavant, la Chine recherchera patiemment mais résolument le contact avec les autres partis communistes et avec les autres forces qui, d'une façon ou d'une autre, font référence au socialisme.*» (1)

Le PCI, quant à lui, poursuit par ce voyage sa politique internationale autonome fondée sur le principe de «l'unité dans la diversité» du mouvement communiste mondial. La rencontre avec le PCC ne représente pas, pour les dirigeants communistes italiens, un «tournant» mais une matérialisation — combien éclatante à leurs yeux — de cette politique. Ils ont avant tout, au cours de leur voyage, tenu à préciser à la fois que «*personne ne pouvait penser que le but et les résultats de cette rencontre sont tournés contre qui que ce soit, contre*

d'autres partis ouvriers, communistes ou progressistes» (2) et qu'ils agissaient en pleine indépendance, s'opposaient à toute ingérence dans les affaires d'autres partis et d'autres Etats, qu'ils parlaient «*à Pékin comme à Moscou ou à Rome*» (3).

Mais ce voyage survient à un moment particulier de l'évolution des rapports entre les différents PC (marqué entre autres par la récente polémique avec le PCF) où on a vu le PCI affirmer systématiquement ses positions «autonomes», n'hésitant pas à se ranger dans certains cas sur des positions philo-impérialistes (en particulier sur la question des euromissiles et de l'intervention soviétique en Afghanistan). Or, le voyage à Pékin s'est fait au moment même où le PCF et le POUP appelaient les PC européens à une confé-

1) Alberto Jacoviello, «La Repubblica», 16 avril 1980. Signalons qu'A. Jacoviello a été durant 32 ans journaliste à «l'Unità» et ces trois dernières années, en particulier, en tant que correspondant du quotidien communiste à New-York; il faisait office de représentant officieux du PCI aux USA. Après sa rupture avec le PCI, il fait son premier reportage pour «La Repubblica» (journal socialisant très anti-communiste) sur le voyage de Berlinguer à Pékin. Ce qui n'est pas sans intérêt dans la mesure où il a joué un rôle personnel en 1970 et 1972 dans la tentative de rétablissement des rapports entre le PCC et le PCI. Il est l'auteur d'un livre sur la Chine: «L'hypothèse chinoise», Le Seuil, Paris, 1973.

2) Enrico Berlinguer, au cours de la conférence de presse donnée le 14 avril à Rome, lors de son départ. «L'Unità», 15 avril 1980.

3) Giancarlo Pajetta, au cours de la conférence de presse finale de la délégation italienne à Pékin. «L'Unità», 23 avril 1980.

rence pour la paix à Paris les 28 et 29 avril. Avec d'autres partis, le PCI a nettement refusé de participer à une conférence qui allait à coup sûr servir les objectifs de la bureaucratie soviétique sur une série de questions. Il a rappelé à cette occasion son refus de telles conférences des seuls PC, non seulement parce qu'elles représentent une vision rigide du «mouvement communiste international» qu'il rejette mais aussi parce que la lutte pour la paix et le progrès doit impliquer toutes les forces socialistes et progressistes.

Il est certain que son voyage imminent à Pékin plaçait Berlinguer dans une position de force pour prononcer son refus: par sa politique d'ouverture qui trouvait là une importante concrétisation, n'œuvrait-il pas beaucoup plus efficacement à la détente et à la paix? C'est là, pour influencer sur les PC réunis à

Paris, une position bien plus forte que celle qu'il a adoptée sur les euromissiles ou l'Afghanistan. Car il est certain que le problème des rapports avec les communistes chinois reste, au-delà des polémiques, un point noir pour le PCUS et les autres PC et que, dans la recherche à tâtons de la bureaucratie soviétique sur cette question, le PCI peut s'avérer utile pour le futur. Ceci peut expliquer d'ailleurs que l'irritation certaine de Moscou face aux diverses initiatives du PCI ne se soit pas traduite par des attaques, même masquées, contre le parti de Berlinguer.

Enfin, pour les dirigeants communistes italiens, ce voyage revêt une importance presque symbolique, vu le rôle joué par la rupture sino-soviétique et ses conséquences dans l'élaboration de leur politique d'«unité dans la diversité» et l'évolution de leurs rapports avec Moscou.

L'HISTOIRE D'UNE RUPTURE DE QUINZE ANS

L'œcuménisme actuel des dirigeants du PCI n'a pas toujours été de mise. Quand survint la rupture entre la Chine et l'URSS en 1960 et que cette dernière retira toute son aide à la jeune République populaire, le PCI n'adopta pas une attitude «neutre» comme il cherche à le faire accroire aujourd'hui. Le vocabulaire fleuri du stalinisme restait de vigueur et les «serpents vénéneux» (Luigi Longo) chinois furent abondamment dénoncés et calomniés dans la presse du PCI et les discours de ses dirigeants. Que les chinois soient responsables de la rupture ne faisait aucun doute pour le PCI et Giancarlo Pajetta l'affirma à la tribune du Xe Congrès en décembre 1962 à Rome. La délégation chinoise y avait provoqué un incident en déclarant que sa présence était incompatible avec celle de la délégation yougoslave. Pajetta saisit l'occasion pour dénoncer le PC chinois en termes peuchois. Les communistes chinois rédigèrent alors leur fameux texte «*Encore une fois à propos de nos désaccords avec le camarade Togliatti*» qui devint le bréviaire de la lutte

anti-révisioniste menée par les groupes maoïstes d'Europe occidentale.

Mais le PCI modifia son attitude dès 1963 quand il apparut que les dirigeants soviétiques entendaient convoquer une conférence mondiale des partis communistes qui devait prononcer une condamnation du PC chinois. Togliatti ne changeait certes pas son opinion sur la responsabilité et les erreurs des maoïstes mais il voulait signifier son refus de toute «excommunication» d'un parti et affirmer par là sa conception du «polycentrisme». C'était avant tout une mesure d'auto-défense de son propre parti. Il voulait se protéger contre tout risque d'excommunication au moment où il s'engageait de façon décisive sur la «voie nationale» au socialisme, considérait avec intérêt l'expérience de centre-gauche qui se dessinait et s'insérait plus profondément dans la réalité italienne. En bref, il ne voulait pas que les dirigeants soviétiques fassent aux Chinois ce qu'ils pourraient faire au PCI à une autre étape.

A la veille de la publication du rapport Souslov qui

demandait un «rejet collectif» du PC chinois, l'*Unità* publiait un article de Mario Alicata mettant en garde contre le risque de voir le conflit sino-soviétique mener «chaque partie à rechercher les soutiens nécessaires pour (excommunier) le parti et l'Etat avec lequel il est en désaccord» et concluant que «un retour sur ce terrain représenterait, à notre avis, un sérieux recul pour tout le mouvement international, recul inacceptable pour nous...».

Le PCI multiplie alors les démarches pour faire renoncer les Soviétiques à cette conférence. Luigi Longo est envoyé en février 1964 à Moscou; en avril 1964 le CC du PCI envoie une lettre au CC du PCUS l'avertissant que la tenue de la conférence comme prévu serait une «erreur»; fin avril Pietro Ingrao et Berlinguer vont à Moscou, y restent 9 jours et reviennent bredouilles. Au comité central du PCI du 22 avril 1964 Togliatti dénonce les méthodes d'«*excommunications solennelles*» comme «*inutiles et dommageables*» et rejette la perspective d'une conférence mondiale.

Le PCUS change alors la date prévue pour la conférence, de juin à décembre 1964. Non satisfait, Togliatti se rend à Moscou en août pour faire une dernière tentative auprès de Krouchtchev: il trouve porte close, celui-ci fait une tournée en Sibérie. Il se rend à Yalta pour attendre une éventuelle entrevue et décide de mettre les positions de son parti par écrit dans ce qui deviendra le «*Mémorial de Yalta*», codification du polycentrisme et de la voie nationale et démocratique au socialisme. A peine a-t-il écrit ce document qu'il est victime d'une attaque cérébrale et meurt.

Une grande partie de ce «mémorial est consacrée à la «*meilleure façon de combattre les positions des Chinois*». Togliatti y explique que «seulement après une longue préparation qui pourrait durer une année ou plus, pourrait-on examiner la question d'une conférence internationale... De cette façon nous serions également

dans une meilleure position pour isoler les communistes chinois, en leur opposant un front plus compact, uni non seulement par une définition générale commune des positions chinoises, mais aussi par une conscience plus profonde des tâches communes de tout le mouvement de même que des problèmes concrets de chaque secteur. De plus, une fois nos tâches et notre ligne politique clarifiées, on pourrait même en venir à abandonner le projet de conférence si cela apparaissait nécessaire pour éviter une scission formelle (...). Il concluait que l'«unité de toutes les forces socialistes dans l'action commune, au-delà des divergences idéologiques, contre les groupes impérialistes les plus réactionnaires est une nécessité indispensable. Il est inconcevable que la Chine et les communistes chinois puissent être exclus de cette unité» (4). Ce document, qui est en quelque sorte l'ancêtre du compromis historique, a, depuis servi de guide à la politique du PCI dans ses rapports avec le «mouvement communiste international».

En 1965, Giancarlo Pajetta se rendait à Pékin pour rencontrer une délégation du PCC menée par Deng Xiaoping. C'est lors de cette rencontre que la rupture fut consommée entre les deux partis; pourtant le PCI n'en abandonna pas pour autant ses tentatives de retisser les liens avec les communistes chinois.

En juin 1969, lors de la conférence de Moscou des partis communistes, Enrico Berlinguer déclarait: «Le problème de la Chine demeure un problème objectif qui nous est posé dans toute sa portée... Nous voudrions souligner l'exigence de développer une action politique correspondant à la portée, à la complexité et à la gravité des questions soulevées par le problème de la Chine et, donc, d'initiatives qui tendent à renouer une discussion politique et à reconstruire des rapports unitaires. Et il est évident que tous les efforts qui doivent être faits dans ce sens devront tenir pleinement compte des exigences objectives de développement de l'écono-

mie et de la société chinoise et du rôle de la Chine dans le monde.» (5) (Rappelons que, à la même date, le PCI excluait de ses rangs les sympathisants maoïstes du *Manifesto*).

En 1970, Maria-Antonietta Macchiochi et Alberto Jacoviello, intellectuels communistes, sont envoyés en voyage officieux à Pékin pour tenter de reprendre contact avec le PCC. En vain. Les mêmes refont une tentative similaire en 1972, toujours sans résultat. En 1973 et 1974, alors que la polémique sino-soviétique redouble d'intensité, la presse du PCI regorge d'articles autorisés pleins de bienveillance envers la Chine. Giuseppe Boffa, principal soviétologue du PCI, rappelle à ce moment la position «neutraliste» de son parti dans le conflit sino-soviétique et s'il condamne la violence de l'expression des désaccords «de quelque côté qu'elle vienne», il salue les grands progrès réalisés par la Chine et conclut sur le refus du PCI de se laisser entraîner dans une croisade anti-chinoise. Le PCI craint en effet que le Kremlin n'envisage une nouvelle conférence pour condamner le PCC, et ses prises de positions ne sont décidément pas dans la note au moment où les PC d'URSS, de Bulgarie, de Hongrie, de Mongolie, de Pologne et de Tchécoslovaquie publient un livre collectif intitulé: *Le maoïsme, ennemi politique et idéologique du marxisme-léninisme* (Sofia, novembre 1974).

Au cours des années suivantes, les dirigeants et la presse du PCI continueront de suivre avec bienveillance l'évolution de la politique chinoise. Deux éléments guident le jugement de Berlinguer et de ses collègues. Tout d'abord, après le gauchisme débridé de la période de la révolution culturelle, le «réalisme» des successeurs de Mao les rassure et, pour eux, le retour de la Chine sur l'arène mondiale apporte une pierre — de taille! — à l'édifice de la coexistence pacifique. Ensuite, et c'est tout aussi important, les analyses de la direction de PCI sur la politique de Moscou ont évolué et elle n'est plus prête à reconnai-

tre en toutes circonstances la justesse de cette politique (6). Et ceci est en particulier le cas pour le conflit sino-soviétique: en 1960, le PCI dénonçait violemment les Chinois; en 1974, G. Boffa parlait de neutralisme du PCI et de responsabilités partagées par l'URSS et la Chine dans le conflit; en 1980, Enrica Collotti-Pischel, ancienne maoïste revenue au PCI, écrit dans *Rinascita* (hebdomadaire du PCI) à la veille du départ de Berlinguer pour Pékin: «La suspension de la collaboration économique et militaire soviétique au développement de la Chine ont placé ce pays face à de grandes difficultés au moment où le siège des USA était plus pressant et plus pesant que jamais» (7).

Outre ces prises de position, le PCI relance les tentatives vers le PCC, profitant dès 1977 du rétablissement des rapports entre les dirigeants chinois et le PC yougoslave; ce dernier a en effet été le principal interprète du PCI auprès des premiers.

Si, fin 1978, Berlinguer dénonce l'attaque de la Chine contre le Vietnam, il fustige tout aussi vigoureusement l'invasion du Cambodge par le Vietnam, ce qui ne manque pas d'être noté avec intérêt à Pékin. Finalement, les multiples tentatives du PCI portent leurs fruits: en mars 1979, une délégation du PC chinois assiste au XVe Congrès du PCI; en novembre 1979, Hua Kuofeng, au cours de sa tournée en Europe, fait escale à Rome et rencontre Berlinguer; début décembre, une délégation de la FGCI est invitée en voyage officiel en Chine; le même mois, l'invita-

4) Palmiro Togliatti, «Pro-memoria di Yalta», Edizione del PCI, Rome 1976.

5) Cité dans «Rinascità», du 11 avril 1980.

6) Voir pour leurs critiques à propos de l'Afghanistan et des responsabilités de l'URSS dans la rupture de la détente: «Les PC européens et l'Afghanistan», «Inprecor», 21 février 1980.

7) Enrica Collotti, Pischel, «Chi amministrerà la Cina domani?», «Rinascità», 1er mars 1980.

tion officielle du PC chinois arrive aux *Botteghe Oscure*; en février 1980, une délégation syndicale italienne dirigée par le communiste Bruno Trentin, est reçue en Chine; toujours en février, Pietro Ingrao se rend à Pyong Yang; enfin, le 14 avril 1980, Berlinguer, véritable Pénélope du mouvement communiste, s'embarque pour la Chine.

Ce voyage représente donc l'aboutissement d'une bien longue marche et ceci autorise les

dirigeants du PCI à souligner que son importance réside avant tout dans son existence même. Et certes, on ne peut pas faire le bilan d'un tel voyage de façon comptable en se contentant de comparer la colonne «accords» avec la colonne «désaccords». Car ce qui est en jeu, tant pour Berlinguer que pour les dirigeants de Pékin, c'est de peser sur la redistribution des cartes en cours et à venir dans les rapports au sein du mouvement communiste international.

qu'au PC chinois et qui n'a pas manqué de trouver une oreille attentive à Pékin. (Notons par ailleurs que, au moment même où Berlinguer se rendait à Pékin, une délégation de *Rinascita* dirigée par Luciano Barca et Massimo Boffa se rendait à Moscou sous le prétexte d'une invitation de la revue du PCUS *Kommunist*. Parions, sans grand risque, que cette délégation a eu pour tâche de discuter d'autre chose que de la presse du parti).

Les discussions sur la situation internationale ont montré les désaccords connus entre les deux partis, mais également des points d'entente possibles. Les dirigeants chinois ont rappelé que, à leurs yeux, la guerre est inévitable du fait de «l'expansionisme soviétique». Berlinguer a souligné, pour sa part, que le PCI était également préoccupé par les menaces qui pèsent sur la paix, mais il a marqué son désaccord sur un point important : «Nous ne sommes pas d'accord pour considérer l'Union soviétique comme une ennemie. Je tiens à ajouter que nous ne sommes pas non plus d'accord pour que l'on considère la Chine comme une ennemie» (11).

«UNE EXIGENCE DE LA SITUATION INTERNATIONALE»

L'insistance mise à la fois par les communistes italiens et chinois sur le succès et l'importance de ce voyage «en soi» et le choix fait, dans les déclarations finales, de laisser au deuxième plan les divergences importantes existant entre les deux partis, ne relèvent pas de la tactique diplomatique. Pour les raisons exposées plus haut, les deux partis ont chacun intérêt à renouer leurs relations et à affirmer que des désaccords ne peuvent et ne doivent pas être un obstacle à la discussion et à la collaboration entre des partis communistes sur la base de l'indépendance et du respect mutuel.

La question des rapports avec l'URSS est, bien sûr, une clé de lecture essentielle de tous les entretiens. Mais il faut noter que, si les dirigeants chinois ne partagent pas l'œcuménisme de Berlinguer, ils ont il y a quelques mois rejeté les «neuf commandements» sur la base desquels entre 1963 et 1964, l'URSS avait été condamnée comme révisionniste par l'équipe maoïste et ont qualifié «d'erreur» le fait d'avoir «défini à tort comme révisionniste la position d'un parti prolétarien qui cherchait à développer les forces productives» (8).

Les responsables chinois ont rappelé fermement, mais en termes, somme toute, raisonnables, leur position sur l'URSS. Ainsi Hu Yaofang a-t-il déclaré : «Le PC chinois s'oppose ferme-

ment — et il considère cela comme son devoir international — au parti qui intervient dans la vie interne des autres partis et qui recourt même à l'intervention armée dans d'autres pays. Tous les partis communistes devraient faire la même chose pour défendre leur souveraineté, leur indépendance,* leur autonomie» (9). Berlinguer s'est, lui, efforcé de rappeler que son voyage n'était tourné contre personne mais que, au contraire, il participait de son effort visant à «créer un climat de plus grande compréhension et coopération entre tous les partis et tous les mouvements qui s'inspirent des idées de la paix, du progrès et du socialisme, y compris l'URSS». Il y revient dans sa conférence de presse finale à Pékin : «Nous avons également précisé que la reprise et le développement des rapports entre nos deux partis ne sont pas dirigés contre un autre parti. La rencontre entre les dirigeants du PCI et du PCC constitue selon nous la preuve que l'existence de désaccords et de divergences n'est pas un obstacle au dialogue, à la confrontation ouverte et à la collaboration (...). Ceci a une importance aussi pour l'ensemble des rapports entre les partis communistes et, plus généralement, entre les forces de libération, de progrès, de paix» (10).

C'est un message qui s'adresse autant au PC soviétique

Mais les deux partis ont convergé sur la nécessité d'initiatives pour la paix et, dans la partie finale des entretiens, Deng Xiaoping aurait longuement parlé de la stabilité et de la paix mondiale et aurait déclaré : «Nous pensons que la guerre est inévitable, mais la Chine a l'espoir qu'elle ne puisse pas éclater avant une vingtaine d'année» (12), c'est-à-dire l'échéance prévue pour l'accomplissement des «quatre modernisations» !

8) Cité par A. Jacoviello, «La Repubblica», 16 avril 1980.

9) Idem.

10) Enrico Berlinguer, conférence de presse à Pékin, «l'Unità» du 23 avril 1980.

11) Idem.

12) Renco Foa, «l'Unità» du 19 avril 1980.

La Chine subit la présence militaire soviétique à ses frontières, dispose d'un appareil militaire relativement faible et obsolète et craint particulièrement les risques de conflit et les tensions extrêmes qui résulteraient d'une nouvelle avance de la révolution dans le sud-est asiatique. Elle s'en inquiète d'autant plus que ses choix de développement économique pour les années à venir exigent d'accaparer de gigantesques efforts matériels et financiers. C'est justement pour desserrer cet étau que les rapports avec le PCI et d'autres partis ont été

rétablis, comme le rappelait à sa manière le *Quotidien du Peuple* : «*Le développement des relations entre les deux partis répond à une exigence de toute la situation internationale*» (13).

Cette volonté de desserrer l'étau — sans qu'on puisse parler de reprise de contact avec l'URSS — est confirmée par le fait que les dirigeants chinois se sont remis à parler, à l'occasion de la visite de Berlinguer, du «mouvement communiste international» et des rapports avec ses composantes.



entièrement recouverts de tapisseries représentant des paysages champêtres, d'incroyables statues de marbre blanc du président 'bien-aimé', le tout plongé dans le silence. Tout le monde marche sur la pointe des pieds, tout le monde semble extrêmement préoccupé de ne pas heurter les oreilles du leader 'respecté' par le moindre bruit. On prie énergiquement les photographes de ne pas utiliser le flash et les journalistes de ne pas poser de questions. Et, quand Kim Il Sung arrive pour recevoir Berlinguer et s'avance avec lui dans la salle où se tiendra la première réunion, nous les suivons avec la sensation désagréable de suivre une relique vénérée et miraculeuse». Et Jacoviello de conclure : «*Le monde, disait Gramsci, est grand et terrible. La Corée est tout sauf terrible (...). Ce qui est terrible, c'est seulement le fait que, en 1980, il y ait un 'socialisme réel' dirigé par un pharaon !*» (15). Mais Berlinguer s'est parfaitement entendu avec ce pharaon et puisqu'il est pour «*l'indépendance, l'autonomie et le respect pour tous les autres partis communistes*», pourquoi être regardant !

ADIEU AU «MUR DE LA DEMOCRATIE»

Les intérêts que trouvent ainsi les bureaucraties communistes italienne et chinoise à se retrouver et à s'épauler font peu de cas du sort que leur politique réserve aux travailleurs dans leurs pays respectifs. Les dirigeants chinois ont chaleureusement salué les progrès de la «*recherche originale*» d'une voie au socialisme par le PCI : que celle-ci passe par le compromis historique, l'austérité et l'appui à la répression bourgeoise, ils n'y trouvent rien à redire.

De même, Berlinguer a vanté dans les murs de l'Université de Pieta, qui ont depuis longtemps oublié les rumeurs de la révolution culturelle, les vertus du gradualisme, de la patience, de la coexistence sans affrontement; les mots mêmes que les dirigeants chinois voulaient entendre.

Mais surtout, Berlinguer, qui sait se faire le chantre des libertés et de la démocratie, n'a pas eu un mot contre la répression brutale qui frappe les opposants au régime en Chine. Ces derniers mois, d'ailleurs, la presse du PCI n'a rien dit au sujet des procès contre les opposants. Mieux encore; en février, les dirigeants chinois abrogeaient l'article 45 de la Constitution de 1978 qui garantissait le droit d'afficher les dazibaos et les «trois grandes libertés», toutes en rap-

port avec le droit d'expression. Interrogé à ce sujet par *Rinascita*, Bruno Trentin, de retour de Chine début mars, répond de façon embrouillée à souhait en parlant de la volonté des dirigeants chinois de «rétablir quelques libertés essentielles» (en les abolissant ?) (14).

Cette capacité de Berlinguer de fermer les yeux quand cela sert sa politique est encore plus criante quand on aborde l'escalade qu'il a faite à Pyongyang au pays du dictateur Kim Il Sung. On ne peut priver le lecteur d'*Inprecor* de la description savoureuse qu'en fait Alberto Jacoviello : «*Les impressions les plus contrastées s'imposent à nous. Quelques heures après notre arrivée, nous sommes invités à assister au Palais des congrès à la première rencontre de bienvenue entre Berlinguer et Kim Il Sung. C'est un lieu incroyable, un mélange entre le goût d'un milliardaire américain complètement fou et celui d'un sheik arabe qui ne sait pas quoi faire de son argent. Des fontaines multicolores dans des salles grandes comme la Piazza del Popolo, des escaliers roulants d'un étage à l'autre, des tapis de centaines de mètres carrés, des lampadaires de taille et de prix proportionnés, des centaines de portes en arabesques de noyer sombre et lourd, des murs de dizaines de mètres*

Mais peut-on ironiser sur le fait que c'est avec ce «*dieu*» vénéré comme Staline lui-même n'a jamais réussi à l'être que Berlinguer a trouvé le plus de points d'accords au cours de son exploration dans le communisme asiatique ? □

13) Idem.

14) Bruno Trentin, «Come si lavora per le 4 modernizzazioni», *Rinascita*, 21 mars 1980.

15) Alberto Jacoviello, «La Repubblica», 25 avril 1980.

La fin de la «paix sociale»

Benny ASMAN

EN 1938, LO (*Landsorganisationen*, c'est-à-dire la Confédération nationale des Syndicats, à direction social-démocrate) et l'Association patronale (SAF) conclurent un accord selon lequel les contrats collectifs, pour l'ensemble des salariés du pays, seraient conclus chaque année par des négociations au sommet entre les confédérations. La «paix sociale» était institutionnalisée.

En fait, le système a fonctionné pendant près de 32 ans. Il y eut, certes, des conflits au sein d'entreprises individuelles. Il y eut encore des grèves sauvages, dont la plus importante fut celle des mineurs de fer du nord de la Suède, en 1969-70, et celle des ouvriers forestiers de 1975, mais il s'agissait de conflits de peu d'ampleur. Pour le gros de la classe ouvrière, la «paix sociale» a régné pendant trois décennies. Il n'y eut aucune grève d'envergure sérieuse, entraînant plus de quelques milliers de salariés.

la Suède, comme elle frappe tous les pays capitalistes. Le déficit de la balance commerciale est énorme : 20 milliards de francs. Et comme partout ailleurs, la réaction du capital a été identique : instaurer l'austérité ; réduire le pouvoir d'achat des salariés ; en finir avec des caractéristiques importantes du *welfare state* ; intensifier l'exploitation afin de relancer le taux de profit.

Au départ, la bourgeoisie suédoise a agi avec prudence, surtout en ce qui concerne les institutions de sécurité sociale. Elle a voulu éviter une confrontation trop rapide, pour ne pas perdre rapidement la petite majorité parlementaire gagnée en 1976. Mais après sa courte deuxième victoire électorale en 1979, elle a commencé à mettre les bouchées doubles. Voilà le sens de la provocation patronale.

Les principaux porte-parole de la bourgeoisie ne cachent d'ailleurs ni leurs intentions ni le sens de la manœuvre. *Dagens Nyheter*, journal libéral bourgeois le plus représentatif, écrit dans son numéro du 3 mai 1980 qu'il faut s'inspirer de l'exemple danois où les syndicats ont accepté un sacrifice de 4 à 5 pour cent des salaires réels. A bon entendeur, salut!

LE CONFLIT DU TRAVAIL LE PLUS IMPORTANT DANS L'HISTOIRE DE LA SUEDE CAPITALISTE

Tout cela est maintenant terminé. Depuis le 2 mai 1980, il y a 750 000 ouvriers lock-outés par le patronat et 150 000 ouvriers en grève. On peut dire que c'est la première grève générale depuis 1909. La télévision et la radio se taisent. Le lock-out se prolonge au moins jusqu'au 18 mai. Le métro ne marche plus. Les communications aériennes sont interrompues. Les marins ont coupé presque toutes les communications maritimes. Les camionneurs cessent, à partir du 9 mai, de transporter l'essence et le gas-oil dans tout le pays, ce qui risque de paralyser rapidement tous les transports intérieurs. Déjà, les chemins de fer ne fonctionnent plus que sporadiquement. Selon le *Times* du 7 mai 1980, le pain et le lait commencent à manquer.

La raison immédiate de ce conflit, c'est le différend autour du renouvellement du contrat collectif national sur les salaires pour l'année en cours. Les syndicats réclament 11,3 pour cent

d'augmentation sur les salaires. Les patrons n'ont offert que 0,5 pour cent — ce qui fut ressenti comme une véritable provocation. Une commission de médiation instaurée par le gouvernement avait fait une offre «de conciliation» de 2,3 pour cent d'augmentation, qui a été, elle aussi, rejetée. Pour le moment, on en est là. Cela semble l'impasse totale, vu la grande différence entre la revendication des travailleurs et l'offre patronale-gouvernementale.

Bien qu'il ne faille pas écarter les divergences qui séparent les différentes fractions de la bourgeoisie, ainsi que le manque d'expérience de la part d'un personnel politique bourgeois écarté du pouvoir pendant quarante-cinq ans (la Suède a connu des gouvernements à direction social-démocrate entre 1932 et 1976), la cause réelle de l'échec du «modèle suédois», c'est la longue dépression qui secoue l'économie capitaliste internationale depuis 1973. Cette dépression a frappé

LA PRESSION DE LA CLASSE OUVRIERE

Depuis 1979, les salaires réels des travailleurs suédois ont cessé d'augmenter. Ils ont même commencé à diminuer. Il est difficile de calculer de manière exacte ce qui s'est réellement passé avec le pouvoir d'achat, étant donné que les différences entre catégories sont considérables — notamment entre le secteur public et le secteur privé — qu'il faut

tenir compte des différences entre l'évolution des salaires bruts et des salaires nets, vu les fluctuations considérables de la ponction fiscale pour les différentes catégories. Mais c'est un fait qu'entre 1973 et 1977, le revenu national nominal disponible par ménage a augmenté de 20 pour cent, avec un taux d'inflation bien plus modéré que celui d'aujourd'hui, et qu'on n'a plus retrouvé de tels pourcentages d'augmentation entre 1977 et 1979, alors que le taux d'inflation s'éleva à 8 pour cent par an. Il est actuellement de l'ordre de 9 pour cent par an.

Au début, les travailleurs ont accepté ces sacrifices, au nom de la doctrine de collaboration de classe que leurs dirigeants sociaux démocrates leur enseignaient depuis longtemps. En échange, on leur promit le rétablissement du plein emploi, la modernisation de l'industrie, la garantie du niveau de vie relativement élevé pour les décennies à venir. Mais rapidement, la nature fallacieuse de ces promesses est apparue.

Selon le dirigeant national de LO, Gunnar Nilsson, la productivité du travail s'est accrue de 7 pour cent en 1979. Elle augmentera de manière encore plus considérable en 1980. Vu la stagnation ou même le recul des salaires réels, cela s'est traduit par une véritable explosion des bénéfices capitalistes; les 250 plus grandes firmes ont augmenté leurs profits jusqu'à 50 pour cent. *Volvo*, *SAAB*, *Electrolux* ont réalisé à eux seuls 3 milliards de francs de profits ! Le trust *Sandviken* a augmenté les dividendes de 25 pour cent en 1979 et les dividendes distribués aux bourgeois ont monté en flèche, alors qu'on prêchait l'austérité aux salariés. Ces informations, cyniquement étalées dans la grande presse, n'ont pas manqué de provoquer l'indignation chez les travailleurs. Mais en même temps, les investissements productifs ont diminué de 40 pour cent en 1979. Les profits supplémentaires ont été utilisés pour des activités spéculatives

ou immobilières ou ont été investis à l'étranger.

La bureaucratie syndicale ne peut donc plus calmer le mécontentement des travailleurs à l'aide de promesses fallacieuses, cette année. La pression de la base s'est considérablement accrue. Lors de nombreuses assemblées syndicales locales, les travailleurs ont exigé qu'en 1980, on ne conclut pas trop vite un contrat mal calculé, qu'on obtienne une compensation pleine et entière pour toutes les pertes de pouvoir d'achat prévisibles, étant donné le taux d'inflation en cours, qu'on ne se laisse plus rouler, comme l'an dernier, en ne tenant pas compte de la possibilité que le gouvernement augmente le taux de la TVA (et donc le taux de hausse des prix) dès le lendemain de la conclusion du contrat, et que les travailleurs obtiennent également leur part dans l'augmentation de la productivité.

C'est ainsi qu'on en est arrivé à la revendication de 11,3 pour cent d'augmentation. Le patronat et le gouvernement ont dit que c'était impossible, «étant donné la situation économique». La seule concession que le gouvernement est prêt à faire, c'est une légère réduction des retenues fiscales sur certaines catégories de salaires bruts.

A la différence des années précédentes, les dirigeants de LO n'ont plus osé faire appel au sens de «la responsabilité sociale» des syndiqués, étant donné le niveau de mécontentement de ces derniers. Les manifestations du 1er mai en ont été un reflet saisissant : près d'un million de travailleurs, — le quart de toute la population active du pays — y ont participé dans tout le pays, dont 40000 à Stockholm. C'est là que le dirigeant principal de LO, Nilsson, s'est écrié : «*Le modèle suédois est mort !*».

UN COMPROMIS POSSIBLE ?

La bureaucratie syndicale a sensiblement haussé le ton. Surprise par l'intransigeance patronale — et désireuse de paver la voie à un nouveau gouvernement social-démocrate — elle parle même de «lutte de classe» et «d'affrontement de classe», dans son quotidien *Aftonbladet*. Elle commence à prendre des initiatives pour rassembler et rendre actifs les grévistes. Les premiers piquets de grève ont fait leur apparition. Tout cela est tout-à-fait nouveau pour la Suède. Chaque pas dans cette direction doit être pleinement appuyé.

Mais en même temps, la bureaucratie n'a évidemment pas abandonné son orientation fondamentale de collaboration de classe. Elle craint par dessus tout qu'une prolongation du conflit et qu'un durcissement des formes de lutte n'accroissent la combativité et la capacité d'auto-organisation des travailleurs à long terme, ce qui risquerait de menacer ses propres positions. C'est pourquoi elle cherchera vraisemblablement à conclure aussi vite que possible un compromis qui

pourrait se situer autour de 4 à 5 pour cent d'augmentation des salaires, plus une réduction d'impôts. Il est aussi possible que le gouvernement mette fin au conflit à l'aide de mesures autoritaires et que la bureaucratie syndicale, tout en protestant, appelle les travailleurs à accepter la «loi de la démocratie».

La classe ouvrière suédoise ne dispose pas encore d'une expérience de lutte suffisante pour faire face à de telles manœuvres, étant donné la longue durée de la «paix sociale». Mais indépendamment du résultat immédiat de la grève, cette confrontation de classe, la plus importante depuis le début des années trente en Suède aura des effets positifs sur la conscience de classe du prolétariat. Le mécontentement des travailleurs s'exprimera dorénavant dans un niveau d'activité plus élevé que par le passé.

Une première question qui se posera sans doute sera celle de la démocratie syndicale. Aujourd'hui, les travailleurs

n'ont pas le droit de voter pour approuver ou rejeter un contrat collectif, après qu'il ait été signé par LO et la fédération patronale. A présent, environ 50 syndicats locaux ou d'entreprise ont réclamé ce droit. La direction syndicale pourrait céder devant cette revendication.

Si elle ne cède pas, la lutte autour de cet objectif pourra prendre une ampleur considé-

rable au sein des syndicats.

Une chose est certaine : la grève actuelle changera beaucoup de choses en Suède. Rien ne sera plus comme avant. Au cours des années 80, les capitalistes suédois rencontreront une classe ouvrière beaucoup plus décidée à se battre pour ses revendications. L'expérience accumulée au cours de l'actuelle grève générale sera importante

pour les luttes futures. La bureaucratie syndicale, habituée depuis des décennies à des discussions amicales et pleines de «compréhension mutuelle» avec le patronat et le gouvernement, se trouvera dans un contexte social passablement modifié. La collaboration de classe n'est pas morte; mais elle a reçu un coup sérieux.

9 mai 1980

□

Espagne

La «réforme» est achevée

Angel MUNOZ

PARMI les millions de personnes qui ont célébré, dans le monde entier la mort du dictateur Franco, il y a quatre ans, aucune, même la plus pessimiste, n'aurait pu imaginer la situation qui règne en 1980 dans l'Etat espagnol. Pour commencer à comprendre cette situation, il suffit de donner un exemple : les chômeurs sont aujourd'hui plus nombreux que les membres des syndicats ouvriers (1). En fait, le moral du mouvement ouvrier est au plus bas et il connaît le plus faible niveau de confiance en ses propres forces de ces dix dernières années.

Comprendre la situation actuelle et ses causes est une tâche fondamentale pour les militants révolutionnaires, et, ceci, pour diverses raisons : la première est que rien n'indique que la situation s'apprête à changer brusquement, que nous ne fassions qu'un cauchemar dont nous allons nous éveiller bientôt, pour nous trouver en pleine montée du mouvement de masse; bien au contraire, nous allons être confrontés à de dures, et on peut le prévoir, de longues luttes de résistance à l'offensive de la droite, pour lesquelles il faut mettre en place les conditions d'une contre-offensive des travail-

leurs; la seconde est que la situation exige que les révolutionnaires ne s'enferment pas dans le confortable ghetto de la dénonciation et de la propagande; en spectateurs qui attendent «des jours meilleurs». Dans l'Etat espagnol, il n'y a pas, et il n'y aura pas de «stabilité» politique ou sociale; la bourgeoisie a remporté sur le mouvement ouvrier une série de victoires partielles importantes, mais elle est loin d'avoir apporté une solution à la crise économique pas plus qu'à sa crise de direction politique : des milliers de militants ouvriers et d'autres mouvements sociaux commencent à réfléchir sur leurs expériences et à comprendre que les reculs et les difficultés actuelles et futures ne sont pas dues à la force et à l'habileté de l'ennemi, mais à la politique catastrophique des directions ouvrières majoritaires : c'est cette compréhension, liée à une énorme capacité de résistance invaincue qui caractérise le processus lent et inégal de recomposition et de regroupement des forces qui se produit dans les entreprises et dans les quartiers, au sein des organisations syndicales, des mouvements de femmes et de jeunes, dans les partis nationalistes radicaux et dans les partis ouvriers.

Enfin, connaître l'expérience espagnole des dernières an-

nées peut avoir une utilité pour les révolutionnaires des autres pays, en particulier, ceux soumis à une dictature et sur lesquels plane depuis quelque temps la menace de ce qu'on appelle «la voie espagnole à la démocratie» — pourvu que cet article les aide à la combattre.

LA DERNIERE ETAPE DE LA «REFORME»

Jusqu'à l'approbation de la Constitution, l'activité politique en Espagne s'est caractérisée par le «consensus» entre les partis bourgeois et les partis ouvriers réformistes. Il s'agissait d'échanger le «pacte social» contre la «démocratie». Bien sûr, l'échange était extrêmement inégal: il y eut le «pacte social» et, en 1977 et 1978, la part des salaires dans le revenu national a diminué respectivement de 0,9% et 1,3%; mais la démo-

(1) Le nombre officiel de chômeurs, fin 1979, était de 1334 000 personnes; en ce qui concerne le nombre d'affiliés aux différents syndicats, il n'existe pas de chiffre officiel fiable. Les chiffres donnés par les centrales sont scandaleusement exagérés. Un calcul approximatif donnerait les chiffres suivants: Commissions Ouvrières 700 000; UGT 400 000, le reste des autres syndicats de classe 100 000. Le chiffre maximum total d'affiliés n'est donc pas supérieur à 1 200 000 ce qui donne un pourcentage de syndiqués par rapport à la population salariée active d'approximativement 14%.

cratie que sanctionnait la Constitution, contenait de graves atteintes aux libertés et aux droits fondamentaux (en particulier, la négation du droit à l'auto-détermination des nationalités opprimées), maintenait en l'état l'appareil politique et militaire de la dictature et le caractère monarchique du nouveau régime. La politique de «consensus» a sérieusement désorienté le mouvement ouvrier et a usé sa force d'attraction auprès des autres mouvements sociaux; en particulier auprès des nationalités opprimées, où le PSOE et le PCE sont apparus clairement complices de l'UCD. Mais malgré cela, la majorité des travailleurs ont cru à ce que racontaient et promettaient Gonzalez et Carillo: la poursuite des conquêtes partielles obtenues depuis la mort du dictateur (telles que l'amnistie, la légalisation des partis et des syndicats... conquêtes réelles des luttes populaires; dans d'autres cas, réformes politiques précaires ou promesses à portée mal définie — élections municipales, statut d'autonomie,...) — la nécessité de faire des «sacrifices» pour obtenir le plus rapidement possible avant la stabilisation de la démocratie, et, par dessus tout, la possibilité d'une alternative des partis de gauche capables d'obtenir une victoire électorale contre l'UCD, et arracher à la droite la direction politique du pays. C'est sur ces illusions que se fondait la confiance de la majorité des travailleurs dans le PSOE et le PCE, au cours de la première étape de la «réforme».

Mais la victoire de l'UCD lors des élections générales de 1979 a inauguré la seconde et dernière étape de la «réforme», qui a modifié profondément les caractéristiques de la situation politique espagnole depuis 1977 (2).

Le «consensus» s'était terminé de la façon la plus défavorable possible, étant donné que la bourgeoisie n'en avait pas besoin (sauf dans un cas particulier, comme nous allons le voir). Ce dont avait besoin l'UCD, c'était de rentabiliser sa vic-

toire électorale afin d'affronter définitivement, et sans compromis la gauche réformatrice, sur les trois terrains les plus critiques de la situation: — la politique économique, dans le cadre de laquelle les gains obtenus depuis le Pacte de la Moncloa étaient modestes étant donné l'amplitude de la crise et étaient menacés par la récession internationale à venir (3). Le gouvernement allait satisfaire directement les exigences du patronat regroupé dans la puissante CEDE. Jusque-là il avait manqué une redéfinition de la politique d'austérité, dont l'objectif prioritaire était la modification des méthodes et du cadre légal des relations du travail. Le gouvernement avait tiré ses propres conclusions de l'imposition du décret-loi de blocage des salaires à la fin de 1978: si le blocage des salaires avait réussi (4), cela avait provoqué l'opposition des Commissions ouvrières et de l'UGT et d'importantes mobilisations ouvrières, étroitement contrôlées par les bureaucraties syndicales, mais qui faisaient courir le risque d'une dynamique généralisée et unitaire des luttes de masse contre le gouvernement.

Pour l'avenir, il s'agissait de favoriser les accords patrons/syndicats, réalisant ainsi une «division du travail» entre l'UCD et la CEDE pour la mise en œuvre de la politique économique de la bourgeoisie. Au mois d'août, fut publié le programme économique du gouvernement (PEG), avec pour ligne générale, cette nouvelle orientation.

— la question nationale et régionale, pour laquelle le gouvernement doit réaliser deux opérations relativement contradictoires: la première consiste à obtenir le «consensus» par rapport aux statuts catalan et basque. Les élections ont démontré et les événements postérieurs plus encore que la direction politique bourgeoise doit exercer dans l'Etat espagnol le pouvoir d'une manière «collégiale» entre l'UCD et les partis nationalistes bourgeois d'Euskadi et de Catalogne (le PNV et le CIU); il ne s'agit plus alors que d'arriver à un pacte entre ceux-ci, et la base fondamentale du pacte doit en être les statuts. Mais, par conséquent, l'UCD doit faire prendre un tournant radical à la politique d'autonomie impulsée depuis 1977, et qui avait consisté à stimuler l'apparition de revendications «au-

(2) voir «Inprecor» numéro 47 du 15.3.79 où est publié le résumé d'une déclaration de la LCR sur les élections générales du 1er mars. L'essentiel de ce texte est totalement valide dans le contexte actuel.

(3) Voir «Inprecor», numéro 67-68, «Les traits fondamentaux de la nouvelle situation économique» de J. Albarracín et P. Montes. En ce qui concerne le bilan des Pactes de la Moncloa et leurs aspects économiques, voir «Inprecor» numéro 41-42 «Une année après le pacte d'austérité», des mêmes auteurs.

(4) La hausse moyenne des salaires durant 1979 a été de 13,9%, inférieure aux limites imposées par le gouvernement et à la hausse du coût de la vie durant la même année qui a été de 15,6%. Pour la troisième année consécutive le pourcentage de la rente nationale correspondant aux salaires a diminué, cette fois de 2% en-

viron. L'échec de la lutte du mouvement ouvrier contre les limites à la hausse des salaires imposés par le gouvernement est une des données les plus importantes de l'actuelle situation qu'à l'époque nous n'avons pas suffisamment valorisé. Il fut évidemment provoqué par l'orientation des directions des Commissions Ouvrières et de l'UGT qui se refusèrent à concevoir la lutte comme une réponse généralisée et centralisée de tout le mouvement ouvrier contre la politique gouvernementale.

Il n'en reste pas moins qu'il y eut une attitude unitaire des Commissions Ouvrières et de l'UGT et des mobilisations extrêmement importantes.

L'échec dans ces conditions n'en a que plus affecté le moral des travailleurs et a accéléré la désaffection syndicale: L'UGT utilise cyniquement cette expérience pour justifier sa ligne actuelle.

GREVES - TABLEAU GLOBAL COMPARATIF
1978-1979

	1978	1979	%
Nombre de grèves	1356	1789	plus 31,33
Effectif des entreprises touchées	5634215	10068712	plus 78,80
Travailleurs en grève	3633004	5752304	plus 58,23
Heures de travail perdues	128738478	171067049	plus 32,87

tonomistes» dans toutes les nationalités et régions de l'Etat espagnol. L'objectif de cette politique démagogique était évidente: créer des divisions et des affrontements entre les peuples, en particulier contre l'Euskadie, et en même temps, essayer d'asphyxier les aspirations nationales les plus fortes, avec l'argument selon lequel «il ne devait pas y avoir de privilégiés». Mais une fois obtenu le consensus sur les statuts basque et catalan (sans trop de problèmes), l'UCD s'est donné pour objectif ce qu'elle appelle avec cynisme «la rationalisation» des autonomies. En fait, il s'agit pour la bourgeoisie d'essayer de mettre en place maintenant le maximum de centralisation dans le reste de l'Etat et de faire obstacle au développement des mouvements nationalistes radicaux, qui, sous des formes diverses, se renforcent au sein des nationalités et des régions (Canaries, Galice, Andalousie...). Dans un premier temps, le PSOE fut le collaborateur enthousiaste du gouvernement pour cette tâche. C'est avec son aide que le gouvernement est arrivé à faire approuver aux Cortes un mécanisme légal qui, dans la pratique, oblige à faire passer les autonomies par la soi-disant «voie lente»(5) sauf dans les cas «inévitables» de l'Euskadi, de la Catalogne et de la Galice.

— enfin, la stabilisation institutionnelle du régime qui, outre la question nationale, exige la mise en place d'une législation conforme aux aspirations de la bourgeoisie, sur des thèmes tels que le divorce, l'avortement, l'enseignement, les réformes locales, les moyens de communication, etc.. et par-dessus tout, implique l'achèvement de la réforme de l'appareil de coercition (l'armée, la police, le système judiciaire et pénitentiaire...). Sans aucun doute, le problème fondamental sera l'armée (6). Dans des déclarations faites récemment au journal *Il messagero*, le roi a attribué un rôle décisif pour le succès de la réforme à l'unité de l'armée, sous son commandement. En réalité, ce «rôle décisif» a constitué jusqu'à

présent à se poser comme un facteur permanent de pression politique réactionnaire et de frein lorsque la hiérarchie militaire estimait que le gouvernement allait «beaucoup trop loin» dans ses compromis avec la gauche. Les directions réformistes se sont faites les garants auprès du mouvement de masse du respect des pressions des militaires. Le roi est intervenu dans certains cas de conflits entre le gouvernement et la hiérarchie militaire, faisant accepter des compromis qui augmentaient à chaque fois le contrôle du gouvernement sur l'armée. La résultante de ces relations complexes est que le gouvernement doit obtenir un consensus permanent avec la hiérarchie militaire sur les problèmes politiques clés (la question nationale; l'ordre public; la politique internationale, etc.) et que, bien qu'à chaque fois la politique de l'UCD soit plus à droite, de sérieux conflits se produisent assez souvent entre les deux. La stabilité de l'appareil d'Etat du régime exige que le gouvernement poursuive le renouvellement des chefs militaires, tout en évitant absolument que cela prenne la forme d'une quelconque «épuration» et en mettant aux postes clés des hommes de confiance du gouvernement, jouissant d'une autorité auprès de la hiérarchie militaire.

(5) La constitution établit deux voies vers l'autonomie: l'article 143 (appelé voie lente) et le 151 (voie rapide). En réalité les différences ne sont pas de rythme mais de contenu: l'une et l'autre de ces voies nient le droit à l'autodétermination. Alors que le 151 est la base des régimes en place en Catalogne et en Euskadi, le 143 permet seulement une décentralisation administrative.

Il y a par ailleurs deux systèmes d'utilisation du 151: les nationalités dites historiques (Catalogne, Euskadi et Galice: celles, en fait, qui ont connu un statut d'autonomie dans les années 30); là seul un vote majoritaire de l'ensemble de la population est nécessaire pour l'approbation des statuts. Les autres nationalités, où il existe une véritable course d'obstacles, le plus important étant le soi-disant «référendum d'initiative» par lequel la majorité absolue des «recensés» dans chaque province de la nationalité ou de la région doivent voter «oui» à l'utilisation de 151 pour

Voilà donc quels sont les grands objectifs du plan d'offensive de la bourgeoisie contre les travailleurs, depuis le 1er mars. Pour le mettre en œuvre face au mouvement ouvrier, il est nécessaire à la bourgeoisie d'établir une ligne de défense unitaire et dure, de rétablir sa capacité d'attraction sur les couches moyennes et les mouvements sociaux et de mettre en œuvre un «changement de cap» radical par rapport à l'étape du «consensus». La victoire de la gauche aux élections municipales d'avril 79 fut une démonstration écrasante qu'il est possible d'organiser une résistance au gouvernement de droite. Pour un temps, on a pu penser que la volonté d'unité des travailleurs allait imposer un tournant à la politique des directions réformistes. Le 1er mai 1979 s'est déroulé sous le signe l'unité et de la confiance renouvelée de millions de travailleurs qui désiraient que les erreurs qui avaient amené la victoire de l'UCD le 1er mars soient rectifiées. Mais il ne s'en suivit qu'une nouvelle et prévisible déception.

Le XXVIII congrès du PSOE (7) a montré que si la direction social-démocrate était certes disposée à effectuer un tournant, c'était dans le sens d'une gestion de la crise bourgeoise complétée par un affrontement direct avec le

que le référendum soit considéré comme positif. Dans le cas contraire, c'est le 143 qui s'applique automatiquement. C'est ce qui s'est produit en Andalousie.

(6) A la suite de la répression et de la disparition de l'«Union Militaire Démocratique» qui regroupait certains jeunes officiers durant les dernières années du franquisme, aucune organisation de ce type n'est aujourd'hui connue. Le plus probable d'ailleurs est qu'il n'en existe pas.

En réalité les officiers forment un corps réactionnaire idéologiquement très homogène.

Les nouvelles promotions d'officiers sont à 80% composées de fils de militaires ce qui contribue à accentuer l'esprit de caste.

Les organisations de soldats liés à l'extrême gauche qui avaient surgi il y a quelques années ont aujourd'hui quasiment disparu.

(7) Qui s'est tenu au printemps 1979.

-PCE. Ces positions ont rencontré un succès total lors du congrès extraordinaire d'octobre. La majorité de l'appareil de l'UGT a appuyé avec enthousiasme, dès la première minute, le tournant du PSOE et, avant l'été, a passé un accord avec l'organisation patronale, la CEDE, dans lequel étaient contenus tous les éléments de la ligne du pacte social, mis en œuvre par la suite.

De leur côté, les directions du PCE et des CO ont cherché à tirer profit de ce tournant droitier du PSOE, apparaissant avec une ligne plus unitaire et plus combative. Mais leur objectif explicite était et est encore le retour à la politique de «consensus». Pour cela, cet objectif fixait très strictement les limites de «l'unité» et de la «combativité» que prétendaient vouloir Carillo et Camacho. C'est ainsi par exemple que, lors d'un récent discours, Carillo a proposé dans un même temps un pacte politique général et unitaire au PSOE et l'entrée des socialistes dans le gouvernement Suarez «afin d'éviter que le gouvernement continue à évoluer vers la droite». C'est ainsi, aussi, que les nombreuses mobilisations impulsées par les CO lors des derniers mois se sont limitées à des manifestations, sans plan de lutte ni objectifs politiques clairs.

Cette orientation ne permettra pas de mener la bataille contre la politique de la direction social-démocrate; de plus, elle sera à l'origine de la frustration des secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier qui ont considéré avant tout les Commissions Ouvrières comme l'instrument fondamental pour faire face à l'offensive de la droite.

Chacune à sa manière, les directions du PSOE et du PCE vont contribuer à l'aggravation des effets négatifs déjà produits par le «consensus» dans le mouvement ouvrier. Le gouvernement et les secteurs patronaux disposaient donc, vers le milieu de 1979, de bonnes conditions pour lancer leur offensive.

Depuis lors se sont produites de nombreuses mobilisations et événements importants qu'il n'est pas possible d'énumérer ici: des mobilisations des étudiants et des enseignants jusqu'aux luttes en riposte aux agressions fascistes, — toujours plus nombreuses, — à la répression policière ou aux atteintes, — sans cesse plus graves, — aux libertés démocratiques élémentaires de la part du gouvernement. Mais les deux questions centrales qui continuent à dominer la vie politique restent sans aucun doute l'offensive sociale et l'offensive centraliste du gouvernement.

L'OFFENSIVE SOCIALE

Au cours du mois d'août, le gouvernement a rendu public son programme économique (PEG). Ce programme, plus qu'un véritable plan économique, est une sorte de déclaration de principe sur les objectifs économiques fondamentaux du gouvernement. Au-delà de la réaffirmation et du renforcement de la politique d'«austérité» (l'augmentation des dépenses publiques devra dans tous les cas être inférieure à l'augmentation du PNB), les deux aspects les plus importants de ce programme con-

(8) Il faut souligner sur ce plan la «flexibilité» particulière du gouvernement.

La hausse limite des salaires imposée à l'ensemble des fonctionnaires est de 12,5%. Mais les salaires de la Garde Civile augmentent de 18% et ceux du reste de la police de 21%.

Les chiffres relatifs à l'armée ne sont pas connus mais il n'est pas très aventureux de pronostiquer que celle-ci a bénéficié de cette «flexibilité».

(9) Le statut des travailleurs discrimine les fonctionnaires publics, établit que le salaire minimum sera fixé par le gouvernement, et que la durée légale hebdomadaire du travail est de 43 heures. Mais surtout il crée des conditions extrêmement favorables facilitant les licenciements.

Il contenait initialement toute une série de limitations au droit de grève et favorisait les mesures de lock-out.

A partir d'un accord UCD-PSOE, il fut décidé que ces points devaient

cernent les «relations du travail». Ainsi y est-il affirmé que «le chef d'entreprise doit disposer des moyens d'agir comme tel, organisant la structure de la production et combinant les facteurs productifs en fonction des exigences du marché»; le langage technocratique apparemment sophistiqué ne cache guère les intentions véritables, à savoir le rétablissement de l'autorité du «chef d'entreprise», la grande revendication du patronat. D'un autre côté, le gouvernement renonce à ce qu'il appelle la «politique d'intervention» dans les conditions de travail: à partir de maintenant, il fixera par décret celles concernant les fonctionnaires publics (8) et «favorisera» des pactes entre le patronat et les centrales syndicales, jouant seulement un rôle de «conseiller» quant aux limites que ces pactes ne devraient pas dépasser en fonction de l'«intérêt général».

La signification réelle de ce programme a déjà pu être testée dans la pratique à partir notamment du «Statut des Travailleurs» (9) et de l'Accord-cadre Interconfédéral (A.M.I.) (10).

Le statut a été à l'origine de l'une des principales mobilisations ouvrières de ces dernières

être dissociés et faire ultérieurement l'objet d'autres lois, ceci pour faciliter un vote favorable du PSOE et sans que l'UCD change sur le fond sa position. Le PCE, après de longues négociations où il n'a pas manqué de souligner les aspects positifs de la loi a finalement voté contre, ses modestes amendements ayant été rejetés.

(10) L'AMI établit une «fourchette» pour les négociations salariales, fixant les limites d'augmentation entre 13 et 16%.

Elle introduit néanmoins une série de clauses qui permettent éventuellement aux patrons d'établir des augmentations de salaire inférieures à 13%.

Elle affiche comme objectif «l'augmentation de la productivité pour le rétablissement des bénéfices des entreprises». Dans la pratique, l'un de ses objectifs est la réduction drastique des rétributions complémentaires (primes, heures supplémentaires, etc.) qui constituent une part considérable du salaire réel des travailleurs espagnols.

années, malgré l'opposition de l'UGT (qui, à partir des accords de juillet avec la CEDE, a abandonné son opposition globale au projet de statut, se contentant d'appuyer les amendements partiels présentés aux Cortes par le PSOE). Ainsi en Euskadi, le 7 décembre, la grève générale a dépassé en ampleur tous les mouvements antérieurs (ce qui en Euskadi n'est pas rien...); à Madrid eut lieu une manifestation de plus de 300 000 personnes et plus généralement, durant les premiers jours de décembre, ce sont plus de deux millions de travailleurs qui ont participé aux diverses mobilisations contre ce statut parmi elles de nombreux affiliés à l'UGT ne respectant pas les consignes démobilisatrices de leur direction.

Malgré tout le statut fut imposé démontrant par là-même que la ligne des Commissions Ouvrières de «faire pression pour négocier» est, non seulement réformiste, mais, dans les conditions actuelles, totalement inefficace.

La seconde expérience aura donc des effets encore plus graves. Les objectifs en matière de salaire, de productivité, etc. du programme économique du gouvernement, tout en étant importants, n'étaient pas aussi décisifs que la remise en question des traditions du mouvement ouvrier espagnol dans ses mobilisations pour des revendications salariales, à partir de l'établissement de «limites» établies nationalement pour l'augmentation des salaires, les clauses de productivité, etc.

De plus, le fait que les Commissions Ouvrières avaient refusé de signer l'Accord-cadre Interconfédéral donnait à la bataille pour celui-ci un aspect complémentaire de bataille contre les Commissions Ouvrières, dans laquelle le gouvernement et le patronat, avec la collaboration de l'UGT, jetteront tout leur poids.

Cette attitude de collaboration de l'UGT a signifié que très rapidement se sont réalisés des accords au niveau des branches ou des entreprises entre l'UGT et le patronat, accords dans lesquels ce dernier faisait des

concessions au niveau des salaires relativement importantes mais largement compensées par les conditions générales d'application de l'«Accord-cadre» et par le taux d'inflation prévu pour cette année; le gouvernement a immédiatement donné un statut légal à ces accords bien que la seule UGT soit généralement minoritaire dans les commissions de négociation; pour leur part, les Commissions Ouvrières ont combiné les actions de pression avec la dénonciation de l'UGT, la signature d'accords bien en-deçà des propositions initiales avec l'acceptation de fait des accords UGT-patronat, le tout sans jamais poser la bataille contre l'«Accord-cadre» comme une bataille centralisée du mouvement ouvrier dont les objectifs immédiats devaient s'intégrer dans un plan d'ensemble pour résister et préparer la victoire sur la droite.

Un premier bilan, concernant le premier trimestre de cette année peut déjà être tiré:

— Plus de 260 accords ont été signés concernant environ 4 millions de travailleurs; la hausse moyenne des salaires y est de 15,54% (chiffre officiel ne correspondant d'ailleurs pas à la réalité comme nous l'indiquons dans notre analyse du contenu de l'«Accord-cadre»). Il faut toutefois prendre en compte que cette augmentation est supérieure à celle de l'an passé et est proche du taux

(11) Le projet de Loi de base sur l'Emploi (Ley Basica de Empleo — LBE) constitue une véritable provocation qui a même alarmé certains secteurs de la bourgeoisie. Cette loi, en plus d'introduire le contrat temporaire et à temps partiel, de prévoir des subventions pour les capitales qui créent des postes de travail comme unique forme de lutte contre le chômage, prévoit une réduction importante de l'allocation-chômage pour tous les travailleurs qui n'ont pas cotisé durant trois années consécutives à la sécurité sociale et ne prévoit aucune forme d'aide significative aux jeunes à la recherche de leur premier emploi et qui sont près de 800 000 dans l'Etat espagnol. Rappelons que selon les chiffres officiels, le chômage touche 10,14% de l'ensemble de la population active et 16% de la population active salariée.

60% de ces chômeurs sont des

d'inflation de 1979 (15,6%). Finalement 60% des accords sont pour une durée de deux ans, ce qui était l'un des objectifs du patronat, en opposition à la tradition de l'accord annuel. La grande majorité des accords se situent globalement dans le cadre fixé par l'«Accord-cadre Interconfédéral».

— D'autre part, 10 millions d'heures de travail ont été perdues en janvier et février, moins que pour la période équivalente de 1979; cette tendance s'est maintenue durant le mois de mars. Les chiffres sont particulièrement spectaculaires si l'on excepte l'Euskadi et la Catalogne: les heures de travail perdues durant le premier trimestre de 1980 sont alors inférieures de 80,74 pour cent à la période correspondante de l'année antérieure.

Le bilan de ces quelques données est clair: l'offensive a connu un succès; le mouvement ouvrier a souffert un nouvel et grave revers. Dans ces conditions, l'offensive va se poursuivre et, dans les prochains mois, deux nouvelles lois sur le travail vont menacer les travailleurs: la loi de base de l'emploi et la loi sur les grèves (11).

L'OFFENSIVE CENTRALISTE

La discussion sur le projet de statut de la Galice a marqué un tournant dans la politique dite d'«autonomie» de l'UCD.

jeunes entre 16 et 24 ans et 34% sont des femmes.

Seulement 41% des chômeurs touchent une allocation-chômage, pourcentage qui tombe à 25% pour les femmes. Les dépenses pour l'allocation-chômage ont représenté en 1979 seulement 1,6% du PNB, alors que les subventions, dégrèvements fiscaux et autres formes d'aide à l'entreprise privée ont représenté 4,3% du PNB!

Le PCE et les Commissions Ouvrières ont proposé au PSOE et à l'UGT l'unité d'action contre la LBE sur la base de contre-propositions positives en particulier sur la question de l'allocation-chômage. Cette proposition fut repoussée, les socialistes se contentant de proposer des amendements des plus modérés qui soient, à la loi.

Le contenu du projet de Loi sur la grève (Ley de Huelga) n'est pas encore connu.

La droite centraliste, en particulier l'UCD, y disposent d'une majorité parlementaire écrasante (12); c'est pourquoi elle n'a pas considéré nécessaire de rechercher un « consensus » et pu imposer un statut produit de ses conceptions. Le projet de statut, qualifié par le peuple de Galice de « statut des caciques » est très en-deçà de celui reconnu à la Catalogne ou à l'Euskadi; en particulier, il permet un contrôle bien plus considérable du gouvernement central sur le futur gouvernement local. Le projet de statut a été à l'origine de grandes mobilisations de masses; pratiquement tous les partis, à l'exception de la droite centraliste, ont dès le début annoncé qu'ils voteraient NON au référendum, qui peut être le point de départ d'une offensive pour en terminer avec l'hégémonie politique des réactionnaires dans cette région. L'UCD, cependant, tente d'arriver à un accord avec le PSOE sur la base d'une interprétation « large » du contenu du statut — ce qu'elle obtiendra probablement — afin de s'assurer une majorité au référendum dont la date n'a pas encore été fixée. Ce fut là le premier moment de l'offensive centraliste de l'UCD. D'autres allaient venir, plus graves, comme en Andalousie.

Peu de temps avant que se déroule le référendum en Andalousie, l'UCD annonçait qu'elle appelait à l'abstention et se lançait dans une campagne réactionnaire visant à assimiler le vote OUI avec le « marxisme ». Le référendum se convertit alors en une bataille entre la droite et la gauche, plus fondamentale que le choix entre l'une ou l'autre des alternatives constitutionnelles vers l'autonomie, malgré la volonté du PSOE et, surtout, du PCE d'enlever tout caractère politique à la confrontation. Le résultat (13) fut en réalité une victoire du peuple andalou et une défaite de l'UCD, bien que, formellement, on puisse avoir une interprétation contraire. La conjonction en Andalousie d'une situation sociale explosive et de la conscience croissante de l'existence d'une oppression spécifique va sans aucun doute

faire, à l'avenir, du peuple andalou un des protagonistes fondamentaux de la résistance à la droite.

Mais, sans aucun doute possible, les élections basques et de Catalogne ont constitué les deux défaites les plus graves du gouvernement, non seulement sur le terrain dit des « autonomies », mais en général depuis 1977 (voir tableaux)

Les conclusions que l'on peut tirer des deux élections sont, malgré quelques différences, pour l'essentiel communes et peuvent se résumer ainsi :

— la politique centraliste du gouvernement a connu une grave défaite; si nous y ajoutons la situation de Galice et d'Andalousie et les conflits qui se développent sur la question de l'autonomie aux Canaries, dans le pays de Valence et en Aragon, le résultat est que toute la politique d'autonomie de l'UCD est mise en question. Mais, pour comprendre la signification réelle de cette défaite et ses conséquences, il faut prendre en compte trois aspects :

* le premier est que les résultats de l'UCD dans les élections dans l'une ou l'autre des nationalités ne sont pas équiva-

(12) Aux élections du 1er mars en Galice, les parlementaires élus (députés et sénateurs) se répartissaient de la manière suivante: UCD: 29 — PSOE: 9 — AP: 5.

(13) Le résultat du référendum andalou sur l'utilisation de l'article 151 a été dans son ensemble meilleur que ceux d'Euskadi et de Catalogne. En Andalousie 55,8% des recensés ont voté « oui »; en Euskadi seulement 53,9% et en Catalogne 52,3%. Mais dans l'une des provinces d'Andalousie, celle d'Almería, le « oui » n'a pas obtenu la majorité absolue mais seulement 47%: ainsi 8000 voix à Almería ont fait échouer le « oui » au référendum. Si le même critère avait été employé en Catalogne, le statut n'aurait pas été approuvé puisque dans la province de Tarragone le vote positif fut inférieur à 50%. De plus de nombreuses preuves de fraude électorale furent mises en évidence à propos du référendum andalou. Ont été comptés dans le recensement 52000 jeunes de 17 ans qui n'ont pas le droit de vote et le recensement de la province d'Almería a inclut 15000 personnes décédées.

lents aux résultats qu'elle obtiendrait dans le cas d'élections générales (sans doute aucun un nombre important d'électeurs bourgeois ont une « double fidélité » selon le type d'élections); une partie des voix que l'UCD a perdu lors des élections basques ou catalanes au profit de formations nationalistes bourgeoises seraient récupérées par l'UCD en cas d'élections générales.

* le second est que l'autre grand perdant de ces élections est le PSOE.

* le troisième est que les vainqueurs sont les partis nationalistes bourgeois. Il y a donc eu défaite du gouvernement mais pas défaite de la bourgeoisie en général.

Comme nous l'avons déjà dit les grands vainqueurs sont le PNV et le CiU. Il s'agit évidemment de partis différents quant à leurs traditions et qui agissent dans le cadre de situations socio-politiques différentes.

Mais leur fonction objective est identique: ils sont les partis bourgeois hégémoniques dans leurs nationalités respectives et ils sont disposés à assumer leur rôle dans le cadre d'une alliance conflictive avec la bourgeoisie centrale. Les gouvernements homogènes qu'ils ont l'un et l'autre formés correspondent à cet objectif, avec une réserve plus marquée en ce qui concerne le CiU. Finalement, il faut souligner, en ce qui concerne les élections catalanes, que la bourgeoisie les a affrontées comme une bataille de classe expressément destinée à en terminer avec la majorité ouvrière existant jusqu'alors dans la nationalité; le patronat a investi des centaines de millions de pesetas dans la propagande contre le « vote marxiste ». La réponse de Felipe Gonzalez à cette campagne a consisté en l'affirmation respectueuse qu'il la considérait comme « une erreur », car les patrons « doivent diversifier leurs risques et ne pas tout miser sur un seul cheval ». C'est la politique que reflète cette phrase qui a conduit le PSOE au désastre électoral.

Car il ne fait aucun doute que le PSOE est le principal

RESULTAT DES ELECTIONS NATIONALES BASQUES
(Résultats globaux des partis qui ont des parlementaires élus)

Partis	Elections générales du 15 juin 1978	Elections générales du 1er mars 1979	Elections nationales du 9 mars 1980	Nombre de députés	Différence entre 1er mars 1979 et 9 mars 1980
PVN	303931	275 292	350 283 37,59%	25	plus 74991
HB	—	149 685	152 162 16,32%	11	plus 2477
PSOE	267 753	190 235	130 542 14,00%	9	moins 59693
EE	64 126	80 098	90 064 9,66%	6	plus 9966
UCD	129 590	168 607	78 310 8,40%	6	moins 90297
AP	71 916	34 108	43 853 4,70%	2	plus 9754
PCE	46 003	45 893	37 051 3,97%	1	moins 8802
Abstent.	15,96%	31,35%	41,18%		

Inscrits : 1 584 577

Sigles

Autres partis :

EMK (MC) — approximativement 10 000

LKI (LCR) — approximativement 5 000

PTE — approximativement 3 500

PNV

Partido Nacionalista Vasco (Parti nationaliste basque)

HB

Herri Batasuna

EE

Euskadiko Eskerra

AP

Alianza Popular

EMR (MC)

Movimiento Comunista

PTE

Partido del Trabajo

Nom

RESULTATS DES ELECTIONS NATIONALES DE CATALOGNE
(Résultats globaux des partis qui ont des parlementaires élus)

Partis	Elections générales du 15 juin 1978	Elections générales du 1er mars 1980	Elections nationales du 20 mars 1980	Nombre de députés	Différence entre 1er mars 1979 et 20 mars 1980
CIU	522 060 16,80%	483 432	754 896 23,00%	43	plus 271 464
PSC/PSOE	880 539 28,40%	875 550 29,21%	609 884 23,00%	33	moins 265 666
PSUC	564 574 18,20%	512 906 17,11%	509 606 19,00%	25	moins 3 300
CC.UCD	521 419 16,80%	570 958 19,05%	287 904 11,00%	18	moins 283 054
ERC	141 959 4,50%	123 474 4,10%	241 771 9,00%	14	plus 118 294
PSA	—	—	72 186 3,00%	2	—
Abstent.	21,70 %	31,55 %	39,00 % approx.		

Autres chiffres : «Unitat pel socialisme» (coalition électorale LCR-MC-PT-OCE(BR)) a obtenu 35 000 voix (1,5 %). Les «nationalistes de l'Esquerra» et BEAN, deux formations nationalistes radicales ont obtenu respectivement 46 500 votes et 14 500 votes.

SIGLES : CIU - Convergencia : Unio / PSC-PSOE : Partit Socialista de Catalunya-PSOE ; PSUC - Partit Socialista Unificat de Catalunya ; CC-UCD : Centriste de Catalunya - UCD ; ERC : Esquerra Republicana de Catalunya ; PSA : Partit Socialista de Andalucia

protagoniste d'une défaite qui affecte l'ensemble du mouvement ouvrier. La direction socialiste a tenté d'expliquer ses mauvais résultats par le taux élevé d'abstentions. Il est vrai qu'une partie très importante de l'électorat du PSOE s'est abstenue, comme il est vrai qu'en Euskadi une partie significative de cet électorat a voté PNV; (ainsi ce dernier est devenu la première force électorale dans une zone traditionnelle de concentration ouvrière comme Baracaldo, — tout comme CiU est devenu le premier parti en termes électoraux à Tarrasa et le second à Sabadell—).

Mais cette abstention est surtout le produit de la politique suicidaire du PSOE, avant-garde du centralisme en Euskadi (sous le prétexte que la raison d'être historique du socialisme est de combattre le nationalisme) et n'assurant pas ses responsabilités en tant que parti ouvrier majoritaire en Catalogne, ce qu'il était depuis le 15 juin 1977.

Les pertes du PCE sont, pour leur part, moins graves. Il maintient une position solide en Catalogne et reste une force marginale en Euskadi (ou en grande partie son espace politique est occupé par Euskadiko Eskerra). Mais, surtout, c'est sa politique anti-ETA et d'appui dans les faits à la police, illustrée notamment par Carillo (qui en bon disciple de Thaelman n'a pas hésité durant la campagne à affirmer que *Herri Batasuna* «lui rappelait le parti nazi allemand à ses origines») qui a contribué à l'isoler.

Finalement les partis ouvriers de la gauche révolutionnaire ont obtenu dans l'un et l'autre cas un vote marginal (1,5%) à peu près identique, malgré les excellentes campagnes électorales de la LKI en Euskadi et de «Unitat pel Socialisme» en Catalogne. Cela reflète une donnée objective: la situation et l'état actuel du mouvement ouvrier affectent gravement des partis qui n'ont pas une force suffisante pour apparaître comme une alternative prati-

que aux directions réformistes; dans les cas de l'Euskadi, il faut de plus ajouter la polarisation complète des élections par rapport à la question nationale, dans le cadre de laquelle les organisations nationalistes révolutionnaires recueillent le «vote utile» de ceux qui luttent pour une solution radicale à l'oppression nationale.

Les organisations nationalistes révolutionnaires ont une apparition seulement embryonnaire en Catalogne, mais elles réaffirment leur poids en Euskadi.

Herri Batasuna est plus que jamais un mouvement hétérogène qui reflète le rejet de la situation existante en Euskadi, selon des points de vues très divers. Son orientation politique est la lutte pour la «rupture démocratique», ce qui se concrétise dans l'offre de la paix au gouvernement central sur la base de 5 points (amnistie, légalisation des partis indépendantistes, retrait des FOP d'Euskadi, contrôle par le gouvernement basque des forces armées présentes en Euskadi et amélioration des conditions de vie des travailleurs). En dehors du cadre de cette proposition, *Herri Batasuna* refuse de participer aux «institutions de la réforme» (ce qui va des Cortes de Madrid au Parlement basque, ce qui, dans ce dernier cas, donne une majorité absolue au PNV).

Bien évidemment, la «paix» signifie la fin des activités de l'ETA-militaire avec laquelle *Herri-Batasuna* maintient des relations d'appui mutuel inconditionnel. L'existence au sein de *Herri Batasuna* d'une gamme de positions allant d'une ligne de pression sur le PNV et clairement disposée à la constitution d'un «*Front abertzale*» PNV-Euskadiko Eskerra-HB, jusqu'aux secteurs les plus liés à la classe ouvrière et disposés à lutter contre la bourgeoisie «soit-elle basque», ne doit pas faire oublier quelle est la signification fondamentale de *Herri Batasuna* comme mouvement de refus, dans lequel se reconnaît la majorité du sec-

teur le plus combatif de la jeunesse basque et une frange considérable de travailleurs.

Pour sa part, *Euskadiko Eskerra* a continué son ascension correspondant au développement de son influence politique, particulièrement au sein de la classe ouvrière. Sa ligne peut être caractérisée «d'eusko-communiste» (de fait, c'est une adaptation à l'Euskadi des thèmes centraux de l'eurocommunisme qui a ses effets au sein même du PCE puisque trois membres du Comité central de ce dernier sont passés à EE, durant la campagne électorale).

Euskadiko Eskerra est par ailleurs chaque fois plus orienté vers la classe ouvrière. En ce sens, son évolution sera l'un des facteurs les plus significatifs du processus de recomposition du mouvement ouvrier en Euskadi.

En Catalogne, ERC, la vieille *Esquerra* a obtenu de très bons résultats, équivalents pratiquement à ceux de l'UCD. L'*Esquerra* actuelle est le parti de celui qui fut jusqu'à ces derniers jours le président de la Généralité, Taradellas, l'homme clé de la «réforme» en Catalogne; elle a peu à voir avec le parti de Macia et Companys.

Le plus significatif est qu'elle a récupéré une partie considérable des votes pour le PSOE des élections antérieures; c'est là une preuve supplémentaire que des secteurs de la petite-bourgeoisie qui, en 1977, ont voté pour les partis ouvriers réformistes sont déçus et s'orientent maintenant vers les partis nationalistes de différents types.

L'*Esquerra* va maintenant tenter de jouer un rôle de «pont» entre CiU et les socialistes en se rapprochant avant tout du parti de Pujol, dont elle a appuyé l'élection à la tête du gouvernement.

Il faut également signaler l'obtention de sièges en Catalogne par le Parti socialiste andalou qui a fait une campa-

gne en direction des travailleurs andalous émigrés en Catalogne. Il s'agit de résultats préoccupants avant tout par la division supplémentaire qu'ils introduisent dans le mouvement ouvrier.

Finalement l'abstention a été l'un des facteurs centraux de ces élections. Elle a avant tout affecté les travailleurs émigrés; c'est une autre manifestation du «désenchantement» vis-à-vis de la politique espagnole selon le vocabulaire à la mode; en réalité c'est le produit de la désorientation politique, de la déception dans un contexte d'aggravation de la situation matérielle de la classe ouvrière.

Remobiliser ces couches de travailleurs est une des conditions nécessaires pour organiser la résistance face à la droite.

La force de la bourgeoisie nationaliste est d'apparaître comme porteuse de la revendication nationale et pas seulement en Euskadi: pratiquement partout dans l'Etat espagnol la question nationale va continuer à être une question politique décisive: l'unité du mouvement ouvrier poura seulement se construire sur la base d'une réponse radicale à la question nationale.

RESISTANCE ET CONTRE-OFFENSIVE

La «réforme», presque trois années de «période constituante» s'achève. Le régime est maintenant «constitué». La bourgeoisie a réussi à maintenir la direction politique durant tout le processus. La politique révolutionnaire doit répondre aux nouvelles conditions.

Tout au long de cet article, sont apparues différentes manifestations de la crise de direction bourgeoise, depuis les problèmes internes de l'UCD (il n'a pas fallu moins de trois semaines à Suarez pour mettre d'accord les différents chefs de clan sur la composition d'une nouvelle équipe gouvernementale très semblable à la précédente!), jusqu'aux conflits avec des secteurs de l'appareil

d'Etat ou avec les partis nationalistes bourgeois. Il y a évidemment de nombreux grippages dans les mécanismes du régime et il doit avoir fréquemment recours au «lubrifiant monarchique» pour fonctionner. Mais Gonzalez et Carillo ont-ils raison lorsqu'ils affirment que «la démocratie est en train de pourrir» ou que nous allons vers un «succédané de dictature»?

Le problème n'est pas le «pourrissement de la démocratie». Le problème est que ce régime, cette démocratie parlementaire bourgeoise qu'ils ont contribué à créer de façon décisive, est ainsi; il est fait pour fonctionner ainsi (avec sa corruption, ses assassinats fascistes impunis, ses tortionnaires à la tête de la police, ses droits démocratiques fondamentaux niés, avec l'offensive sociale et politique du gouvernement et du patronat...) et ne peut fonctionner d'une autre manière.

Dit sous une autre forme: ce régime ne peut qu'être gouverné par la droite.

Cette conclusion et ses conséquences politiques doivent être exposées aux travailleurs; c'est précisément ce que Gonzalez et Carillo ne veulent pas faire.

Il est évident qu'il existe des secteurs de l'appareil d'Etat qui ont fait pression et continueront à faire pression pour une «solution bonapartiste»; un «1934» est toujours possible...mais ce n'est pas là, aujourd'hui, la politique de la bourgeoisie; et c'est seule-

ment en combattant systématiquement cette politique que l'on peut prévenir et détruire les menaces aux libertés. C'est pour cela, comme l'affirmait la déclaration pour le 1er mai publiée par la LCR, qu'il est nécessaire de «changer la politique qui, jusqu'alors a dirigé le mouvement ouvrier. Car c'est elle qui est à l'origine du désenchantement et de la désunion dont nous souffrons aujourd'hui.»

C'est là le problème central pour tous les révolutionnaires, un problème confirmé par l'expérience quotidienne. Un exemple récent: le 1er mai les fascistes ont assassiné à Madrid un dirigeant du mouvement des locataires, Arturo Pajuelo; c'est le cinquième assassinat fasciste à Madrid depuis le début de l'année. La réaction ouvrière et populaire a été très importante: manifestation de plusieurs milliers de personnes, grève générale dans le quartier du camarade assassiné, grèves etc... Le PSOE et le PCE se sont vus obligés de faire «quelque chose»: ils convoquèrent une manifestation pour le 29 mai!

Il y a beaucoup de choses pourries dans le pays... Mais il y a des processus vivants, des changements et des renouvellements en cours comme l'a révélé la réponse à l'assassinat d'Arturo, qui sont aujourd'hui dispersés dans les usines, parmi les jeunes, les femmes...dans toutes les manifestations de résistance à la droite. C'est là qu'il faut combattre la division et la désorientation du mouvement; c'est là que peut se renforcer un parti révolutionnaire. C'est là la place de la LCR. □

A paraître prochainement

INPRECOR

(Supplément hors abonnement)

**Textes et résolutions du
XIe Congrès mondial de
la IVe Internationale**

Quatrième Internationale reparaît !

Le premier numéro (nouvelle série) de la revue *Quatrième Internationale* va bientôt paraître. Publiée par la direction de la IVE Internationale, cette revue sera trimestrielle et paraîtra en langue française.

Elle traitera de la stratégie, du programme et de la théorie révolutionnaires. Elle s'adresse aux militants et à tous ceux qui comprennent qu'à notre époque, il n'y a ni théorie, ni politique révolutionnaires qui ne soient internationalistes.

Le sommaire du premier numéro est le suivant :

Editorial — Une nouvelle situation internationale ?

Manuel Aguilar Mora — Populisme et révolution permanente

John Ross — Construire le parti ou construire une «fraction-secte» ?

Ernest Mandel — Pourquoi la bureaucratie soviétique n'est pas une nouvelle classe dominante (réponse à P.M. Sweezy)

Table ronde de «Critica comunista» : les 61 licenciés à FIAT

Emmanuel Farjoun — La classe ouvrière palestinienne dans l'économie israélienne

M.Marguerito — La crise agraire au Mexique

Pierre Frank — Leon Trotsky et la révolution espagnole

Archives du marxisme — Roman Rosdolsky : Les prolétaires n'ont pas de patrie

TARIF

Prix du numéro

— France	20 francs français
— Belgique	140 francs belges
— Suisse	8,50 francs suisses
— reste de l'Europe	5 dollars US
— hors Europe (par avion)	5 dollars US

Abonnement d'un an (4 numéros)

— France	70 francs français
— Belgique	500 francs belges
— Suisse	30 francs suisses
— reste de l'Europe	16 dollars US
— hors Europe (par avion)	19 dollars US

Pour tout renseignement, s'adresser à «PEC»
2, rue Richard Lenoir - 93108-MONTREUIL (France)

Rédaction - Administration :
12, rue de la Buanderie - BRUXELLES (Belgique)